

150

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13119 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 3 AVRIL 1987

## Cohabitation exemplaire à Washington

Dans le petit jeu des petites phrases et des coups de M. Chirac sait renvoyer l'ascenseur. Après les propos évasifs tenus par M. Mitterrand à TF1, dimanche 29 mars, sur plusieurs aspects de l'activité du gouvernement, le premier ministre s'est évertué, pendant sa visite aux États-Unis ces deux derniers jours, à « coller » au président de la République sur les principaux chapitres de la politique étrangère, allant jusqu'à approuver sans réserve le texte que celui-ci a pris l'initiative d'adresser récemment au président Reagan.

Ainsi est effacé l'impair commis il y a quelques semaines, lorsque les deux principaux responsables de la politique française avaient donné à Madrid la très fâcheuse impression de s'échapper sur un problème qui aurait dû les rapprocher : la nécessaire qualité des relations avec un grand voisin. Il est vrai que M. Chirac n'avait pas, cette fois, à conquies un territoire sur son « tuteur » de l'Élysée, puisqu'il faisait le voyage tout seul et était reçu à la Maison Blanche avec quasiment le même protocole qu'un chef d'État. Il n'en était que plus à l'aise pour célébrer le fameux « consensus français ».

Il est vrai encore que ce consensus est surtout réel en matière de défense et que ce thème était l'un des principaux sujets abordés par le chef du gouvernement avec ses interlocuteurs américains. Ceux-ci avaient-ils besoin pour autant d'être ramenés à une plus juste compréhension des besoins de l'Europe en matière de sécurité, comme on tend à le faire croire à Paris ? En fait, depuis que le Gorbachev a accepté de conclure un accord séparé sur les euro-missiles et rendu par là même une entente Est-Ouest sur ce point beaucoup plus probable, les Américains se sont toujours montrés parfaitement conscients du problème que posent les missiles soviétiques à courte portée (SRINF) et n'ont jamais eu l'intention de l'évacuer purement et simplement du dossier.

Le paradoxe est que la France aura, une fois de plus, vivement insisté sur ce point, alors pourtant que le résultat le plus vraisemblable sera de ouvrir le débat sur les forces nucléaires françaises par un autre biais : celui du futur missile « préstratégique » Hadès, prévu pour les années 90 et qui pourrait prendre d'autant plus d'importance au sein des SRINF de l'Ouest que leur nombre est peu considérable. Avant même cette échéance, le missile Pluton, déjà existant dans les forces françaises, pourrait être lui aussi impliqué, si du moins la négociation porte dès le début sur les missiles à très courte portée.

Plus surprenant est l'accent nouveau mis par M. Chirac à Washington sur la situation économique et financière du tiers-monde. Le premier ministre s'est-il voulu, là encore, donner un nouveau gage à la cohabitation en flattant la sensibilité plus « tiers-mondiste » supposée être celle du Parti socialiste, et par conséquent de l'Élysée ? Pas tout à fait, car, se faisant, M. Chirac a exclu toute annulation des dettes, alors que M. Mitterrand a envisagé une telle mesure pour certains pays les plus pauvres. Ou bien s'est-il cherché à se marquer à gauche face à M. Barre et à d'autres rivaux ? Peut-être, encore que le souci du monde en développement et du dialogue Nord-Sud ait été une constante du discours français sous tous les gouvernements depuis de Gaulle.

Il reste que ce souci est resté largement verbal jusqu'à présent et qu'on ne voit pas, jusqu'à plus ample informé, par quelle décision nouvelle il pourra se traduire dans les faits.

(Lire nos informations page 2.)

Fondant de grands espoirs sur sa visite

## Les Chiliens ont réservé au pape un accueil enthousiaste

Accueilli dans l'enthousiasme à Santiago, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, Jean-Paul II devait s'entretenir, jeudi, avec le président Pinochet et rencontrer quelque soixante-dix mille jeunes au stade de la capitale, lieu symbolique de la répression en 1973.

L'arrivée du pape a été marquée par une manifestation, aux cris de « pain, justice et liberté », qui a été dispersée par la police. Il y aurait eu quelques blessés.

SANTIAGO de nos envoyés spéciaux

Un entretien privé entre le général Pinochet et le pape Jean-Paul II devait avoir lieu le jeudi 2 avril au palais de La Moneda, au centre de Santiago. Un face-à-face étonnant, sans témoin, dans un lieu historique et symbolique entre le maître, tout-puissant du Chili depuis treize ans et le chef de l'Église catholique, dont la venue suscite des espoirs contradictoires.

C'est le premier acte de la seconde journée de la visite de Jean-Paul II, commencée mercredi après-midi sous un très chaud soleil d'automne austral, et les vivats de centaines de milliers de Chiliens enthousiastes.

Des manifestations ont cependant éclaté tout au long du parcours suivi par le cortège papal, après le passage de Jean-Paul II. Elles ont rassemblé plusieurs milliers de personnes, en majorité des jeunes, apparemment persuadés que la rue leur appartenait. Les forces de l'ordre sont intervenues. Des manifestants criaient : « Au Chili, on torture, et le pape le sait », ou encore : « Jean-Paul II, emmène le tyran avec toi ! ». Sur la place d'Armes, devant la cathédrale où le pape devait célébrer une rencontre eucharistique, des groupes de jeunes gens ont scandé longuement : « Liberté, liberté ! ».

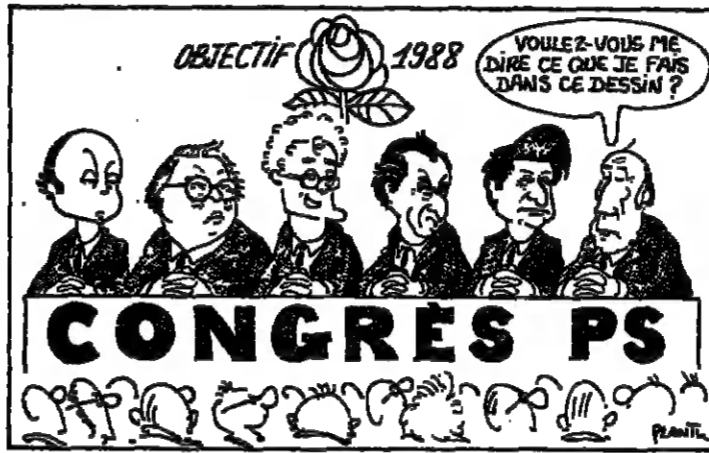
GILLES BAUDIN et MARCEL NIEDERLANG.

(Lire la suite page 2.)

Le congrès de Lille

## Le Parti socialiste veut donner une image d'unité

Le Parti socialiste réunit son congrès à Lille du vendredi 3 au dimanche 5 avril. Les différents courants ont déjà signé une motion de synthèse, et se présentent donc unis sur un même texte. L'élection présidentielle n'est pas un sujet de débat officiel, tant que les intentions de M. Mitterrand ne sont pas connues. Il s'agit pour les socialistes de réussir un congrès d'image, où ils puissent faire la démonstration de leur unité et de leur capacité à incarner l'avenir.



Lire page 6 l'étude de ROLAND CAYROL et COLETTE YSMAL sur les militants du PS et page 7, l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Pourparlers consulaires, développement sensible de l'émigration juive

## Le dégel soviéto-israélien

JÉRUSALEM de notre correspondant

Cette fois, les dirigeants israéliens y croient : il y a du nouveau à Moscou. Les indices d'évolution dans la politique du Kremlin envers les juifs soviétiques et dans ses relations avec l'État hébreu sont trop nombreux et trop concordants pour que Jérusalem les mésestime.

Il y a d'abord les chiffres, qui parlent d'eux-mêmes. Au cours des dix derniers jours, une trentaine de juifs ont quotidiennement quitté l'URSS. En mars, on a enregistré environ 500 départs. Il suffit de rappeler les précédentes statistiques pour mesurer les progrès soudain accomplis : 1140 départs en 1985, 914 en 1986, 98 en janvier 1987. Autre-

ment dit, en l'espace de deux mois, l'émigration juive a quintuplé. Elle a atteint, fin mars, le rythme mensuel de 1000 départs, alors que son tarissement avait conduit l'Agence juive, il y a quelques années, à fermer son centre de transit à Vienne. Deux appartements en location, abritant une trentaine de lits, y servaient depuis lors de lieu d'accueil.

Il y a surtout la bonne nouvelle rapportée de Moscou la semaine dernière par M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, et par M. Morris Abram, lequel est un peu le « patron » du judaïsme américain : M. Chevartnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, leur a promis, assurent-ils, d'autoriser l'émigration en 1987 de quelque 11 000 « refuzniks » (juifs aux-

quels on refuse un visa de sortie pour Israël). Cette promesse comporte, pour Israël, un principe crucial : l'acceptation par l'URSS de « vols directs » acheminant les émigrants de Moscou à Tel-Aviv moyennant une simple escale de « transit » à Bucarest.

L'accord du Kremlin sur ce point satisfait une vieille demande israélienne. Car l'État hébreu se bat depuis longtemps, non seulement pour que les juifs puissent quitter l'URSS librement, mais surtout pour qu'ils viennent vivre en Israël, ce qu'ils font de moins en moins. Depuis le début des années 80, le phénomène du changement de destination des émigrants, pour qui l'Amérique - et non l'État juif - est la vraie « Terre promise », a pris, va d'Israël, un tour alarmant. Aujourd'hui, quatre émi-

grants sur cinq préfèrent, après leur transit par Vienne, s'envoler pour les États-Unis ou le Canada.

Le problème est ancien, puisqu'en 1979 déjà, année-record où l'URSS accorda 51 300 visas de sortie, un juif sur trois seulement s'était installé en Israël (sur les 260 000 juifs soviétiques ayant émigré depuis 1967, 165 000 ont choisi l'État hébreu). C'est dans l'espoir d'y remédier que le premier ministre, M. Shamir, avait demandé en février au président Reagan d'envisager l'abrogation du statut de réfugié politique, assorti de certains avantages, dont bénéficient - ipso facto - les immigrants juifs à leur arrivée aux États-Unis.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

L'ouverture de la Clore Gallery à Londres

## Quand Turner entre en gare

La reine d'Angleterre a inauguré, le mercredi 1<sup>er</sup> avril à Londres, la Clore Gallery, nouveau musée adjoint à la Tate Gallery et tout entier consacré à l'œuvre du peintre William Turner. L'inauguration de la Clore Gallery, construite par l'un des plus célèbres architectes anglais, James Stirling, prend la dimension d'un événement comparable à l'ouverture du musée d'Orsay, en décembre dernier.

Le dix-neuvième siècle est en cours d'explosion. Le prix fantastique, 225 millions de francs, atteint par les *Tournefols* de Van Gogh, le lundi 30 mars, en est la plus évidente démonstration. Même si ce record mondial relève d'une pure spéculation financière, même si, autre interprétation possible, un tel prix rétablit naturellement un certain équilibre par rapport aux peintres dits pompiers ou académiques, ou par rapport à certains peintres contemporains volontiers surcotés, il est clair que l'art du dix-neuvième siècle est, si l'on peut dire, enfin entré en gare et qu'il a droit à la salle à manger des « premières ».

Le musée d'Orsay en est aussi une preuve, au-delà des polémiques qui entourent l'intervention de l'architecte italienne Gae Aulenti et la muséographie. Voici donc que Londres à son tour ouvre son « Orsay ». Oh, un Orsay bien spécial ! Il est tout entier dédié à l'enfant chéri de la peinture anglaise, William Turner (1775-1851), celui dont une renommée, après tout clairvoyante, fait le précurseur de ces enfants chéris de la peinture française que sont les impressionnistes.

Dans le monde des arts, l'événement est en lui-même considérable, mais il prend évidemment un surcroît de saveur grâce aux comparaisons architecturales et muséographiques qu'il autorise avec notre musée du dix-neuvième siècle. Toutes proportions gardées, bien sûr, les tailles d'Orsay et de la Clore Gallery n'ayant strictement rien à voir.

« Clore Gallery », un nom auquel il faudra se familiariser, car les Anglo-Saxons restent farouchement fidèles à la mémoire de leurs mécènes. Clore Gallery, et non Turner Museum

comme l'instinct français l'aurait sans doute prescrit, pour remercier la fondation, créée par le défunt Sir Charles Clore, dont la fille, M<sup>me</sup> Vivien Duffield, a attentivement contribué à l'édification du nouveau musée. La fondation a versé, en effet, 6 millions de livres sur un coût total de près de 7,8 millions, somme assez raisonnable si l'on songe que deux des derniers records de vente ont été « remportés » par des tableaux de Turner, vendus respectivement 7 et 7,5 millions de livres.

Si l'on voulait un chiffre, unité qui paraît désormais entrer dans l'évaluation de la peinture, le calcul serait simple à faire : il suffirait au fond de multiplier par de tels prix quelque trois cents toiles du nouveau musée, et les vingt mille dessins ou aquarelles qui leur font cortège. L'équivalent, si l'on veut, du musée Picasso. Mais il est évident qu'un tel ensemble, comme celui de l'Hôtel Salé, échappe à de telles évaluations, pour ne plus relever que de la ferveur.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 19.)

## Rebondissement de la crise en Italie

Le président Cossiga refuse la démission de M. Craxi.

PAGE 5

## La dette du Brésil

Mise en garde des banques créancières.

PAGE 24

## Espionnage et terrorisme

Les succès de la DST laissent encore des points dans l'ombre.

PAGE 8

## La rentrée parlementaire

Les députés UDF ne veulent pas rester muets.

PAGE 7

## Le Monde DES LIVRES

■ Louis Calaferte, le passager clandestin. ■ Le dernier « crime » de P.D. James et les cent ans de Sherlock Holmes. ■ La chronique de Nicole Zamà. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Romain Gary », de Dominique Bona.

(Pages 11 à 18)

## Mort d'Henri Cochet

L'un des quatre « mousquetaires » du tennis.

PAGE 28

## Tour de France

M. Levitan s'explique. Le groupe Amaury réplique.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 28

Daniel Soulez Larivière

Voici un livre intelligent, impertinent et lucide. (Bertrand Le Gendre, *Le Monde*).

Daniel Soulez Larivière  
Les juges dans la balance



Editions Ramsay

RAMSAY

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 9 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 825 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 915 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2,9 f. ; Portugal, 110 esc. ; République, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$.

# Etranger

Le voyage de M. Chirac à Washington

## Le premier ministre a obtenu les assurances qu'il souhaitait sur les armements en Europe

M. Jacques Chirac a regagné Paris, jeudi matin 2 avril, à l'issue de son voyage aux Etats-Unis. Il avait obtenu, dès son retour à l'Elysée, au conseil des ministres, au cours duquel il devait rendre compte de ses conversations de Washington.

WASHINGTON  
de nos envoyés spéciaux

La visite officielle que M. Chirac a achevée aux Etats-Unis mercredi 1<sup>er</sup> avril aura été beaucoup plus chaleureuse que rétrospectivement substantielle. Pleinement rassuré, dès mardi matin, par M. Reagan sur la volonté américaine de ne pas laisser s'installer de déséquilibres en Europe à la faveur d'un éventuel accord avec l'URSS sur les missiles de moyenne portée, le premier ministre n'avait plus guère en effet qu'à constater le bon état des relations franco-américaines et à s'en féliciter.

Périodiquement nécessaire, l'exercice n'avait au demeurant rien de forcé puisqu'il est vrai que, traditionnellement passionnés, les rapports entre Paris et Washington ont désormais tendance à perdre de cette dimension explosive au profit d'une plus grande sérénité. On sait aujourd'hui être d'accord sans que cela soit extraordinaire et diverger sans que cela soit un drame. Déjà sensible lors de la visite de M. Mitterrand en 1984, cette évolution était d'autant plus évidente ces dernières semaines qu'elle n'avait plus le piment de la rencontre entre le regainisme et le socialisme à la française.

Les dirigeants américains ayant montré assez d'égards et de tact pour ne pas faire allusion à la cohabitation autrement qu'en célébrant

### Fermeture du consulat américain à Strasbourg

Le département d'Etat a confirmé, mardi 31 mars, sa décision de fermer le consulat américain à Strasbourg. M. Oakley, porte-parole du département d'Etat, a indiqué que ce choix s'était porté sur le consulat de la capitale alsacienne plutôt que sur celui de Lyon, après « un examen attentif » du travail accompli par les deux missions. Le rôle de liaison avec la Communauté européenne sera désormais assuré par la mission américaine auprès de la CEE à Bruxelles.

M. George Shultz, secrétaire d'Etat, a, pour sa part, indiqué à M. Jacques Chirac qu'il regrettait cette décision, mais qu'elle s'inscrivait dans la politique du Congrès, qui a décidé de fermer trente à quarante consulats dans le monde, pour des raisons budgétaires. — (AFP.)

le consensus sur les questions stratégiques, on a nagé dans la routine des parcours sans incidents. Et là — sur le protectionnisme, par exemple — où il y aurait pu avoir trop de vigueur dans la confrontation des points de vue, M. Chirac a su suffisamment arrondir son propos pour qu'il ne puisse être dit que cette visite s'était mal passée.

Elle s'est, de fait, bien passée mais à tel point que suivant la règle bien connue du « pas de bonnes nouvelles, nouvelles », les grands quotidiens américains ne lui ont prêté qu'une attention très relative. Les articles de première page que le Washington Post comme le New York Times lui ont consacrés portaient uniquement sur l'annonce, mardi matin, par MM. Reagan et Chirac, de l'accord conclu entre l'Institut Pasteur et le National Cancer Institute pour mettre fin à la bataille juridique sur la paternité de la découverte du virus du SIDA, et les informations sur les conversations du premier ministre étaient reléguées dans les pages intérieures.

### Un vigoureux plaidoyer en faveur du tiers-monde

Coincés entre des entretiens au Congrès sur le protectionnisme et un déjeuner à la résidence de France en l'honneur du vice-président Bush, la conférence de presse donnée, mercredi, par M. Chirac ne lui en a pas moins permis de préciser plusieurs points. Le premier ministre a ainsi

■ M. Raymond Barre en Israël. — L'ancien premier ministre français est arrivé, mercredi soir 1<sup>er</sup> avril en Israël, à bord d'un avion d'affaires, pour une visite privée de quatre jours. Le dirigeant de l'UDF a été invité par l'université de Tel-Aviv à participer à un colloque jeudi soir, sur les « problèmes de planification économique et sociale ». — (AFP.)

■ Vers l'extradition des Etats-Unis de Karl Linas. — Une cour d'appel de New-York a ouvert la voie à l'extradition vers l'Union soviétique du criminel de guerre nazi présumé, Karl Linas, en refusant, mercredi 1<sup>er</sup> avril, de lui accorder un nouveau sursis. Agé de soixante-sept ans, Karl Linas, qui a été condamné à mort par contumace par la justice soviétique en 1962, est accusé d'avoir dirigé un camp de concentration à Tartu, en Estonie, entre 1941 et 1943. Incarcéré depuis un an dans une prison de Manhattan, Linas tente depuis huit ans de s'opposer à la mesure d'extradition que les autorités américaines avaient prise à son encontre. Un porte-parole de l'ambassade soviétique à Washington a indiqué que Karl Linas serait à nouveau jugé s'il était extradé en URSS. — (AFP.)

indiqué qu'il « espérait que le traité ABM [dont l'interprétation suscite de virulents débats à Washington] serait respecté », qu'il « n'avait pas le sentiment que le gouvernement américain refusait de participer » à une conférence internationale sur le Proche-Orient ; qu'il « avait naturellement eu connaissance au moment où elle portait » de la lettre sur les questions de la sécurité européenne récemment adressée à M. Reagan par M. Mitterrand, qu'il n'y avait « pas changé un mot » s'il avait eu à l'écrire, et que les autorités américaines ont ainsi pu constater le « consensus [français] sur la politique étrangère, qui est une grande force ».

M. Chirac a également déclaré que la France n'avait plus vendu « depuis environ dix ans » d'armes à l'Afrique du Sud et démenti ainsi un rapport du département d'Etat selon lequel elle comptait parmi les pays occidentaux auprès desquels Pretoria continue de se fournir. Interrogé, enfin, sur les dernières tensions sur le marché des changes, le premier ministre a estimé qu'il ne s'agissait que d'un « coup de vent » et assuré, en faisant état de ses entretiens avec le secrétaire américain au Trésor, que les six pays signataires de l'accord du Louvre sur la stabilisation des parités étaient « décidés à le soutenir ».

Le moment le plus étonnant de cette conférence de presse aura toutefois été l'ardeur pleine d'émotion avec laquelle M. Chirac a de nouveau plaidé en faveur d'un rééchelonnement de la dette du tiers-monde. Dénonçant à ce propos « l'égoïsme à la limite de l'irresponsabilité » des pays riches, le premier ministre a trouvé là un ton d'humaine sagesse si ce n'est de militant contestataire, allant jusqu'à dénoncer les banques commerciales qui « n'ont pas été très responsables » (en encourageant l'endettement du tiers-monde) et qui « ne me font pas pleurer, a-t-il dit, quand elles se plaignent ». Bien qu'il ait écarté l'idée d'une annulation de la dette des pays en voie de développement, son plaidoyer ne paraît pas avoir emporté la conviction des dirigeants américains.

Tout au long de cette conférence de presse, M. Chirac s'est attaché à démontrer son attachement à passer du français à l'anglais et vice versa, et c'est sans doute au compte de cette acrobatie linguistique qu'il faut porter l'idée selon laquelle l'« étrange » n'aurait pas affaibli, « au contraire », M. Reagan.

JACQUES AMALRIC  
et BERNARD GUETTA.

La visite de Jean-Paul II à Santiago

## Les Chiliens ont réservé au pape un accueil enthousiaste

(Suite de la première page.)

La Moneda, siège traditionnel de l'exécutif, avait été en partie détruite par les bombes de l'aviation chilienne le 11 septembre 1973, pendant le coup d'Etat contre le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende. Ce dernier fut retrouvé mort au deuxième étage du palais, dans les ruines fumantes. La Moneda a été reconstruite, restaurée, embellie. Fontaines et jardins étaient maintenant la sévère place de la Constitution et rien ne rappelle le drame de septembre. Mais le souvenir obsédant demeure, notamment dans les rangs d'une opposition multiforme, encore divisée, qui ne sait comment accélérer le retour des institutions démocratiques et qui compte sur ce voyage papal pour relancer un combat difficile, toujours recommencé, et sans espoir de véritable éclaircie à court terme.

Le général, sûr de lui, campe sur ses positions. Il a mis au point un calendrier institutionnel qualifié de « retour progressif à la démocratie », qui pourrait lui permettre de brigner un nouveau mandat présidentiel en 1989 et de rester au pouvoir jusqu'en 1997. Une perspective qui fait frémir les dirigeants des différents courants de l'opposition, de la droite à l'extrême gauche, et qui est manifestement rejetée par les Etats-Unis, soucieux de favoriser une formule de transition démocratique par une négociation entre les forces armées et les partis de l'opposition modérée.

Le chef de l'Etat n'en a cure. Il continue de dénoncer « l'agression du communisme international » contre le Chili. Il a repris ce thème politique dans son discours de bienvenue, mercredi à l'aéroport. Il a parlé de la haine, de « la culture de la mort » pratiquée par « l'idéologie matérialiste et athée mettant la démocratie en danger », et justifié une nouvelle fois le coup d'Etat de 1973.

### Un premier contact protocolaire

Jean-Paul II, visage serein, tout de blanc vêtu, a répondu en saluant « tous les Chiliens sans distinction ». Il a prononcé une véritable réconciliation, insistait sur la « dignité de la personne humaine » et adressant un message particulier « aux pauvres et aux marginaux ». Une allocution pastorale après un discours musclé en faveur de l'ordre. Dans la soirée, béni par le Chili depuis la colline de San-Cristobal, Jean-Paul II a évoqué le drame des Chiliens exilés, « qui regardent avec nostalgie la patrie lointaine ».

Le premier contact entre les deux hommes, si dissemblables, a été pro-

colaire, sans vraie chaleur, distant. Bien différent de celui de Montevideo, mardi après-midi, où le président Sauguier, sous sa pluie torrennelle, a multiplié les apartés avec un pape souriant et détendu. A l'aéroport de Santiago, Jean-Paul II a rompu le protocole pour embrasser des enfants et des invalides présentés comme des « victimes du terrorisme ». De l'aéroport jusqu'à la cathédrale, le cortège papal a traversé une mer humaine, hérissee de drapeaux blancs, de palmes, de mains tendues.

Tout Santiago était dans la rue, dans les poblaciones de l'ouest comme dans le centre, quadrillé par les carabinieri. Vingt mille garçons et filles, en jeans et tee-shirts jaunes, formaient une garde joyeuse et efficace. Mais le gouvernement a

argentin très populaires qui devaient animer la soirée du Stade national. Des escarmouches qui illustrèrent les craintes des uns et les revendications fœdées des autres.

L'opposition ne renonce pas. Le vicariat de la solidarité, où Jean-Paul II s'est rendu mercredi hors programme officiel et où il a notamment béni la Bible d'un prisonnier politique, a publié un rapport très dur sur les violations des droits de l'homme au Chili en 1986 (Le Monde du 2 avril), mettant en cause les chefs des partis politiques de la droite à la gauche chrétienne ayant signé l'accord national d'août 1985 sous les auspices du cardinal archevêque de Santiago, Mgr Fresno, auraient obtenu la promesse d'une audience papale vendredi soir. Des personnalités du Mouvement démocratique populaire, axe autour du Parti communiste, pourraient assister à cet entretien.

### Chili, Pologne, Philippines : le jeu des comparaisons

A bord de l'avion qui le conduisit à Montevideo (Uruguay), le pape a déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient que le régime chilien était « actuellement dictatorial mais, dans sa propre définition, transitoire ». Interrogé sur la comparaison entre le régime chilien et la Pologne, Jean-Paul II a ajouté que, contrairement aux Chiliens, « les Polonais n'avaient pas d'éléments d'espérance » et que, par conséquent, « leur lutte était beaucoup plus difficile ».

Autre comparaison : les Philippines, où l'Eglise catholique a joué un grand rôle dans la chute du président Marcos, en février 1986. La tâche de l'Eglise chilienne est « nécessairement » la même, a déclaré le pape : « Certains voudraient nous éloigner de cette mission. Bien des gens — mais non seulement au Chili — voudraient que l'Eglise reste dans la sacristie. » — (AFP.)

employé les grands moyens pour assurer la sécurité. Toute circulation automobile est interdite jusqu'à la fin de la semaine dans le centre de la capitale, dans un quadrilatère d'environ 10 kilomètres sur 10. Les habitants de Santiago ont fait de la marche à pied pour aller au travail. Les écoles sont en vacances, et vendredi, jour de la béatification de Sour Thérèse des Andes par le pape au cours du rassemblement populaire au parc O'Higgins, est férié. En revanche, le métro qui traverse Santiago d'est en ouest fonctionne jour et nuit.

« Bienvenue au messager de la paix » : le panneau géant domine la Moneda. C'est sur la médiation papale dans le conflit du canal de Beagle avec l'Argentine que les autorités insistent, et le général Pinochet dénie par avance toute signification politique à la visite de Jean-Paul II. « C'est d'abord, dit-il, un soulagement spirituel pour la nation. » Il a pourtant écarté du lest : une nouvelle liste de cinq cent sept exilés autorisés à rentrer au Chili a été publiée mercredi. Carmen Quintana, la jeune étudiante brûlée en juillet 1986 à Santiago par une patrouille militaire, a pu revenir dans la capitale, lundi, pour une semaine. Elle a été accueillie par plusieurs centaines de personnes.

Complètement défigurée, Carmen devrait être reçue par le pape vendredi matin. Son témoignage a été déterminant à Genève pour la condamnation du Chili pour violation des droits de l'homme par la commission ad hoc des Nations unies.

Les autorités ont, d'autre part, déporté dans le Sud, à 1 000 kilomètres et en ont rendu mercredi encore 600 face aux pressions insistantes des organisations religieuses. En revanche, le gouvernement a interdit l'entrée au Chili de deux chanteurs

### « Le campement du pape »

Faute d'avoir obtenu comme il le souhaitait une messe privée à l'issue de l'entretien à la Moneda de ce jeudi, le général Pinochet tenterait, dit-on, de convaincre Jean-Paul II de visiter la chapelle du palais présidentiel « pour une courte prière ». L'entretien privé devrait durer de vingt à vingt-cinq minutes. Une manifestation de soutien au gouvernement, non prévue par l'Eglise, aura sans doute lieu devant la Moneda à la sortie du pape accompagné du chef de l'Etat. Des invitations ont été en tout cas lancées par les autorités dans ce but.

Deuxième acte de cette journée de jeudi : la rencontre avec les pauvres dans les quartiers populaires du sud de Santiago. Une estrade a été dressée sur l'avenue Americo Vespucio, à la limite de la Poblacion la Bandera, maintenant appelée par ses habitants « le campement du pape ». Tout en principe a été prévu et minuté pour éviter les incidents. « Mais nous voulons faire entendre notre voix, dit Luis, un dirigeant des organisations syndicales de la Poblacion. Nous voulons parler du chômage, de la faim, du manque de liberté et de la répression. » De source religieuse, on affirme que Jean-Paul II lira un message de la Bible du Père Julien, prêtre français de la Victoria, tué par la police en septembre 1984.

Le combat fœdéré entre le gouvernement et l'Eglise se retrouve dans la guerre des titres que se livrent les deux principaux quotidiens de la capitale. Le Mercurio, proche du régime, et son nouveau concurrent, la Epoca, indépendant de tendances démocrate-chrétiennes, le Mercurio reproduit les déclarations de Jean-Paul II avant son arrivée au Chili. « Je suis d'abord le messager de l'Evangile, et la comparaison entre le Chili et la Pologne n'est pas juste. Au Chili, le régime est par définition transitoire. On ne peut pas dire la même chose de la Pologne. »

En revanche, la Epoca titre sur toute sa une : « Le pape a qualifié le gouvernement Pinochet de dictature, et il demande que l'Eglise chilienne adopte la même attitude que celle des Philippines pour obtenir un accord pacifique à la démocratie ».

La Epoca cite plusieurs agences de presse internationales pour justifier son audace. Un signe de plus que quelque chose se passe au Chili depuis l'arrivée de Jean-Paul II, dans la rue comme dans les milieux politiques soucieux d'exploiter au maximum la présence de plusieurs centaines de journalistes étrangers. Le Parti communiste a organisé mercredi soir une conférence de presse semi-clandestine et la plupart des dirigeants des courants d'opposition s'appretent à faire de même.

GILLES BAUDIN  
et MARCEL NIEDERGAANG.

■ Visite à Madrid du président de l'UEO. — Le président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Jean-Marie Caro, était attendu, jeudi soir 2 avril, à Madrid, pour une visite officielle de vingt-quatre heures, à l'invitation du président du Congrès des députés espagnols, M. Félix Poncer. M. Caro doit notamment rencontrer le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, et ses principaux collaborateurs chargés des affaires européennes et des problèmes de la sécurité européenne. La possible adhésion de l'Espagne à l'UEO sera un des thèmes principaux des conversations. — (AFP.)

**Irlande 1 semaine de ferme : 1540 F\***

En Irlande, bonnes vacances ça se dit République Tours.

**REPUBLICQUE TOURS**

Prix par personne base  
4 personnes.  
Balcon + voiture personnelle  
+ 7 nuits  
Avril-mai-octobre 87.

1, av. de la République  
75011 Paris.  
Tel. : 43.55.39.30  
Telex : 210.956.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDPAR 650572 F  
Téléphone : (1) 45-23-06-81  
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Eibert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Sociétés civiles « Les Rédacteurs du Monde », Sociétés anonymes des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Salas.

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPF 795-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Spence/Span, 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spence/Span, U.S.A. P.O.C. 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde est membre de l'Association des journaux de France (A.J.F.)

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

1540

501

# L'évolution de la politique étrangère de l'URSS

### Réunion de la commission mixte germano-soviétique

## Relance des relations entre Bonn et Moscou

BONN de notre correspondant

Bonn dans le domaine de l'environnement. Cette reprise a été facilitée par les dernières déclarations gouvernementales, notamment du chancelier Kohl lui-même, réaffirmant l'intention de Bonn de promouvoir une politique de détente et de bon voisinage avec les pays de l'Est. L'accueil résolument positif fait par le gouvernement ouest-allemand aux dernières propositions de M. Gorbatchev, a été particulièrement apprécié à Moscou. Plusieurs hauts responsables politiques ouest-allemands, de l'opposition et de la majorité, ont eu à ce sujet des discussions approfondies le week-end dernier dans le cadre du cercle de discussion germano-soviétique de Bergedorf.

Parmi ceux se trouvant notamment le conseiller du chancelier pour les relations internationales, M. Horst Teltschik, et le vice-président du groupe parlementaire du Parti chrétien-démocrate, M. Volker Rühle. Du côté social-démocrate, M. Egon Bahr, expert en matière de sécurité, et l'ancien chancelier Helmut Schmidt étaient présents.

Sans cacher que les positions de Moscou et Bonn restent pour le moment très éloignées dans le domaine des intérêts intermédiaires à court terme et des forces conventionnelles, M. Volker Rühle s'est déclaré à son retour résolument optimiste sur les chances d'un accord sur les euro-missiles.

Il a, en outre, rapporté que ses interlocuteurs s'étaient montrés prêts à considérer sérieusement la question d'une négociation sur les missiles à portée de 500 à 1 000 km, restant plus réservés, en revanche, sur ceux d'une portée de 150 à 500 km dont ils souhaitent parler dans une discussion plus générale, englobant les armes nucléaires tactiques. Si le refus de la France et de la Grande-Bretagne de voir prises en compte leurs forces nucléaires stratégiques ne paraît pas poser problème, en revanche, M. Rühle a indiqué que plusieurs de ses interlocuteurs avaient soulevé la question des missiles tactiques français Hades. Lui-même a préféré ne pas se prononcer sur la question.

### Echange d'espions entre les deux Allemagnes

La RFA et la RDA ont procédé, mercredi 1<sup>er</sup> avril, à un échange d'espions. Au total, quatre agents ont été relâchés par la RDA, contre trois par la RFA.

Les espions ont été échangés au poste-frontière de Herleshausen. Les quatre agents ouest-allemands condamnés et incarcérés à Berlin-Est sont des fonctionnaires des services de renseignement extérieur (BND) et du contre-espionnage (BFV). Les trois agents est-allemands sont Lothar Erwin Lutze, Otto-Friedrich Schweikhardt, et Alois Tommschick. Le quotidien *Die Welt* affirme, en outre, qu'un quatrième espion, détenu à Berlin-Ouest, devrait être libéré jeudi soir, mais ne donne pas son identité.

Lothar Erwin Lutze et sa femme Renate avaient été accusés d'avoir livré à l'Est, entre 1972 et 1976, plus de six cents documents secrets de l'OTAN, dont des plans de pipelines et des plans de combat de l'alliance atlantique en cas de guerre avec les pays du pacte de Varsovie. Renate Lutze avait été libérée en octobre 1981 dans le cadre d'un précédent échange d'espions. — (AFP.)

significative, les entreprises ouest-allemandes se sont montrées très intéressées par les possibilités offertes par la nouvelle législation soviétique en matière de joint ventures. Ce sera le premier thème de la réunion de la commission mixte.

Sur le plan politique, en revanche, les perspectives sont moins claires. Le chancelier Kohl est le dernier chef du gouvernement occidental à n'avoir pu encore rencontrer M. Gorbatchev, si l'on excepte une conversation en marge des funérailles de Iouri Andropov. Sans doute n'exclut-on pas à Bonn que le numéro un soviétique puisse venir lui-même l'année prochaine au RFA. Toujours est-il que Moscou a préféré inviter préalablement le président de la République fédérale, M. von Weizsäcker, dont le voyage sur les bords de la Volga est prévu pour le mois de mai.

Après avoir tenu bon sur le déploiement des euro-missiles américains sur le sol ouest-allemand, malgré les énormes pressions exercées aussi bien par le mouvement pacifiste que par Moscou, le chancelier Kohl a toutefois à la fois plaidé pour une reprise du dialogue réaffirmé avec l'appartenance de la RFA au camp occidental. Accusé d'appuyer la position des Américains sur la guerre des étoiles, il a surtout été très durement critiqué à Moscou pour n'avoir pas suffisamment pris ses distances par rapport à l'avis droit de sa majorité, qui a longtemps convenu de sa sympathie entre les deux pays par des déclarations intempestives.

et la politique interallemande. Certes, la politique interallemande, qui reste le meilleur baromètre des relations entre l'URSS et la RFA, a bénéficié ces dernières années du souhait de la RDA, comme des autres pays de l'Europe de l'Est, de ne pas trop pâtir des conséquences de la dernière phase de tension entre Moscou et Washington. Le démantèlement des installations de tirs automatiques sur le rideau de fer, l'accroissement du nombre des visiteurs de part et d'autre, le début des jumelages de villes ont témoigné de la part de l'Allemagne de l'Est d'une volonté de prudente normalisation.

En revanche, malgré une apparence bonne volonté de l'intéressé lui-même, la visite tant attendue d'Erich Honecker, numéro un est-allemand, en RFA, a dû être annulée à deux reprises. Et l'on finissait ces derniers jours à Bonn des réticences de Moscou à l'égard d'une présence de M. Honecker à Berlin-Ouest, le 30 avril prochain, pour l'ouverture officielle des festivités prévues dans la partie occidentale de la ville pour son sept cent cinquantième anniversaire.

HENRI DE BRESSON.

(1) Organisme occidental chargé de contrôler l'exportation des produits « sensibles » vers les pays de l'Est.

### La fin de la visite du premier ministre britannique en Union soviétique

## M<sup>me</sup> Thatcher a plus de raisons d'être satisfaite que M. Gorbatchev

MOSCOU de notre correspondant

M<sup>me</sup> Thatcher est rentrée à Londres mercredi soir 1<sup>er</sup> avril, venant directement de Tbilissi, capitale de la Géorgie, où elle a eu droit à un chaleureux accueil populaire. La partie officielle de la visite du premier ministre britannique en URSS s'était achevée mercredi matin à Moscou par une cérémonie d'adieu en présence de M. Gorbatchev et de son épouse Raisa Maximovna dans la salle Saint-Georges du Kremlin.

Quelques instants auparavant, M<sup>me</sup> Thatcher prenait son petit déjeuner à l'ambassade de Grande-Bretagne avec le chef de file des « refusniks » (Juifs soviétiques auxquels on refuse un visa pour Israël), M. Iosif Begun, récemment sorti des camps. M. Begun a révélé aux correspondants occidentaux que M<sup>me</sup> Thatcher avait évoqué la question de l'émigration juive avec M. Gorbatchev (les deux dirigeants ont en son total environ deux heures d'entretiens). Le secrétaire général lui a répondu très classiquement qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure » soviétique.

Un certain malaise se fait jour à ce sujet dans la communauté juive. De nombreux refusniks estiment que ceux qui, en Occident, tentent de les aider, y compris les représentants des organisations juives internationales, ne comprennent pas toujours quelles sont leurs priorités.

En fait, pour beaucoup d'entre eux, il n'y en a qu'une : partir. La défense de la culture juive en URSS ne vient, selon eux, qu'en seconde position. La récente visite à Moscou de M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, a accentué ce malaise. De nombreux refusniks regrettent que cet émissaire éminent ne les ait pas davantage convaincus.

### Plus rigide que M. Reagan

La perspective encore hypothétique d'un rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et Israël, intéresse évidemment les refusniks que la possibilité concrète pour eux d'émigrer.

La visite de M<sup>me</sup> Thatcher était la première d'un premier ministre britannique depuis douze ans. Reçu

avec des égards exceptionnels, elle a eu l'occasion d'exprimer clairement son point de vue dans les médias soviétiques. Elle a parlé de tout, comme son hôte d'ailleurs, mais ni l'un ni l'autre n'ont bougé d'un pouce. En ce qui concerne la sécurité par la position très ferme de la « dame de fer » sur la question des missiles à courte portée. Le premier ministre britannique est, sur ce point, plus rigide que le président Reagan.

A propos des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Thatcher a réussi à reconstruire son ambassade, parallèlement à ses entretiens officiels au Kremlin, à la fois MM. Sakharov et Begun. Elle a prononcé en outre un éloge remarquable des réformes en URSS et dit tout le bien qu'elle pensait de M. Gorbatchev. Le premier ministre britannique a gagné son pari. Elle a accompli une longue visite en URSS aussitôt présentée comme un succès auprès de son opinion publique à l'approche d'élections générales, sans rien modifier de son attitude. Les Soviétiques sont peut-être moins satisfaits mais ne le montrent pas.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Un entretien avec le vice-ministre des affaires étrangères

## M. Rogatchev précise les projets de l'URSS dans la région de l'Asie et du Pacifique

Vice-ministre des affaires étrangères, M. Igor Rogatchev est spécialement chargé de la région de l'Asie et du Pacifique. Il a achevé mardi 31 mars une visite à Paris au cours de laquelle il a eu des consultations au Quai d'Orsay, essentiellement orientées vers les perspectives ouvertes par le discours prononcé le 28 juillet dernier à Vladivostok par le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev. Il se trouve par ailleurs à l'occasion de son récent voyage avec le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevartnadzé, dans six pays du Pacifique sud et du Sud-Est asiatique. Il a bien voulu, avant son retour à Moscou, nous accorder un entretien.

Sur un plan bilatéral, M. Rogatchev note qu'il y a bien entendu des « divergences » entre Français et Soviétiques, ne serait-ce qu'en sujet du traité sur la dénucléarisation du Pacifique sud (appelé URUSS, comme la Chine, la Suisse, et non la France) ou de la Nouvelle-Calédonie, à propos de laquelle Moscou s'en tient aux résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU. Le vice-ministre soviétique ne semble pas toutefois considérer ces « divergences » comme très préoccupantes. « J'ai dit, souligne-t-il, que la politique de l'URSS visait à développer ses relations avec les petits pays du Pacifique sud n'avait pas pour objectif de porter préjudice à des pays tiers (...). On m'a expliqué que la France avait présenté depuis deux cents ans dans le Pacifique et qu'elle y avait des intérêts. Nous souhaitons qu'elle y soit

encore pendant deux cents ans et nous respectons ses intérêts. Mais nous demandons que la France respecte également les principes de notre politique », dit-il. « L'URSS, de toute évidence, ne veut désormais beaucoup plus pousser active dans cette partie du monde. »

« Le non-accroissement et la non-prolifération des armes nucléaires » dans la région, les armements nucléaires des Etats-Unis, de l'URSS et de la Chine étant seuls pris en compte comme « actuellement opérationnels », ce qui ne serait pas le cas de la bombe indienne ;

« La réduction des activités des flottes » américaine et soviétique dans le Pacifique et l'Océan indien ;

« La réduction, enfin, des forces classiques » dans la région, les armements militaires des Etats-Unis, de l'URSS et de la Chine étant seuls pris en compte comme « actuellement opérationnels », ce qui ne serait pas le cas de la bombe indienne ;

### « Personne ne peut faire la leçon au Vietnam »

En la Chine ? M. Rogatchev est un expert de ce pays - dont il parle la langue - pour avoir été à deux reprises en poste à Pékin, où il se rend maintenant plusieurs fois par an. C'est un des signes de ce qu'il considère comme une très sensible « amélioration du climat » des relations entre les deux pays. La dixième série des consultations politiques sino-soviétiques débutera d'ailleurs le 11 avril. En mai, le vice-premier ministre chinois, M. Li Peng,

est attendu à Moscou pour la réunion de la commission de coopération économique, scientifique et culturelle. Des échanges de visites à des niveaux plus élevés sont dans l'air. Mais des « conditions préalables » doivent encore être remplies.

En particulier, sur la question « très délicate » du Cambodge, au sujet de laquelle M. Rogatchev s'exprime d'un air soucieux. « Dans son discours de Vladivostok, dit-il, le secrétaire général Gorbatchev s'est prononcé en faveur d'un dialogue direct entre Hanoi et Pékin. Le Vietnam a plusieurs fois formulé des propositions en ce sens. Malheureusement, les caméarades chinois ne manifestent pas le désir d'ouvrir de tels pourparlers. On nous dit que la clé du problème est entre les mains de l'URSS. Nous ne possédons pas cette clé (...). Le Vietnam est notre ami mais c'est un pays indépendant et souverain, c'est une nation très fière et personne ne peut jouer les mentors à son égard ou lui faire la leçon. »

Le vice-ministre soviétique se veut néanmoins « optimiste ». Est-ce une discrète allusion aux rapprochements politiques intervenus à Hanoi comme à Pékin au cours des derniers mois ? Il insiste sur une « tendance générale en Asie » : « ceux qui sont favorables au dialogue montent au premier plan. Personne [hors du voyage où il accompagnait M. Chevartnadzé, y compris dans les trois pays d'Indochine] n'a parlé de régler le problème du Cambodge par des moyens militaires ou par la confrontation. Mais il faut tenir compte des réalités politiques qui se sont créées en Indochine. On ne saurait fonder les espoirs de règlement sur de simples concessions de la part du Vietnam ». ALAIN JACOB.

## Le dégel soviéto-israélien

(Suite de la première page.)

Pour Jérusalem, le départ des juifs d'URSS n'est pas un mouvement d'émigration comme un autre. Il répond à une « aspiration nationale et sioniste ». Belles paroles que les faits sont très loin de corroborer. Sur ce chapitre, Washington n'a pris aucun engagement, renvoyant M. Shaimon aux organisations juives américaines, lesquelles sont farouchement attachées au statu quo, qui permet un gouvernement régulier des effectifs de leur communauté.

En autorisant des vols directs, M. Gorbatchev comblerait d'aise les Israéliens. Cette concession ne porterait en l'espèce aucune atteinte à la doctrine soviétique, laquelle affirme que l'émigration des juifs répond au seul souci humanitaire de favoriser la réinsertion des familles. Il n'empêche qu'en faisant ce geste, l'URSS rendrait, objectivement un fier service au sionisme. Et l'on guettera avec intérêt les réactions du monde arabe, notamment de la Syrie, alliée privilégiée du Kremlin au Proche-Orient.

### Le dossier « consulaire »

Autre signe du dégel entre Moscou et Jérusalem : l'annonce de l'arrivée prochaine en Israël d'une délégation consulaire soviétique. Ce voyage fut décidé il y a quelques jours à Washington lors d'une rencontre entre M. Meir Roseune, ambassadeur d'Israël, et M. Igor Sokolov, chargé d'affaires soviétique. L'ouverture de « pourparlers consulaires » était déjà à l'ordre du jour de la rencontre d'Helsinki en

soit 1986, qui s'était très mal terminée.

Depuis l'entretien en septembre à New-York entre M. Péréts et M. Chevartnadzé, les contacts diplomatiques intensifiés ces derniers semaines, ont permis de dresser le dossier « consulaire ». Les Soviétiques arriveront à Tel-Aviv « dans quelques semaines ». Officiellement, ils étudieront la question des biens de l'Eglise orthodoxe, dont le patriarche vit à Moscou. (L'Eglise « russe blanche », dont le siège est à New-York, contrôle, elle, les propriétés religieuses situées en Cisjordanie.) Gageons que la mission de ces diplomates ne se limitera pas là. En vertu du principe de réciprocité, cher à l'Etat hébreu, une délégation israélienne devrait se rendre ensuite assez vite à Moscou, notamment pour examiner le bâtiment de l'ambassade fermée depuis vingt ans mais toujours en location (les Pays-Bas ont la charge des intérêts israéliens).

On tient ici le départ d'URSS cette année de 11 000 à 12 000 juifs pour très vraisemblable. Et l'on s'active en conséquence pour réserver aux futurs arrivants le meilleur accueil. Le rôle principal revient à l'Agence juive et au ministère de l'émigration, qui ont commencé le jeudi 2 avril leurs réunions de travail. Le premier souci des Israéliens sera d'inciter les immigrants à rester dans leur pays. Il faut éviter, dit-on ici, que « Tel-Aviv ressemble à Vienne » et que les juifs soviétiques se contentent d'aller d'« une diaspora à une autre en passant par Israël ».

Comment attirer le maximum d'immigrants ? L'effort immédiat

portera sur le logement. Tirant les leçons du passé, les autorités s'obligent pas les arrivants à un long transit dans des « centres d'hébergement » peu enthousiasmants. Après un bref séjour à l'hôtel, ils choisiront leur ville de résidence et emménageront dans un appartement au loyer subventionné pendant au moins un an. Coût du programme cofinancé par le gouvernement et l'Agence juive : 250 millions de dollars pour dix mille immigrants.

Il est encore trop tôt pour savoir si le dégel israélo-soviétique débouche à moyen terme sur un rétablissement des relations diplomatiques rompues par l'URSS en 1967 ou si M. Péréts, d'ici là, sera invité à Moscou. Le Kremlin, de son propre aveu, regretta la rupture hâtive de 1967 qui l'éloigna durablement du champ de manœuvre diplomatique proche-oriental.

### La menace des anciens résidents

La récompense pour son geste en faveur des refusniks, M. Gorbatchev l'attend de Washington. Car, si l'on en croit MM. Bronfman et Abram, le scénario qu'ils ont élaboré à Moscou comprendrait trois étapes : dans un premier temps, en échange du départ des onze mille à douze mille refusniks, les Américains annuleraient l'amendement Jackson-Vanik qui prive l'URSS de la « clause de la nation la plus favorisée » ; ensuite, en contrepartie d'une normalisation des procédures d'émigration pour les juifs, Washington abrogerait l'amendement Stevenson qui interdit les crédits financiers au profit de Moscou ;

enfin, les compagnies américaines seraient encouragées à investir en URSS. Le processus durerait plusieurs années.

La bulle est aussi dans le camp d'Israël. Les travaillistes remplacent le virage soviétique en matière d'émigration dans le contexte plus général des réformes entreprises par M. Gorbatchev. Ils créditent celui-ci de plusieurs insuffisances au Proche-Orient : l'URSS, disent-ils, semble désormais favorable à une conférence internationale amorçant des négociations directes israélo-arabes ; elle ne se cramponne plus, selon eux, à sa vieille équation autodétermination = Etat palestinien. Côté Likoud, l'analyse est plus rigide. Contrairement à M. Péréts, M. Shaimon refuse d'établir le moindre lien entre le sort des juifs d'URSS et le retour éventuel des Soviétiques dans le processus de paix.

Les plus méfiants sont les anciens dissidents devenus Israéliens. Manifestant mercredi devant la Knesset, Anatoly Chicharanski et ses amis ont répété leurs mises en garde contre les « manœuvres » de Moscou. Ils dénoncent toute « tentation de capituler » et demandent à l'Occident de « maintenir sa pression sur l'URSS ». L'amendement Jackson, font-ils valoir, est une arme efficace à laquelle il ne faut pas renoncer avant d'avoir obtenu le libre départ de plusieurs dizaines de milliers de juifs. « La question est de savoir, observe Chicharanski, si l'opération en cours marquera la relance ou la fin de l'émigration. »

J.-P. LANGELLIER.

Zoé OLDENBOURG

Les Amours égarées roman

GALLIMARD

# Afrique

## TCHAD : la reconquête du Nord

### M. Hissène Habré marque une pause

Alors que, dans le nord du Tchad, les troupes libyennes semblent poursuivre un mouvement de repli en direction de la bande d'Azoua, on apprend, mercredi 1<sup>er</sup> avril, que le commandant en chef de l'armée tchadienne, le « com-chef » Hissène Habré, avait été blessé lors de la bataille de Ouadi-Doum et transféré à Paris, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Son adjoint, M. Youko Issaka, issu, à l'origine, des

Forces armées patriotiques (FAP) de M. Goukouni Oueddei, aurait été nommé commandant en chef des FANT (Forces armées nationales tchadiennes) par intérim.

A Alger, où se déroulent depuis plusieurs semaines des tractations en vue d'aboutir à une « réconciliation nationale » et au retour de M. Goukouni Oueddei à N'Djamena, le dénouement pourrait avoir

lieu dans un « avenir très proche », indique-t-on de diverses sources diplomatiques. Enfin, M. Acheikh Ibn Omar, président du « néo-GUNT » prolibyen, a reconnu la perte de Faya-Largeau, tout en indiquant, selon l'agence libyenne Jana, qu'il s'agissait « d'un retrait et d'une décision tactique visant à permettre à [ses] forces de se réorganiser ». — (AFP, Reuters, UPL)

**N'DJAMENA**  
de notre envoyé spécial

Le silence de la capitale écrasée de chaleur est, de temps en temps, rompu par le vrombissement d'un avion militaire. A l'hôtel, les clients français au crâne rasé, soldats que l'on ne peut loger ailleurs pour des raisons d'intendance, sont plus nombreux que jamais : ce sont là les seuls signes d'activité guerrière. N'Djamena digère sa victoire dans le BET (Bakou, Emedji, Tibesti, le nord du Tchad) avec calme et sans triomphalisme prématuré.

Apparemment, M. Hissène Habré entend marquer une pause avant de se lancer à la reconquête de la bande d'Azoua. Il lui reste encore à occuper des points stratégiques au

Tibesti. Zouar lui appartient, mais les Libyens sont toujours à Wou et à Bardai. Ses hommes sont infiltrés dans la région, observant les mouvements des soldats de Kadhafi, et ils renseignent l'état-major par radio. Néanmoins, si les Libyens ont décidé d'établir une ligne de défense, les combats peuvent être durs. Le terrain montagneux du Tibesti ne se prête pas aux chevauchées fantastiques lancées avec succès, à Ouadi-Doum et Faya-Largeau, par des chefs de guerre qui allient la tradition ancestrale du « rezou » aux enseignements du maréchal Rommel, dont ils sont de fervents lecteurs.

Chacun se demande ici quand le président de la République ira savourer son triomphe dans sa ville natale de Faya-Largeau. Une question de jours probablement. Dans l'immédiat, il faut consolider les succès de la semaine dernière.

La piste de Ouadi-Doum est toujours bombardée à haute altitude par des Tupolev venus de Libye ou d'Azoua. Ces appareils ont un rayon d'action assez long pour atteindre

N'Djamena. Mais, dit un expert, leurs chances d'arriver sont de 10 %. En effet, des batteries de missiles Hawk opérationnelles à haute altitude protègent efficacement la ville. De plus, des chasseurs « sont en état d'alerte permanente avec préavis de deux minutes ».

On peut aujourd'hui se demander si la notion de « ligne rouge », près du 16<sup>e</sup> parallèle, a encore un sens. Néanmoins, on fait comme si ce cliché était une donnée intangible. Il est presque certain que des hommes du service action de la DGSE ont franchi depuis longtemps cette « ligne rouge » pour des missions de renseignements « en profondeur ».

Ce ne sont pas les responsables du dispositif Epervier, de qui ils ne dépendent pas, qui peuvent le confirmer. En revanche, on ne cache pas qu'une mission française ait pu faire un court séjour à Ouadi-Doum pour inspecter brièvement le butin de guerre. C'est à la suite d'une erreur de transmission que certaines sources ont fait état de la prise de missiles SA-10 (le Monde du 31 mars). Les Libyens n'ont pas à leur disposition ces missiles sovié-

tiques à diffusion très limitée. Ce qu'on a trouvé à Ouadi-Doum, notamment des appareillages de radar, est déjà d'un intérêt considérable. Des missiles Milan contre du matériel soviétique encore mal connu : le troc se fait sans problème.

La bataille de Ouadi-Doum a offert une excellente publicité au missile français Milan, fourni par centaines aux guerriers goranes, qui en ont fait un usage aussi adroit que parcimonieux. Pour les Soviétiques, elle est une amère leçon qui les rendra peut-être plus prudents à l'égard de certains amis. Un seul regret pour les experts français, les techniciens des pays de l'Est présents à Ouadi-Doum n'ont pas été capturés, car ils avaient jugé préférable de quitter les lieux deux jours avant l'assaut des forces tchadiennes.

N'Djamena détient environ huit cents prisonniers libyens. Cela peut inciter le colonel Kadhafi à ne pas user de représailles contre les partisans de M. Goukouni Oueddei encore présents en Libye dans une situation de quasi-otages.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## ALGÉRIE

### Quand M<sup>e</sup> Vergès compare Klaus Barbie à certains officiers français pendant la guerre d'indépendance...

**ALGER**  
de notre correspondant

M<sup>e</sup> Vergès est prêt. Le procès Barbie peut commencer. C'est du moins l'impression qu'il a donnée mercredi 1<sup>er</sup> avril à Alger. Invité par le barreau algérois à l'occasion d'une conférence de stage, l'avocat français a traité, une heure et demie durant, du sujet qui sera bientôt débattu devant un autre auditoire : « Les crimes contre l'humanité, un alibi ».

Devant un public en majorité acquis à sa cause, établissant des parallèles entre le nazisme et le colonialisme, M<sup>e</sup> Vergès a simplement dit que Klaus Barbie n'avait finalement pas fait pire que certains officiers français pendant la guerre d'Algérie, relevant cependant que leurs crimes avaient été amnistiés.

« Je ne suis pas contre l'amnistie, je suis pour l'égalité », a-t-il précisé.

Rodant sa future plaidoirie, pesant finement ses effets, il a longuement énuméré les atrocités commises par des soldats français et contrôlé l'émotion réelle d'une assistance où de nombreux anciens moudjahidins siégeaient en robe noire. Il a mis sur le même pied le résistant français Jean Moulin et l'Algérien Ladj Ben M'Hidi, s'interrogeant sur le rôle de celui qui, garde des sceaux en 1957, avait assuré l'intérim du président

du conseil entre le 24 février et le 4 mars et donné à Robert Lacoste des consignes précises... Il a soigneusement évité de citer directement François Mitterrand.

Il a été moins délicat avec Maurice Papon, « inculpé de « crimes contre l'humanité » pour avoir transmis l'ordre de ses supérieurs à ses subordonnés d'opérer des arrestations de Juifs », et, en tant que préfet de police, pour avoir « organisé les rafles d'octobre 1961 à Paris, au cours desquelles disparurent quatre cents Algériens ». Ne

reculant devant aucune comparaison, il a souligné : « Il y a eu plus de morts algériens pour la France au cours de la deuxième guerre mondiale que de résistants français pendant la même période ». Ou encore : « L'instruction du procès Barbie a duré plus longtemps que l'occupation allemande en France ». M<sup>e</sup> Vergès a finalement conclu sa conférence en indiquant que, lors du futur procès, il s'attacherait à « récusar les juges et à rejeter les accusations de crime contre l'humanité ».

F. F.

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-28-51-09

# Europe

## ESPAGNE

### Le désaccord reste profond entre Madrid et Washington sur les bases américaines

**MADRID**  
de notre correspondant

Le désaccord entre les deux parties semble plus profond que jamais, au moment où s'ouvre à Washington, ce jeudi 2 avril, la cinquième série de négociations bilatérales sur la réduction de la présence militaire américaine en Espagne.

L'hypothèse d'une dénonciation de l'accord militaire entre les deux pays est désormais ouvertement envisagée à Madrid. L'actuel traité arrive à expiration en mai 1988, mais son non-renouvellement devrait être annoncé six mois à l'avance. Or rien ne permet d'assurer qu'un accord pourra être atteint d'ici à novembre prochain.

Les Espagnols demandent le départ d'Espagne des soixante-douze F-16 basés à Torrejón, à une quinzaine de kilomètres de Madrid, et celui des six avions-citernes stationnés à Saragosse. Ils s'affirment toutefois prêts à se montrer compréhensifs quant à l'étalement dans le temps de l'opération. Les Etats-Unis ont proposé pour leur part, en février dernier, le transfert des F-16 à une autre base espagnole, celle de Moron, près de Séville. Cette offre a été rejetée par le gouvernement de Madrid, car il s'agirait-là d'un simple redéploiement, et non d'une véritable réduction. Les Américains demandent par ailleurs que le nouveau traité, contrairement aux deux

précédents, ne soit pas limité à quatre années, ce qui est considéré inacceptable à Madrid.

Dans les milieux diplomatiques espagnols, on critique ouvertement ce qu'on appelle l'« intransigence » américaine.

Les Etats-Unis, pense-t-on à Madrid, veulent éviter un précédent qui pourrait inciter d'autres pays méditerranéens à remettre en cause la présence de bases américaines sur leur sol, ou à réclamer à Washington des compensations. Mais on rappelle ici que la réduction de la présence militaire américaine avait été formellement promise par le gouvernement lors de la campagne de référendum sur l'OTAN. La clarification de la position espagnole au sein du système de défense occidental, ajoute-t-on, compense largement les préjudices que pourrait occasionner à l'alliance le départ des Américains de Torrejón.

La divergence entre les deux pays porte en fait sur la nature même de leur relation militaire. Les Etats-Unis demandent que les forces armées espagnoles prennent en charge toutes les missions qu'eux-mêmes assurent aujourd'hui à Torrejón. Or, on considère à Madrid que nombre de ces missions n'ont en fait rien à voir avec le traité de défense bilatéral ni même avec l'OTAN.

THIERRY MALINIAK.

## POLOGNE

### Solidarité lance un appel de principe à des actions de grève

La Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité a rendu public, mercredi 1<sup>er</sup> avril, un communiqué appelant « les sections [du syndicat dissous] dans les entreprises, les militants et tous les travailleurs à des actions de grève ».

Selon la TKK, il s'agit d'« exiger des compensations financières » (après la récente et forte hausse des prix), et « l'indemnisation des salaires sur le coût de la vie ».

La TKK ne fixe aucune date ni aucune modalité précise pour les actions envisagées. Lundi, M. Lech Walesa avait expliqué que « Solidarité mettait ses militants à la disposition des travailleurs » pour coordonner la nécessaire action de « protestation », mais il soulignait qu'il « ne serait pas raisonnable de déclencher une grève à une date connue par un pouvoir qui y réagit en envoyant les chars ».

De son côté, l'ancien porte-parole du syndicat, M. Janusz Onyszkiewicz, a indiqué que l'appel de la TKK ne devait pas être compris « comme un mot d'ordre de grève générale », mais que la commission provisoire incitait « les travailleurs à se saisir de l'outil légitime de la grève en fonction des situations existant dans leurs entreprises respectives ».

Certains débrayages spontanés ont déjà été constatés dans deux entreprises du sud-est du pays, avec pour résultat à la fois des promesses d'augmentation de salaires et l'arrivée sur les lieux de la police politique, a indiqué un responsable du syndicat pour la région, M. Jozef Flisior.

Mardi 31 mars, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a affirmé qu'« aucune perturbation sérieuse n'avait été enregistrée dans les entreprises après l'entrée en vigueur de la hausse des prix », qui, selon lui, ne serait en moyenne que de « 12 % pour l'année en cours ». — (AFP, AP.)

[L'appel à la préparation d'actions de grève semble surtout pour Solidarité une manière de prendre date et d'affirmer sa disponibilité, au cas où les travailleurs seraient prêts à prendre le risque de réagir à la vague de hausse des prix. De manière significative, cet appel (le premier depuis près de deux ans) est le fait de la TKK, — qui est la branche clandestine de la direction de Solidarité et qui continue à fonctionner parallèlement au Conseil provisoire de Solidarité, créé à l'automne dernier, lui aussi « illégal », mais dont les membres sont connus du public. — J. K.]

# PENSONS D'ABORD FINANCE

LE MERCREDI 25 MARS 1987

## PLUS DE 85 MILLIARDS DE FRANCS\* ONT ÉTÉ TRAITÉS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE AVEC NOTRE PROGICIEL CONCEPT SALLE DE MARCHÉS FRANCS.

(\*) A L'EXCLUSION DES OPÉRATIONS HORS BILAN.



**concept**

**L'ESPRIT DE FINANCE**

Présentation le 9 avril 1987, à 14 h 30

Maison de la Chimie

28 bis, rue St-Dominique,

75007 Paris

Jeanne DUPOUY-BERNARD

Tel. : (1) 46.09.95.15

سكننا في الاموال

سدا على الوطن

# Europe

## ITALIE: rebondissement dans la crise gouvernementale

### Le président de la République refuse la démission de M. Craxi

RIMINI de notre envoyé spécial

« Le président de la République a repoussé la démission du gouvernement Craxi et l'a renvoyé devant les Chambres ». Trois secondes seulement après cette information lue le mercredi 1<sup>er</sup> avril en milieu d'après-midi à la tribune du quarantième quatrième congrès socialiste réuni à Rimini, la salle tout entière est debout. Les délégués applaudissent, enthousiasmés.

Ainsi le premier magistrat italien, M. Francesco Cossiga, a-t-il tiré cette conclusion tout à fait inattendue de l'avis lui-même surpris par ce qui lui avait donné la présidence de la Chambre des députés, M. Nilda Jotti, à l'issue de la mission d'exploration qui lui avait été confiée: « Il existe encore la possibilité de former un gouvernement jusqu'à la fin de la législature [en 1988] dans le cadre de la formule d'alliance à cinq partis » qui a soutenu M. Craxi depuis le 4 août 1983.

M. Cossiga a ainsi offert à M. Bettino Craxi l'une des plus intenses satisfactions de sa carrière. Cette reconnaissance, venue du plus haut niveau de l'Etat, du caractère incontournable de sa personne dans la vie publique italienne lui aura été décernée sur le front de ses troupes.

Certes, rien n'est résolu. La réaction du chef de la démocratie chrétienne au discours d'ouverture

de M. Craxi le 31 mars a été mitigée. Reconnaissant que son partenaire adversaire a été pour une fois « modéré et sérieux », M. Ciriaco De Mita a ajouté que « la proposition du PS pour sortir de la crise est d'une réelle faiblesse ». Quant au Parti communiste, principale force d'opposition avec ses quelque 30 % des suffrages en 1983, il s'est déchaîné comme jamais il ne l'avait fait depuis l'année 1985. Dans un éditorial de son quotidien l'Unità, M. Gerardo Chiaromonte a en effet qualifié « d'ignoble jeu et d'indigne comédie » la partie qui se joue depuis quelques semaines entre le PSI et la DC.

### Impérial...

Comme lors d'un match de tennis, les têtes ont donc suivi la trajectoire de la balle, revenue du camp romain dans celui de Rimini. M. Craxi, d'abord prévenu de sa bonne fortune par le chef de l'Etat lui-même lors d'une conversation téléphonique confirmée un peu plus tard par un message écrit apporté par avion, a accueilli la nouvelle avec un clinquant de cils, impérial, il n'a pas eu un mot de commentaire, comme si la chose allait de soi.

Quant au président du petit Parti radical italien, M. Marco Panella, il a fait connaître son intention de prendre sa carte du PSI. « J'espère qu'il la paiera ! » a simplement commenté M. Craxi.

JEAN-PIERRE CLERC.



PANCHO

## GRANDE-BRETAGNE: pour la cinquième fois

### Les députés s'opposent au rétablissement de la peine de mort

LONDRES

de notre correspondant

Par 342 voix contre 230, les députés britanniques ont rejeté, mercredi 1<sup>er</sup> avril, une proposition de loi visant à rétablir la peine capitale pour les crimes jugés les plus graves.

C'était la cinquième fois que la Chambre des communes se prononçait sur le sujet depuis que la Grande-Bretagne a renoncé à la pendaison vingt-trois ans. La dernière tentative avait eu lieu en juillet 1983: 368 députés avaient alors voté contre et 223 pour, dont 209 conservateurs. La majorité a été, mercredi soir, un peu plus faible. Cela semble s'expliquer par le fait que le débat paraissait joué d'avance, plus encore que la fois précédente. Plusieurs adversaires de la peine de mort ont, dans ces conditions, estimé qu'il n'était pas nécessaire de se déplacer.

membres de son parti. Cette année, en outre, une partie des Tories, partisans du rétablissement de la peine capitale, dénonçaient la formulation du texte proposé.

L'amendement rédigé par Sir Ian Percival, ancien membre du gouvernement conservateur, stipulait que la mort devait sanctionner non seulement les « meurtres prémédités » mais encore ceux « commis d'une manière ou pour un mobile ou dans des circonstances qu'une personne raisonnable considérerait » comme la manifestation de « Mal » (evil).

En raison de ce libellé pour le moins bizarre, qui ne pouvait donner lieu qu'à de difficiles problèmes d'interprétation et de longs débats juridiques, sinon moraux, la plupart des conservateurs reconnaissent, bien avant le scrutin, que le texte n'avait « vraiment aucune chance » d'être adopté.

Justifiant néanmoins son initiative, Sir Ian Percival a indiqué que la criminalité avait augmenté considérablement en quatre ans, et que certains sondages montraient que 85 % de la population britannique souhaitaient le rétablissement de la peine de mort. Il a cité l'exemple de certains cas de terrorisme, celui notamment de Nezar Hindawi condamné l'an dernier pour l'atten-

tat manqué contre un avion d'El Al à l'aéroport de Londres-Heathrow.

Pour sa part, le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, a fait valoir que depuis 1983 la loi avait été sensiblement modifiée dans le sens de la sévérité, puisque désormais nombre de meurtres sont passibles d'une condamnation à au moins vingt ans d'emprisonnement, ajoutant que « maintenant la dévotion à perpétuité signifie vraiment la perpétuité ».

M. Hurd est au sein du gouvernement l'un de ceux qui ne partagent pas du tout l'opinion personnelle de M<sup>me</sup> Thatcher. Il a toujours voté contre la peine de mort. Sur un ton ferme, il a déclaré: « Selon nos statistiques et l'expérience d'autres pays, nous n'avons pas de preuve que l'existence de la peine capitale puisse avoir un quelconque effet pour dissuader ou réduire la criminalité ».

Un groupe de députés d'extrême-droite, la veille, s'étaient livrés à une autre tentative, beaucoup plus douteuse, en proposant de rétablir les châtiments corporels (coups de canne) pour les délinquants de quatorze à dix-huit ans, punition abolie depuis 1948. Le texte a été rejeté à une écrasante majorité.

FRANCIS CORNU.

### Une manifestation du « Mal »

Les conservateurs n'ont jamais cessé d'être divisés sur cette question, et c'est une des raisons pour lesquelles M<sup>me</sup> Thatcher, elle-même favorable à la peine de mort, a toujours laissé la liberté de vote aux

## Proche-Orient

IRAN

### Le premier ministre réaffirme la volonté de son pays de poursuivre la guerre « jusqu'à la victoire »

Téhéran. — Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussevi, dans un discours prononcé mercredi 1<sup>er</sup> avril à l'occasion du huitième anniversaire du référendum instituant la République islamique d'Iran, a réaffirmé la volonté de son pays de combattre l'Irak « jusqu'à la victoire ».

Cet anniversaire, qui a été marqué à Téhéran par un défilé militaire des Gardiens de la révolution (pasdaran), coïncide avec l'anniversaire de la naissance de l'imam Hussein, le troisième imam, mort à Karbala (Irak) et vénéré par les musulmans chiites.

« Nous allons continuer la guerre jusqu'à la victoire finale et le monde doit savoir que rien ne peut nous résister », a déclaré M. Moussevi. La guerre contre l'Irak « nous

a été imposée pour mettre en échec l'islam et renverser la République islamique. Aussi, elle ne peut que prendre fin avec la consolidation de la domination islamique et la chute de l'agresseur », a-t-il souligné. Pour le premier ministre, cette guerre est une « guerre morale et culturelle ». « Nous sommes irréconciliables [avec l'Irak] et ferons dans notre décision ». Toutefois, a-t-il ajouté, l'Iran est prêt à développer ses relations « avec tous les pays du monde, dans un cadre logique et acceptable ». Mais, a-t-il prévenu, « face aux pays qui complotent contre la République islamique, nous ne resterons pas silencieux ».

M. Moussevi a indiqué en conclusion que l'Iran n'entendait pas étendre la guerre, tout en restant « à la disposition des opprimés et des déshérités ».

Pour sa part, M. Moshe Rafiq-Doust, ministre des Gardiens de la révolution, a averti que si l'Irak reprenait la « guerre des villes », interrompue le 19 février dernier, « les unités de missiles des pasdaran seront capables de donner une sévère réponse à l'ennemi ». Plusieurs de ces unités ont défilé mercredi matin dans les rues de Téhéran, en plus de chars et de nombreux véhicules appartenant au corps des pasdaran. Les unités des pasdaran, dont la puissance de feu égale celle de l'armée de terre, selon les experts militaires, sont estimées à trois cent mille hommes. Elles sont actuellement engagées dans l'opération Karbala-5, au sud du front, contre les premières fortifications du port iranien de Bassorah. — (AFP.)

## YUGOSLAVIE

### Persistance de l'agitation sociale

Belgrade. — Le mécontentement social, qui affecte la Yougoslavie depuis le début du mois de mars persiste, malgré les promesses du gouvernement d'appliquer d'une manière sélective sa nouvelle loi sur le blocage partiel des salaires. (Le Monde du 2 avril).

Au Monténégro, 11 plus petites des six Républiques yougoslaves, plus de dix mille ouvriers ont manifesté leur mécontentement ces derniers jours au cours d'une vingtaine de grèves, a indiqué mercredi 1<sup>er</sup> avril l'agence Tanjug. Nombre de travailleurs n'ont en effet touché qu'un salaire minimum garanti, inférieur à

45 000 dinars (moins de 500 FF), alors que l'inflation a fait un bond de 7 % pour le seul mois de mars.

Les ouvriers du bâtiment semblent les plus affectés. Quelques six cents maisons de l'entreprise Visokogradnja, de Titograd, capitale du Monténégro, ne sont plus payés depuis trois mois. Ils accusent la direction de l'entreprise et les structures politiques locales de n'avoir rien fait pour sortir leur société des difficultés matérielles, qui se traduisent par une perte de 5 milliards de dinars.

A Mrkonjelo-Igrad, en Bosnie-Herzégovine (centre de la Yougoslavie), les travailleurs d'une entreprise de transports ont destitué leur directeur, dissous le Conseil ouvrier, démis de leurs fonctions les dirigeants syndicaux et révoqué leurs délégués au conseil syndical de la ville. Au cours d'une récente grève, ils avaient exigé des responsables un droit de regard sur les comptes de leur établissement.

Enfin, à l'Opéra de Skopje, le personnel a exigé la levée de la mesure de suspension prononcée contre treize musiciens grévistes et a réclamé la démission de la direction. — (AFP.)

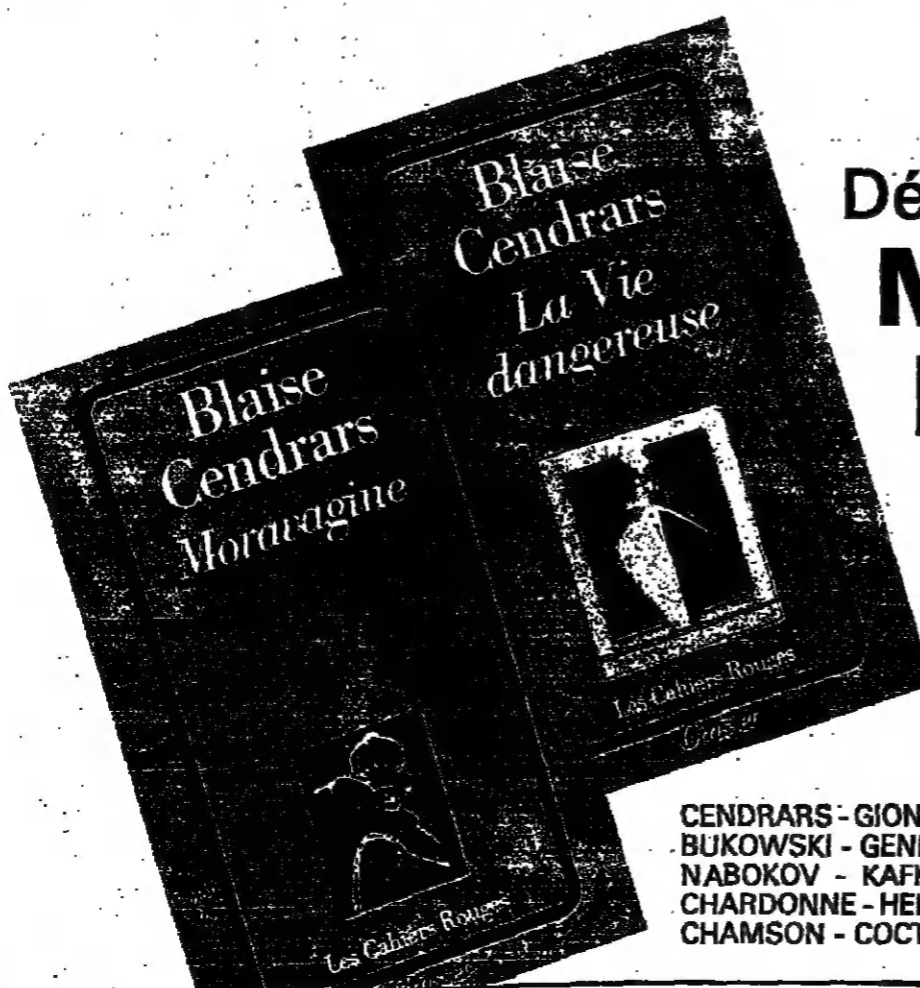
# Pour l'anniversaire de Blaise Cendrars

1887/1987

Découvrez deux chefs-d'œuvre:

## Moravagine La Vie dangereuse

Les grands noms de la littérature sont dans Les Cahiers Rouges



CENDRARS - GIONO - MALRAUX - GRACQ - MANN - OBALDIA - NOURISSIER - BUKOWSKI - GENEVOIX - LAURENT - NIZAN - SOUPAULT - SACHS - RILKE - NABOKOV - KAFKA - TARDIEU - ZWEIG - MANDIARGUES - MAURIAC - CHARDONNE - HELLER - MORAND - RAMUZ - BRETON - DELTEIL - HAEDENS - CHAMSON - COCTEAU - MAILER - GIRAUDOUX

Grasset

# Politique

## Les socialistes se présentent rassemblés à leur congrès

Le PS réunit son congrès à Lille, du vendredi 3 au dimanche 5 avril. A la différence des précédents congrès à Toulouse (1985) et à Bourg-en-Bresse (1983), les socialistes se sont unis sur une motion de synthèse avant ce congrès, qui sera le premier depuis qu'ils sont retournés dans l'opposition. Il s'agit, pour le PS, d'un congrès « d'image », en réalisant exactement l'inverse de ce qu'ils avaient fait au congrès de Valence de 1981 : là aussi, ils arrivaient sur une motion unique, mais avaient donné au PS une image déplorable, qui les a longtemps poursuivis.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, veut réussir une démonstration d'unité et de dynamisme et montrer à l'opinion que le PS réfléchit, en esquissant les grands axes d'un travail programmatique qui sera surtout le fait d'une convention à la fin de l'année. Dès le congrès de Lille, M. Jospin devrait définir quelques « pistes », notamment sur l'Europe, la formation, les questions économiques, la protection sociale.

L'image d'unité du PS peut être atteinte si le désaccord entre M. Jospin et son actuel numéro

deux, M. Jean Poperen, s'exprime publiquement. M. Jospin veut resserrer et rendre plus cohérente la direction de son parti, ce qui, à terme, doit renforcer son efficacité. Mais, dans l'immédiat, ce renouvellement a déclenché une crise avec M. Poperen, dont la mésentente avec M. Jospin est connue, et qui refuse d'être mis à l'écart.

M. Rocard, qui est dans la situation d'un candidat potentiel du PS à l'élection présidentielle, si M. Mitterrand ne se représente pas, craint surtout que M. Pierre Mauroy - qui

accueille le congrès sur ses terres - ne le mette dans une situation délicate en faisant voter par le congrès l'idée d'une candidature Mitterrand.

Ce congrès connaîtra deux innovations de forme : d'une part, des commissions thématiques se réuniront samedi. D'autre part, la matinée de dimanche verra plusieurs milliers de militants de la région rejoindre le congrès pour une « grand-messe » socialiste finale, autour du discours de clôture de M. Jospin.

## Le Parti socialiste a-t-il changé ?

par Roland Cayrol et Colette Ysmal

Chercheurs à la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'étude de la vie politique française contemporaine).

Les adhérents qui se retrouvent dans un congrès du PS - délégués élus et membres de droit - constituent la chair vivante de l'action quotidienne du parti. Militants et cadres de l'organisation, ils élaborent la culture collective du parti et confèrent sa légitimité à la direction qu'ils élisent. Ces militants sont-ils les mêmes que les camarades de M. Mitterrand du temps où ils se contentaient d'espérer accéder au pouvoir, ou bien ont-ils été changés par l'exercice des responsabilités gouvernementales ?

L'arsenal de la science politique ne comprend pas le marc de café, mais pour mieux interroger la réalité socialiste de ces prochains mois, il

faut s'appuyer sur les enquêtes que nous avons réalisées au cours des congrès précédents, et notamment sur les données inédites d'une étude menée par notre équipe auprès des délégués, lors du dernier congrès, réunis à Toulouse en octobre 1985.

### LA SOCIOLOGIE : UN PARTI DE PLUS EN PLUS HOMOGENE

Le PS demeure un parti masculin puisque, en 1985, 14 % seulement de ses congressistes étaient des femmes. La lente progression réalisée entre 1973 et 1981 (de 12 à 20 % des délégués) semble stoppée depuis le congrès de Bourg-en-Bresse (15 % des femmes), comme si la politique des « quotas » avait cessé de produire ses effets. A l'exception du CERES - devenu Socialisme et République - (19 % de femmes), tous les courants participent à ce recul.

En ce qui concerne la répartition par âge, elle traduit un relatif vieillissement du PS, puisque les moins de 30 ans, qui comptaient pour 31 % en 1973, ne sont plus en 1985 que 9 %. Ce sont les 30-50 ans qui accroissent leur hégémonie, passant de un sur deux à deux sur trois dans la même période. Encore faut-il remarquer un glissement entre les 30-39 ans (45 % en 1981 et 31 % en 1985) et les 40-49 ans (29 % en 1981, mais 35 % en 1985). Si l'on ajoute que, pendant ces cinq dernières années, les « plus de 50 ans » sont passés de 18 % à 25 %, on peut conclure que les congressistes vieillissent avec leur parti et que celui-ci se renouvelle assez peu. Les différences entre courants sont plus de degré que de nature mais permettent de distinguer un CERES jeune (51 % de moins de 40 ans) et un courant Mauroy qui comprend le maximum (21 %) de personnes âgées de 60 ans et plus, les courants Jospin et Rocard se situant en position intermédiaire.

Plutôt que le changement, c'est la continuité qui domine en ce qui concerne le recrutement social. Depuis 1973, plusieurs données saillantes se dégagent. Une part importante des couches les plus aisées de la société : professions libérales, ingénieurs, cadres supérieurs, professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur. On notera au demeurant la rareté des patrons (1 % des délégués) et des professions libérales (6 %) et l'importance des salariés de haut niveau.

Le poids de l'éducation nationale - enseignants de tout rang et étudiants - reste imposant (26 % des délégués en 1985), même s'il apparaît en léger recul par rapport aux années précédentes (29 % en 1983 et 32 % en 1981). Enfin, les catégories populaires - ouvriers et employés - sont toujours aussi faiblement représentées : 9 % en 1985, au lieu de 11 % en 1973 et 10 % en 1981.

Les responsables socialistes sont parfois irrités qu'on le souligne, mais le fait est là : si le PS est, électoralement un parti « interclassiste » qui a bien réussi ces dernières années auprès des employés et des ouvriers, en revanche, en tant que structure militante, il reste le parti des classes moyennes et de la bourgeoisie politiquement avancée. Les contraintes propres à la vie partisane sont telles que, privé par ailleurs de tout relais syndical organique et d'une politique volontariste qui serait fondée par les « permanents », le PS ne parvient pas, contrairement aux partis communistes et sociaux démocrates de plusieurs pays européens, à promouvoir en son sein des responsables issus des milieux populaires.

Le plus important élément de clivage entre les courants est en fait le facteur religieux. Globalement, le Parti socialiste est peu marqué par un recrutement d'origine catholique puisqu'on n'y compte que 8 % de catholiques pratiquants, 31 % de

importance un gouvernement devrait accorder à un certain nombre de problèmes. On constate de fait une évolution marquée de l'ensemble du parti sur deux thèmes centraux : la liberté d'entreprendre et l'égalité. Alors qu'en 1983 seuls

importantes de la société française » : parallèlement, 43 % jugent que « l'évolution des modes de vie conduit à une homogénéisation croissante des groupes sociaux ».

### LES COURANTS DU PARTI ET L'AGGIORNAMENTO IDEOLOGIQUE

Sans doute le congrès de Lille révélera-t-il, et peut-être accélérera-t-il, certaines de ces évolutions, mais l'unité réalisée entre les courants ne permettra peut-être pas de mesurer, en dehors du discours des leaders, le degré de cohérence entre les tendances du parti. A cet égard, certains des résultats de notre enquête de Toulouse (tableau 1) nous paraissent révélateurs.

Le PS apparaît toujours traversé - on pourrait dire travaillé - par des courants fort divers. La tendance Rocard s'y singularise comme la plus « révisionniste » par rapport aux traditions du mouvement ouvrier. Les rocardiens acceptent largement la régulation par le marché, l'idée d'une homogénéisation croissante des groupes sociaux, ils mettent en avant, à la quasi-unanimité, la notion d'entreprise ; seuls au PS, ils rejettent le concept de lutte des classes comme significatif de la société française et se réfèrent plus volontiers au maoïsme qu'au marxisme ; un sur trois pense même que la distinction gauche-droite est devenue vide de sens ; plus « libéraux » que les autres, ils sont aussi plus « libertaires », moins partisans de la sévérité des juges ou de la croissance des effectifs policiers, plus confiants dans la démarche de l'autogestion comme réponse aux problèmes des rapports sociaux.

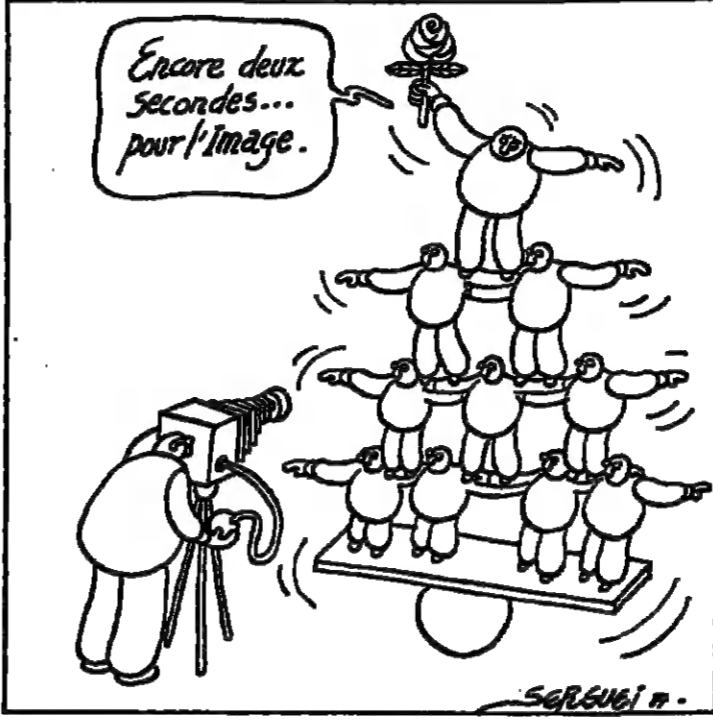
A l'opposé, le courant CERES apparaît fortement imprégné de tradition marxiste - ils sont les seuls à s'y référer à la majorité absolue et analysent beaucoup plus que les autres la société en termes de lutte des classes - et étatiste : leur socialisme autogestionnaire a une économie d'abord régulée par l'Etat.

Le courant Mauroy se montre le plus fidèle à l'héritage de la SFIO : il est plus réticent que les autres envers le libéralisme en matière policière et judiciaire : il est par exemple majoritairement acquis à l'idée d'augmenter les effectifs de la police, il est partagé en deux parts égales sur la querelle de l'Etat et du marché.

Quant au courant Jospin, il apparaît comme le centre de gravité du parti : dans la majorité des cas, la structure de ses réponses s'apparente à celle de la moyenne des congressistes. C'est dire que, s'il se distingue du CERES en étant moins marqué que lui par l'étatisme et surtout par le marxisme, s'il diffère du courant Mauroy en étant plus libéral sur le plan judiciaire, il s'oppose surtout au courant Rocard sur le rôle du marché la lutte des classes, ou la place de l'entreprise.

S'ils ont disparu du débat public depuis la synthèse de Toulouse, les courants avaient donc, à la fin du gouvernement Fabius, un fort sous-bassement idéologique.

Telle apparaît bien l'incertitude liée au PS dans la période qui s'ouvre. Le parti a amorcé des changements importants. Mais s'il est travaillé par le « révisionnisme » profond des rocardiens, il y résiste encore pour l'essentiel et campe sur des positions qui intègrent tout à la fois une dose de changement et l'affirmation prolongée de ses croyances traditionnelles. La cohésion et la course présidentielle poursuivront-elles la décentration et l'aggiornamento, ou bien, dans ce parti de cadres et de professeurs, la crise de l'opposition provoquera-t-elle le repli sur d'anciennes positions idéologiques ? Le congrès de Lille n'annonce sans doute qu'à peine la réponse à ce dilemme.



catholiques non pratiquants, pour 56 % de congressistes se déclarant sans religion. C'est le courant Rocard qui comprend le plus de catholiques pratiquants (15%) ou encore le moins d'athées (47% au lieu de 61 % et 62 % dans le courant Jospin ou au CERES, et 54 % pour les mauroyistes).

Cette originalité est confirmée au niveau de la fréquentation de l'enseignement privé : 30 % des rocardiens ont fait, au moins en partie, leurs études primaires et secondaires dans le privé, contre 16 % au CERES ou parmi les fidèles de Lionel Jospin et 11 % chez les amis de Pierre Mauroy. On peut ajouter que le courant Rocard se révèle de plus en plus catholique pratiquant et surtout que, de plus en plus, les pratiquants du PS ont tendance à se retrouver au sein de ce courant.

### LES CONGRESSISTES ET LA « CULTURE DE GOUVERNEMENT »

Si le congrès du PS ont peu changé sur le plan sociologique, se contentant de s'homogénéiser en vieillissant, ils ont en revanche connu, du fait du passage au pouvoir, de significatives évolutions idéologiques.

En 1983 comme en 1985, nous avions demandé aux délégués quelle

15 % des délégués jugeaient « absolument prioritaire » d'encourager la liberté d'entreprendre, ils sont 34 % en 1985 ; parallèlement, la réduction des inégalités suscite un peu moins d'enthousiasme : 73 % (au lieu de 83 % en 1983) la jugent « absolument prioritaire », de même 37 % seulement croient en 1985 (43 % en 1983) qu'il faut prioritairement « promouvoir l'égalité au maximum ».

On ne saurait bien sûr parler d'un abandon du discours socialiste d'avant 1981, mais bien d'une érosion. Les congressistes de 1985 se montraient modérément étatistes, ils ont pris quelque distance avec la culture classique de la gauche, invités par exemple à se situer sur une échelle dont le pôle 1 représentait l'Etat et le pôle 6 le marché « comme meilleur régulateur de l'économie de la France », 17 % seulement sont placés sur les positions 1 et 2 (les plus étatistes), 43 % se situent en 3 et 23 % en 4. En regard, ils ont été 69 % pour penser que « l'entreprise est la principale source de développement et de progrès du pays ».

De même, leur vision de la société se révèle de plus en plus consensuelle. Ils ne sont plus que 51 % pour penser que « la lutte des classes reste une des caractéristiques

### Courants du PS et attitudes idéologiques (en %)

	Ensemble	Courant Jospin	Courant Mauroy	Courant Rocard	Courant CERES
<b>Le meilleur régulateur de l'économie est...</b>					
Plutôt l'Etat	60	70	46	36	86
Plutôt le marché	32	19	46	60	9
<b>D'accord pour dire que...</b>					
La lutte des classes reste une caractéristique importante de la société française	51	60	54	25	74
La division gauche-droite est de plus en plus dépassée	19	13	21	32	11
L'évolution des modes de vie conduit à une homogénéisation croissante des groupes sociaux	43	43	43	58	21
L'autogestion est la principale source de développement et de progrès du pays	69	67	64	84	67
Il faut rendre la justice plus sévère	21	23	39	16	20
Il faut augmenter le nombre des policiers	37	40	54	33	36
L'autogestion est un moyen de résoudre la crise des rapports sociaux	66	57	61	79	73
<b>Etatisme « très importantes » les références suivantes :</b>					
Le marxisme	33	35	39	20	52
Le socialisme de la SFIO	45	50	57	33	49
Le maoïsme	7	23	32	47	10

Le tableau se lit ainsi : 60 % des congressistes estiment que le meilleur régulateur de l'économie est plutôt l'Etat, 70 % des membres du courant Jospin font cette même réponse, ainsi que 46 % des mauroyistes...

(Publicité)

Profitez de cette chance exceptionnelle, apprenez le

## CHINOIS EN CHINE

dans une grande université de Pékin, Shanghai, Canton.

Année : 26.000 F ; semestre : 15.000 F + droits d'inscription. Logement compris. Débuts et fin de 18 à 40 ans. Doc. cours 3 tomes. 57, rue Charles-Laffont, 92 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

**CEPES**

## COMMENT UN HOMME AUSSI PETIT A-T-IL PU FAIRE UN AUSSI GRAND BOUQUIN ?

André Laignel  
A la force des idées  
Pour un renouveau socialiste

André Laignel  
Éditions ROBERT LAFFONT

## GUIDE DES SERVICES D'ACCUEIL ET DE DIFFUSION DU PREMIER MINISTRE

Nouveautés

Guide des services d'accueil et de renseignements 1987

Service d'information et de diffusion du Premier ministre  
35 F

La fonction publique de l'Etat en 1986  
Ministère chargé de la Fonction publique et du Plan  
100 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire - Paris 7<sup>e</sup> - Tél. (1) 4015 7000

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة جامعة القاهرة"

# Politique

de Lille

## Une formation mal dans sa peau...

« Les électeurs ? Ils sont insaisissables. Les militants ? Ça reste très difficile. Ils attendent beaucoup du congrès sur le plan programmatique. Pour le moment, ils ne sont pas mobilisés. Ils ne veulent pas l'originalité du PS. En même temps, il y a une attente, beaucoup de monde dans les réunions. Mais si on ne montre pas qu'on a retrouvé nos valeurs fondamentales, les types, on ne fera pas bouger ». Un an après avoir quitté d'un pas alerte, presque chantant, le palais national, le PS piétine, en proie à un malaise diffus et généralisé, qui tient dans les quelques phrases de cet ancien ministre, élu de la France socialiste « profonde ».

Comment - schématiquement - se détermine un engagement à gauche ? Par le souhait, pour la grande masse, d'améliorer son sort matériel, par l'attachement à des « valeurs » ; par la volonté de changer la société.

Changer la société ? Les socialistes se sont rendus à l'évidence en renonçant à la « rupture » avec le capitalisme. Mais, comme l'a dit M. Henri Weber, lors du récent colloque d'Espaces 89 (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), peut-être vaudrait-il mieux « jeter l'eau sale de la vulgate marxiste en conservant le bébé de la critique du capitalisme ». En fait, nombre de socialistes semblent avoir pour principale ambition celle de prouver qu'ils gèrent le capitalisme mieux et pour de moindres tensions sociales que la droite.

Avec un indéfectible courage, et aussi d'incontestables maladroites, les socialistes au pouvoir ont engagé la France sur la voie de la rigueur et de la modernisation économiques ; ils ont insisté sur « la France qui gagne ». Seulement, tous les élus socialistes le savent, la France qui votait pour eux, c'est aussi la France qui perd, celle des « petits », celle qui est au mauvais côté du manche.

Le progrès social ? Tout le monde sait qu'il n'y a plus guère de « grain à moudre ». Le PS français s'est converti à la social-démocratie au moment même où la « régulation social-démocrate est en crise, dans des économies qui ne disposent plus de la marge de manœuvre nécessaire. Dans ces conditions, l'idée du progrès social se résume simplement en recel du chômage.

Et là, les socialistes sont encore plus cruellement désarmés. Ils repoussent de convention en convention, et de congrès en convention, le moment de faire des propositions, parce qu'ils n'ont... rien de décisif à proposer. Les « présidentiables » du PS, qui font plancher leurs propres experts, n'ont pas plus découvert la pierre philosophale.

Les contraintes internationales : les faiblesses structurelles de l'économie française ne font pas le détail entre la droite et la gauche.

La seule solution neuve (proche des thèses défendues par les « alternatifs » et, notamment M. Alain Lipietz) dégagee au sein du PS - la société du « partage », prônée par M. Claude Allègre, responsable du groupe des experts du premier secrétaire - a été promptement combattue aussitôt qu'apparue : son efficacité économique est mise en doute et l'idée de faire accepter un « partage du pouvoir d'achat » à la société française paraît à beaucoup politi-

quement inexploitable. Jusqu'au jour où M. Mitterrand s'en saisisse... M. Jospin, lui, ne voit pas comment le PS pourrait faire autrement que proposer un renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie (ce qui ne signifie pas des rationalisations systématiques). Ironie de l'histoire : les socialistes, qui ont passé leur temps, au pouvoir, à se disculper de l'accusation d'« étatistes », quittent à venir parfois sur le terrain de l'adversaire, pour devoir faire le chemin inverse, alors que, dans leurs rangs, certains continuent à être fascinés par les sirènes libérales.

Qu'il le veuille ou non, le PS a perdu un peu de son âme en exerçant le pouvoir. Il ne l'a pas, pour autant retrouvée dans l'opposition. Heureusement pour lui, le pouvoir s'emploie, avec insistance, à montrer que la différence entre la droite et la gauche est aussi affaire de valeurs. Mais le PS serait plus à l'aise s'il n'avait pas reculé, sur ce front-là aussi.

### Une période charnière

Pour ne prendre qu'un exemple, plus d'un socialiste a en du vague à l'âme en entendant, le jeudi 12 mars, M. François Mitterrand sur Europe 1, puis M. Laurent Fabius à TF 1, disputer - en toute bonne conscience - à M. Jacques Chirac la paternité des premières expulsions de Basques espagnols.

La « divine surprise » du mouvement étudiant et lycéen a montré au PS que des jeunes « apolitiques » partagent, presque instinctivement, ses valeurs fondamentales. Seulement, ces jeunes, ont parfois du mal à se convaincre que ces valeurs-là sont justement au premier plan des préoccupations du PS.

Depuis le 16 mars - un coup trop court, un coup trop lointain - le PS n'a toujours pas réussi à régler son tir. Ce parti (moins, toutefois, que dans ses premiers mois d'opposition) donne l'impression d'un homme qui se meut dans une pièce petite, mal

éclairée et encombrée de meubles : à chaque mouvement, il se cogne quelque part, au président, aux militants, à l'opinion, à son passé...

L'opinion elle-même n'est pas digne : le PS a une bonne image parce qu'on l'identifie - quand même - à des valeurs populaires. Mais, la cure d'opposition a été encore trop brève pour avoir été pleinement efficace. Et l'on sent bien, à l'intérieur même du PS, qu'il ne suffira pas de s'adosser au bilan 1981-1986 et de tabler sur l'assure de la droite pour revoir au pouvoir.

Le PS grince, car il vit une période charnière. Il a froid, parce qu'il ne lui a pas suffi d'abandonner sa vieille peau pour en trouver une nouvelle. Guéri des promesses, ayant oublié un programme qu'il n'a jamais réussi à appliquer, il ne sait plus trop s'il doit, ou non, en trouver un autre. Au moment où, collectivement, il assume sa cure de réalisme, voilà qu'on lui réclame, de nouveau, une part de rêve...

Dans ce paysage bouleversé, les armées ont échangé leurs lignes, sans s'en rendre compte. M. Jospin affirme : « Après la tragédie historique du stalinisme et les déceptions ordinaires de la social-démocratie, même les gens de gauche se défilent des sociétés idéales futures. On peut être enthousiasmé sans rêver (interview au Point du 30 mars) ». Si nous ne sommes pas capotés, c'est que le député rocardien Gérard Fuchs (dans le numéro mars-avril de sa lettre Gouverner demain) de rendre perceptibles par le plus grand nombre la réalité de notre perspective de transformation sociale et la part de rêve dont nous demeurons porteurs, alors, là aussi, les portes du pouvoir nous demeurons fermées ».

Et lorsqu'un « baron » du mitterrandisme lance, en privé, « On ne peut plus parler d'idéologie. Aujourd'hui même les idées dont nous sommes porteurs, nous les avons perdues », M. Gilles Martinet (lors du colloque déjà cité d'Espaces 89) répond : « Nous ne pouvons pas agir sans une certaine vision de l'avenir et, d'une certaine manière, sans de nouvelles utopies. L'homme a besoin d'idéologie comme il a besoin d'oxygène ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

## ... mais qui a une bonne image dans l'opinion

Pas de doute, la valeur « Parti socialiste » est bien cotée à la bourse de l'opinion publique. Mais le capital de sympathie ainsi investi ne se transforme pas pour autant en souhaits pressants de le voir revenir au pouvoir en témoignage l'étude réalisée par le SIFOP et publiée le 9 mars dans le Point selon laquelle 57 % des personnes interrogées ne regretteraient pas l'époque où les socialistes étaient au pouvoir.

Pourtant le Parti socialiste bénéficie d'une bonne image, que son passage dans l'opposition, au lendemain du 16 mars 1986, a encore confortée. Dès le mois de novembre 1985, il redonnait le parti le plus populaire selon le baromètre SIFOP-Figaro-Magazine avec 45 % de bonnes opinions et 44 % de mauvaises. Et, en 1986, avec 53 % d'avis favorables en moyenne, il améliorait de dix points sa cote de popularité par rapport à l'année 1985. En outre, le PS est le parti qui suscite le

moins de réactions de rejet, 13 % des personnes sondées par l'IFOP du 18 au 22 août 1986 pour le compte de Matin déclarent qu'elles ne voteront « en aucun cas » pour ce dernier. En fait, selon l'IFOP, son image est essentiellement positive auprès des jeunes (et des 25-34 ans en particulier), des professions intermédiaires et des ouvriers. Toutes catégories confondues, enfin, le PS est le parti « le plus capable, selon le sondage SIFOP-Figaro-Magazine publié le 2 avril : le « plus capable de protéger les libertés » (42 %), de réduire les inégalités (43 %), de défendre « les intérêts de gens comme vous » (38 %), de « faire progresser l'unité entre les Français » (35 %).

Néanmoins, le Parti socialiste ne retrouve pas le niveau atteint par les années 1974-1975 (64 % de bonnes opinions en 1974 dans le baromètre SIFOP-Figaro-Magazine et 61 % en 1975).

Le PS pâtit d'abord du fait que son départ du pouvoir est encore récent. Ainsi, 47 % des Français interrogés dans l'enquête BVA-Paris-Match du 31 juillet 1986 considèrent-ils que les socialistes n'ont pas de politique de rechange à leur proposer, et seuls 30 % les jugent convainquants. Il semble surtout que le Parti socialiste n'a pas encore convaincu l'opinion de sa capacité à affronter les grands problèmes économiques et, en premier lieu, la lutte contre le chômage, qui sont les aspirations principales des Français. Selon le sondage IFOP-Matin du mois de août 1986, 51 % des consultés reprochent au PS d'être « hésitant sur les choix à faire » et 27 % de se montrer « divisés ».

Ainsi, il apparaît que les valeurs caractéristiques traditionnelles du Parti socialiste telles que le respect des libertés, le fait d'être proche des gens et autre tolérance, si elles lui assurent une image sympathique, ne font plus recette auprès d'électeurs d'abord sensibles aux indicateurs économiques. Mais l'opinion demeure malgré tout optimiste quant à son avenir politique : 47 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête IFOP-Matin du 19 mars 1987 pensent que le PS et le RPR joueront les rôles les plus importants dans l'avenir sur l'échiquier politique français.

V. D.

## La rentrée parlementaire

### Grogne chez les députés de « base »

Cela n'a pas tardé ! La session parlementaire n'était pas encore officiellement ouverte que, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, les premières réunions des groupes de l'Assemblée nationale permirent aux députés de base de faire entendre leur voix. A l'UDF comme au RPR ou au PS ce fut pour ruer dans les brancards.

Les difficultés de la cohabitation ont été soulignées au PS à travers la gêne de certains de ses députés à approuver un projet de loi de programmation militaire qui a pourtant reçu l'aval du président de la République. L'impérialisme du RPR,

les chamailleries publiques des ministres, les erreurs du gouvernement, sont de moins en moins bien supportés à l'UDF.

Au RPR, les députés ont quand même réussi à manifester une certaine grogne en profitant d'un vote à bulletin secret pour ne pas résister à la vice-présidence du groupe M. Gabriel Kasperet (Paris) et M. Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes) en leur préférant M. Robert-André Vivien (Val-de-Marne) et M. Jacques Godfrain (Aveyron), résultat qui traduit une volonté des plus jeunes de se faire mieux entendre.

### A l'UDF : « Nous ne serons pas la chambre des muets »

Les députés UDF n'aiment pas recevoir de leçons ! Surtout quand elles sont administrées dans un domaine - l'union de la majorité - sur lequel ils se jugent irréprochables. Que chacun balaye devant sa porte et la majorité ne s'en portera que mieux : c'est en résumé le message que les députés UDF ont adressé, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, au gouvernement et à leurs partenaires du RPR.

Réunis à huis clos à l'Assemblée nationale à la veille de la rentrée de printemps, ils ont riposté, par la voix de leur président de groupe, M. Jean-Claude Gaudin, aux « Silences dans les rangs ! », lancés d'instinct par le premier ministre et par M. Edouard Balladur. « Cela n'a pas soulevé dans nos rangs un tonnerre d'applaudissements », a commenté M. Gaudin, en veine de litote. Le député de Marseille a affirmé également, au cours d'un point de presse : « Nous ne serons pas la chambre des muets ». Des propos qui ont combié d'aise dans les commentaires, exaspère plus d'un élu UDF. Sur le premier point, les amis de M. Gaudin estiment qu'il suffit de se reporter à leur vote à l'Assemblée ; sur le second, ils trouvent curieux qu'un gouvernement qui se targue d'être « les concacs » se pose en défenseur de leçons.

L'attitude de M. Chirac, qui consiste à exiger périodiquement, avec une pointe de reproche dans le ton, la fidélité de ses alliés au pacte majoritaire et une certaine réserve dans les commentaires, exaspère plus d'un élu UDF. Sur le premier point, les amis de M. Gaudin estiment qu'il suffit de se reporter à leur vote à l'Assemblée ; sur le second, ils trouvent curieux qu'un gouvernement qui se targue d'être « les concacs » se pose en défenseur de leçons.

### L'UDF et le « paillason »

Deux députés, MM. Gilbert Gantier (Paris) et Jean Maran (Martinique) ne sont faits plus précis dans la critique. Le premier s'est écrié qu'un « ministre » léotardien, M. Gérard Longuet (P et T) se permettrait publiquement d'accuser le premier ministre d'être plus impudique que M. Barre de vouloir se servir de l'UDF comme d'un « paillason ». « Ce n'est pas convenable », s'est exclamé M. Gantier, chaleureusement applaudi. M. Maran a, quant à lui, dénoncé la campagne d'affiches hostiles à M. Barre, menée par le RPR de Martineau, lors du récent voyage de l'ancien premier ministre. « Le RPR ferait mieux de s'occuper

de M. Mitterrand plutôt que de M. Barre », expliquant dans les couloirs un député barriste.

D'autre part, l'absence des ministres - notamment celle de M. André Rossignol, chargé des relations avec le Parlement - a été d'autant moins appréciée qu'ils avaient été personnellement conviés à cette réunion.

Les oreilles de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, ont dû tout particulièrement siffler. De retour de leur circonscription, les députés UDF se sont plaints, en effet, de l'impact négatif des mesures annoncées pour le redressement de la Sécurité sociale : « Les gens sont très

remontés », affirme ce député, « les pharmacies se transforment en officines électorales », protestent un autre. Inquiet, le président de la commission des affaires sociales, M. Jacques Barrot, a estimé que « les décisions techniques devaient être modifiées », tandis que M. Gaudin trouvait, pour sa part, peu judicieux le thème d'états généraux sur un sujet aussi brûlant. Bref, cette journée devait prouver à M. Chirac que, malgré ses exhortations, les députés de la majorité préfèrent toujours pour s'exprimer les murs résonnants de l'Assemblée nationale aux tentatives muettes de son bureau de Matignon.

PIERRE SERVENT.

### Au PS : débat serré

Socialiste et militarisme n'ont jamais fait bon ménage. Ceux qui ont pris d'assaut la vieille SFIO ont gardé de trop mauvais souvenirs de ses compromissions lors de la guerre d'Algérie pour que leur mémoire ne soit pas durablement impressionnée. Leur conversion à la culture de gouvernement date en l'espace d'avant 1981 mais le vieux fond existe encore.

La nette victoire remportée sur le gouvernement lors de la préparation du projet de loi de programmation militaire par M. François Mitterrand n'a pas facilité la tâche des députés de « son » parti. Ce fut déjà évident lorsque cela les contraignit à s'abstenir sur le budget de la défense pour 1987, qui n'était que la première traduction de ce projet. Comment ne pas s'opposer à des crédits militaires qui dépassaient ceux consentis à l'éducation nationale ? La pilule avait été dure à avaler pour certains. Et, puisqu'il était impossible d'attaquer de front le projet de programmation militaire, des biais furent utilisés.

Le coût des armements promis aux militaires fut d'abord mis en avant. Est-il sérieux de se montrer si généreux alors que les besoins civils sont si importants, et que l'augmentation des impôts est retenue par tous comme étant impossible ? demandèrent certains.

La « morale » fut, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, à son tour mise en avant. Comment, demandèrent des hommes aussi différents que MM. Christian Goux (Var), Henri Emmanuelli (Landes) ou Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) accepter que figure, dans l'annexe du projet, une phrase expliquant, à propos des armes chimiques, que « la France ne saurait renoncer définitivement à ces catégories d'armements que d'autres nations estiment avoir le droit de posséder » ?

THERRY BRÉHER.

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire - Paris 7<sup>e</sup> - Tél. (1) 40.15.70.00

**Nouveautés**

- répertoire permanent de l'administration française 1987 (45<sup>e</sup> édition) 130 F.
- Les 10000 noms de la fonction publique (45<sup>e</sup> édition) 130 F.
- Les 2500 noms de la communication (13<sup>e</sup> édition) 100 F.
- MEDIA SID 1987
- LE GUIDE DE LA SID

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire - Paris 7<sup>e</sup> - Tél. (1) 40.15.70.00

**LES POLITIQUES DE SANTÉ ETRANGÈRES**  
Systèmes de santé, pouvoirs publics et financeurs : qui contrôle quoi ? 90 F.

**VEILLIR SOLIDAIRES**  
La solidarité entre générations face au vieillissement démographique. L'avenir des systèmes de retraite. 75 F.

**ECONOMIE LIBERTÉ**

La lettre de Pierre Bérégovoy

Abonnement annuel : 150 F. Soutien : 500 F minimum. Règlement à l'ordre de « Economie et Liberté », BP 9 58003 Nevers Cedex.

Nom, Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

# Société

## Le réseau « pro-iranien » et les « espions » d'Ariane : questions sur deux succès de la DST

En l'espace d'une semaine, la Direction de la surveillance du territoire (DST) a obtenu deux succès, sur des fronts différents. Le 16 mars, à Rouen, sept personnes sont arrêtées et accusées de constituer un réseau d'espionnage technologique au profit de l'Union soviétique. Le 21 mars, à Paris, huit personnes sont interpellées et accusées de former un réseau terroriste lié à l'Iran. La première affaire a mis en cause le commandant Valeri Konorev, attaché de l'air adjoint à l'ambassade à Paris, et considéré par la DST

comme un officier du GRU, le service de renseignement de l'armée soviétique. La seconde a permis de retirer de la circulation 12 litres d'un explosif liquide fort puissant et d'empêcher sans doute de nouveaux attentats.

Pourtant, dans les milieux judiciaires et policiers, certains se demandent si ces « succès » ne sont pas trop beaux et si la DST, dont les méthodes ont été critiquées dans l'affaire du faux passeport d'Yves Chalier et dans l'affaire

Abdallah à la suite des déclarations surprenantes d'un de ses responsables, n'a pas voulu trop prouver.

Les dossiers en cours d'instruction, le premier à Rouen, le second à Paris, ne paraissent pas, dans leur état actuel, contenir d'éléments décisifs susceptibles de fonder les premières informations. Dans l'affaire de Rouen, la DST semble avoir voulu piéger le commandant Konorev dont elle souhaitait voir le statut diplomatique refusé par le Quai d'Orsay.

Dans l'affaire du réseau tunisien, le juge Boulouque, chargé de l'instruction, pense être sur la piste « d'un ou plusieurs protagonistes des attentats de 1986 ». Même si certains policiers s'étonnent du caractère peu « professionnel » de ces terroristes présumés, l'embarras du gouvernement tient au fait que sa recherche d'une normalisation avec l'Iran pourrait être remise en cause si les liens entre certains membres du réseau et le Hezbollah étaient avérés.

## Le mystère des Tunisiens

Les investigations concernant l'affaire du « réseau terroriste » lié à l'Iran, qui, selon le ministère de l'Intérieur, s'apparentent à commettre des attentats particulièrement dangereux en France, se poursuivent. Chargé de l'instruction par le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, les policiers de la DST cherchent, en effet, en forêt de Fontainebleau, de nouvelles caches d'explosifs, avec une débauche de moyens techniques, faisant survoler la zone par des hélicoptères et appartenant à des gendarmes.

S'ils trouvent, l'affaire pourrait prendre la consistance annoncée, impliquant certains inculpés dans des attentats passés ou projetés et prouver la réalité opérationnelle d'un « réseau terroriste ». S'ils échouent, le dossier risque de rester en l'état, et certains policiers se demandent alors que la prise n'aurait pas l'ampleur supposée à l'origine. Ainsi, une semaine après les huit incriminations et incarcérations, les enquêteurs cherchent encore des résultats tangibles.

Ce qui est déjà acquis ne paraît pas à la hauteur de ce qui avait été promis. Inculpés d'infractions à la législation sur les armes et sur les explosifs, ainsi que d'association de malfaiteurs dans le cadre de la loi antiterroriste, six personnes de nationalité tunisienne et deux de nationalité française, résidant en France, parfois de longue date, ont été présentées comme des intégristes islamiques, favorables à la révolution iranienne, préparant des attentats et liés aux auteurs de ceux de septembre 1986 (le Monde du 27 mars). Un des inculpés, Mohamed Moubajer, aurait été l'un des fondateurs du Hezbollah, parti chiite iranien, implanté notamment à Baalbek au Liban (le Monde du 28 mars). La rumeur s'amplifiant, il fut même affirmé qu'ils voulaient s'attaquer aux vies du président de la République et du premier ministre.

Le film des arrestations est connu. Grâce à un renseignement occulte allemand, la DST interpelle en flagrant délit, dans la soirée du 21 mars, trois personnes dans une rue du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris : Foued Ali Saleh, étudiant, Mohamed Aissa, restaurateur, et Hassan Aroua, chauffeur de taxi, transportaient 12 litres de nitrate de méthyle, un explosif liquide de forte puissance, dans le véhicule de ce dernier. Tous trois Tunisiens.

### « Explosif du pauvre »

Dans la foule, six autres personnes sont interpellées : M<sup>me</sup> Saleh, née Karima Ferah, Mohamed Moubajer, né à Baalbek et devenu français par mariage, et son épouse, qui sera relâchée sans être inculpée. Les perquisitions permettent la saisie de deux pistolets mitrailleurs Sten, avec leurs munitions, de six réveils et de cinquante et une piles électriques. Silencieux durant les quatre jours de garde à vue, le ministre de l'Intérieur publie, à la fin de celle-ci, un communiqué présentant le seul Foued Ali Saleh comme le « responsable » du réseau. Or plusieurs questions restent sans réponse.

● Un arsenal inhabituel. — S'il est en effet puissant, le nitrate de méthyle est un explosif d'un rendement décent, fort dangereux pour ses manipulateurs eux-mêmes (le Monde du 28 mars). Il n'a jamais été utilisé dans des attentats en Europe. Quant aux deux PM Sten — arme britannique utilisée pendant la seconde guerre mondiale, — ils tiendraient presque de l'arme de collection, alors que les terroristes internationaux utilisent des armes plus modernes et plus fiables, notamment tchèques et polonaises. Enfin, ces deux PM étaient maladroïtement cachés sous des couches pour bébé,

dans la chambre occupée par le couple Saleh, à Paris, chez M. et M<sup>me</sup> Ferah, les parents d'origine algérienne de l'épouse du chef présumé du « réseau ». Ces éléments ne « collent » pas bien avec l'image d'un réseau professionnel, et ce parti, est venu de Beyrouth. Elle a mis dans l'embarras les autorités françaises, et notamment le Quai d'Orsay, soucieux de ne pas mettre en cause directement et publiquement l'Iran.

En l'état actuel de l'instruction, cependant, les accusations portées contre M. Moubajer se résument ainsi : avoir connu Saleh au Centre culturel islamique de la rue Jean-Bart à Paris, fermé en décembre 1983 (le Monde du 2 avril) ; avoir hébergé le couple Saleh chez lui, à Genully (Val-de-Marne), de septembre 1985 à février 1986.

Moubajer n'était pas un inconnu pour la DST avant son arrestation. Elle était informée de son activité politique, de ses contacts avec des représentants iraniens en France et de ses voyages au Liban comme en Iran. Comme Saleh, il ne se comportait pas en clandestin, mais en militant, fréquentant les cercles islamiques intégristes. Il était surveillé et aurait même eu droit à une perquisition (sans résultat) lors des attentats de septembre 1986. Puisqu'il semble bien être l'un des fondateurs du Hezbollah, et en tout cas un parent — en l'occurrence le neveu — de dirigeants de Baalbek, s'est-il agi de le « retirer du circuit » afin d'un faire éventuellement une monnaie d'échange ?

### « Des gens modestes »

● Des gens modestes à contre-emploi. — Si l'on excepte Moubajer, Saleh et son épouse, les cinq autres inculpés ne sont aucunement des intellectuels. Tunisiens, de confession sunnite, ils ne correspondent pas à un portrait d'intégristes convaincus. Les avocats désignent d'office qui les ont approchés décrivent certains comme des « petits », des « manuels », « des gens qui ne comprennent pas ce qui leur arrive et qu'on verrait plutôt, en correctionnelle, dans une affaire minable de stupéfiants, en tout cas pas des superterroristes ».

● Des gens modestes, installés en France, pas des religieux fanatiques — assure un autre défenseur. La famille de Khalil Khaldi, cuisinier du restaurant tenu, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, par Mohamed Aissa, a ainsi sollicité comme avocat M<sup>me</sup> Monique Smadja-Epstein, habitant des affaires de droit commun, qui assure qu'elle « ne défendrait pas un terroriste ».

Pour quelques-uns, le juge d'instruction et le parquet n'excluent pas des libérations rapides. Ainsi de Khaled Chahed, gérant d'une société d'import-export de parfums travaillant avec les pays arabes. Son seul tort serait d'avoir connu Foued Ali Saleh en Tunisie durant son service militaire et d'avoir maintenu une liaison amicale en France. Rien, pour l'heure, dans le dossier d'instruction n'établit qu'il lui aurait rendu des services compromettants. Son avocat, M<sup>me</sup> Francis Szpiner, peu suspect de sympathie pour les terroristes arabes, le présente comme « un homme commerçant, qui ne revendique aucune opinion politique et n'a pas un mode de vie inséparable ».

Le point commun à tous les inculpés est d'être en relation avec

Saleh. Un Saleh qui aurait été fort bavard — et donc peu prudent — puisque l'hypothèse d'un lien avec les attentats parisiens de 1986 repose sur les seules déclarations, aux policiers et au juge d'instruction, de Hassan Aroua, le chauffeur de taxi qui s'est effondré en pleurant lors de sa première comparution, et surtout, de Fethi Bourguiba, cousin de Khaled Chahed et lui aussi en affaires dans la parfumerie. Bourguiba aurait participé aux attentats, tandis qu'Aroua aurait indiqué la piste de la forêt de Fontainebleau, assurant qu'un explosif solide, semblable à celui utilisé dans l'attentat de la rue de Rennes, devant le magasin Taït, y serait caché.

● Aucun indice précis sur les attentats de 1986. — En dehors de ces confessions, que la recherche de nouvelles caches peut venir conforter ou démentir, aucun élément précis n'implique les inculpés dans les attentats de l'an passé, revendiqués par le CSPFA. Le juge d'instruction chargé des investigations sur les attentats de septembre, M. Michel Legrand, ne se sent d'ailleurs pas concerné, pour l'instant, par cette affaire. Contrairement à ce que suggérerait un rumeur du Palais de justice, il n'a pas saisi la brigade criminelle d'investigations nouvelles à partir d'éléments transmis par son collègue de Rouen. Les épouses de M. Michel Legrand, ne se sent d'ailleurs pas concerné, pour l'instant, par cette affaire. Contrairement à ce que suggérerait un rumeur du Palais de justice, il n'a pas saisi la brigade criminelle d'investigations nouvelles à partir d'éléments transmis par son collègue de Rouen.

● En l'état actuel de l'instruction, qu'a-t-on ? Essentiellement les charges pesant sur Saleh (explosifs et pistolets-mitrailleurs) et sur ceux qui l'ont aidé : Hassan Aroua et Mohamed Aissa pour le transport d'explosifs, son épouse pour la cache de PM. Ainsi, d'un strict point de vue judiciaire, le reste du dossier paraît pour le moment relever plus du défilé d'opinion ou des mauvaises fréquentations. Habités à travailler avec la DST dans des affaires de terrorisme, où se mêlent souvent diplomatie et politique intérieure, le juge Boulouque maintient que le dossier contient « des éléments sérieux » et pense être sur la piste « d'un ou de plusieurs protagonistes des attentats de 1986 ».

### Mélange des genres

Inversement, certains policiers et magistrats, et non des moindres, ne cachent pas leur embarras. « Si on ne trouve pas de nouvelle cache rapidement, on devrait commencer à s'interroger », confie un au Palais de justice. « La DST est en mission sérieuse, je ne comprends pas », commente un policier. « Ce ne sont quand même pas les Tunisiens de Vincennes ! » ajoute, mi-figue mi-raïssa, un avocat par référence à l'affaire des Irlandais de Vincennes, « gonflés », en 1982, par la cellule antiterroriste de l'Elysée.

● La DST ne reproche évidemment à aucun son action préventive. Ne l'avait-on pas assez critiquée pour avoir interrompu les filatures des Arméniens de l'ASALA qui commencent, en juillet 1982, l'attentat de l'aéroport d'Orly ? Le critique vise plutôt l'exploitation d'une opération normale. Aussi certains policiers mettent-ils en cause le jeu trop solitaire de la DST et le mélange des genres qu'autorise son statut ambigu. À la fois service de renseignement et service de police judiciaire, n'est-elle pas, juge et partie, tentée de « crédibiliser » des soupçons qui ne sont pas pour autant des preuves ?

● Alors que l'une de ses responsabilités théoriques à ne présente à la justice que des éléments recoupés, reposant sur des faits précis, l'autre lui permet des extrapolations, des hypothèses, le « retournement » de suspects, etc. « La DST est très performante, mais elle a besoin d'être contenue par le pouvoir politique, dit un haut responsable policier. Or, depuis l'affaire du « vrai faux » passeport, quelle a confectionné sur ordre pour Chalier, on a le sentiment que le ministre ne peut plus rien lui refuser ».

● Zèle politique, souci publicitaire, volonté de ménager la DST, marchandage pour les otages ou véritable réseau ? Quelle est la bonne explication ? Le mystère des Tunisiens se cache peut-être en forêt de Fontainebleau.

GEORGES MARION et EDWY FLENIEL

## Un piège pour l'agent du GRU

La récente incrimination, à Rouen, de sept personnes accusées d'avoir rassemblé des « renseignements, objets, documents ou procédés, dont la réunion et l'exploitation sont de nature à nuire à la défense nationale » n'avait-elle pas moins pour but de mettre fin aux activités d'un « réseau d'espionnage » et de pousser hors de France le commandant Valeri Konorev, attaché de l'air adjoint à l'ambassade soviétique et, selon la DST, officier du GRU, le service de renseignement militaire de l'URSS ? Une spectaculaire opération de police et quelques confidences ont suffi : le départ de l'officier soviétique s'annonce comme hautement probable. Accessoirement, l'opération aura permis à la DST de mettre en garde ses compagnons restés sur place.

Reste maintenant à nourrir le dossier judiciaire de ses supposés complices, dont cinq sont écroués depuis le 16 mars.

Traditionnellement, la DST, en collaboration avec les services occidentaux, américains surtout, dresse la liste des mouvements diplomatiques soviétiques pour suivre la carrière de ceux qu'elle soupçonne d'appartenir aux services de renseignement. Une telle liste a notamment servi à M. Mitterrand lorsque furent choisis les quarante-sept « diplomates » expulsés du territoire français en avril 1983.

Lorsqu'il arrive à Paris, en septembre 1985, pour y remplacer au poste de directeur adjoint M. Valeri Brukhovetski, le commandant Konorev est immédiatement identifié comme un agent du GRU par la DST. Aussi le contre-espionnage, consulté par les services du Quai d'Orsay, s'oppose-t-il à la délivrance d'un visa diplomatique.

Durant plusieurs mois, le statut du commandant Konorev, pourtant déjà présent dans la capitale française, reste indéterminé. A plusieurs reprises, la DST revient à la charge, attirant l'attention du gouvernement sur le danger qu'il y a à accorder à Valeri Konorev, et à quelques autres de ses compatriotes,

le privilège de l'immunité diplomatique. Le Quai d'Orsay, qui doit compter avec les usages comme avec d'éventuelles mesures de rétorsion à l'égard de diplomates français en poste à Moscou, demeure indéfini. Comme souvent dans de tels cas, la solution retenue sera un compromis : quelques Soviétiques sont refusés par le Quai d'Orsay, quelques autres, dont Konorev, sont agréés. Déjà, la DST voit son adversaire lui filer entre les doigts.

Rien dans le dossier, instruit à Rouen par M<sup>me</sup> Elisabeth Serot, ne permet, pour l'instant, de prouver la responsabilité exacte de l'officier soviétique. Aucun rapport de la DST ne permet non plus de comprendre comment cette « affaire » a commencé, comment les policiers ont été mis sur la piste, ni ce qu'ils ont observé avant de procéder aux arrestations. Le dossier ne contient que des procès-verbaux, résultats des interrogatoires menés par les fonctionnaires de la DST durant les quarante-huit heures de garde à vue des futurs inculpés.

### Des avocats perplexes

M. Pierre Verdier, qui fait figure de principal accusé, y aurait reconnu certaines choses, puis renoncé par le juge d'instruction, quelques jours plus tard, il est revenu sur ses déclarations. Personne en tous cas, n'a parlé de la fusée Ariane dont le moteur — a-t-on dit lors des arrestations — était l'objet de la convoitise du « réseau ».

Quant aux autres grandes entreprises de la région normande, dont les secrets auraient été pillés, elles en sont encore à se demander ce qu'on leur aurait volé. De plus, il y a le témoignage d'Antonetta Manole, cette Française d'origine roumaine qui se peines de cœur auraient poussé à la dénonciation. M<sup>me</sup> Verdier de Pierre Verdier, cadre de l'INSEE et polytechnicien, elle n'aurait pas supporté le mariage de son zmaïnt avec une Soviétique, G. M. et E. P.

Ludmilla Varyguine, elle aussi inculpée et détenue. C'est encore Antonetta Manole qui accuseur Michel Fleury, camarade de promotion de Pierre Verdier, journaliste de l'INSEE comme lui ; Jean-Michel Haury, dessinateur industriel qui aurait, lui aussi, manifesté dans le passé un peu d'affection à l'égard de sa délatrice, et encore Philippe Maillard, journaliste pigiste au Figaro, et même son mari, Serge Noiret, les deux seules personnes de cette affaire à être restés en liberté.

Quant à Antonetta Manole, elle affirme simplement qu'un jour elle a cru comprendre qu'il y avait « de l'espionnage dans l'air », que ces gens qui fréquentaient les réunions de son association culturelle Roumaine-Normandie pouvaient se livrer à une trouble industrie.

A Rouen, les avocats des inculpés sont perplexes. Aucun de leurs clients ne semble avoir les épaulés assez larges pour porter le costume d'espion d'élite et en tout cas, comme il est naturel, ils défendent leurs clients. M<sup>me</sup> Paul Walter, avocat de Pierre Verdier : « Je tombe des nues : mon client n'a jamais rencontré Konorev, il n'en avait jamais entendu parler avant que son nom apparaisse dans les journaux ; je n'exclus pas un non-lieu, tellement le dossier est vide ; qui manipule qui dans cette histoire ? M<sup>me</sup> Renaud Delbos, défenseur de Ludmilla Varyguine, l'épouse soviétique de Pierre Verdier : « Bien malin celui qui y retrouvera ses petits ; ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est le nombre de questions que l'on peut se poser. M<sup>me</sup> Houppé, avocat d'Antonetta Manole, qui, pour estimer sa cliente « sincère » n'écartera pas tout autant les « constructions intellectuelles » auxquelles elle aurait pu se livrer. « C'est une personne fragile », plaide-t-elle, compréhensif.

Tous ont ou s'apprêtent à déposer des demandes de mise en liberté et à recommencer si elles sont rejetées par le juge d'instruction.

### A Paris

## Les avocats des deux Italiens expulsés font appel au tribunal administratif

M<sup>me</sup> Irène Terrel et Jean-Jacques de Félicie, avocats des deux Italiens expulsés de France vers Turin à la fin de la semaine dernière (le Monde daté 29-30 mars), ont déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> avril, qu'ils avaient fait appel le même jour devant le tribunal administratif pour demander un sursis à exécution sur les arrêtés d'expulsion du ministère de l'Intérieur visant cinq autres Italiens assignés à résidence en région parisienne. Toutefois, ont souligné les deux avocats, l'appel devant le tribunal administratif n'est pas suspensif de l'arrêt, et « les cinq Italiens peuvent être expulsés à tout instant à partir de ce mercredi 1<sup>er</sup> avril ».

Dans les locaux de la Ligne des droits de l'homme à Paris, les deux avocats ont réaffirmé que les expulsions de Paolo Neri et Luisa Anisini, en application de la règle d'« urgence absolue », étaient en fait des « extraditions déguisées ». « C'est une procédure de violation complète du droit. De plus, ce sont des mesures exceptionnelles et individuelles prises cas par cas et qui ne peuvent s'appliquer de manière collective », ont-ils ajouté.

L'« urgence » ne peut en effet être invoquée par l'autorité administrative, car, selon M<sup>me</sup> Terrel et de Félicie, « les perquisitions chez ces Italiens n'ont rien apporté et ils n'ont rien comme d'habitude sur le sol français ». De plus, indiquent les avocats, ils « vivent à leur domicile et possèdent de nombreuses garanties de représentation ».

● Pyrénées-Atlantiques : deux réfugiés basques espagnols expulsés. — Un réfugié basque espagnole, Fernando Saes Garcia Falco, quarante-deux ans, résident à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) depuis 1980, a été expulsé, mercredi 1<sup>er</sup> avril, selon la procédure dite « d'urgence absolue ». Fernando Saes Garcia Falco, originaire de Pampelune, a été interpellé à Anglet. Un second réfugié basque espagnol, Francisco Martinez Nogales, trentedeux ans, originaire d'Año, a été arrêté à Mauléon.

### JUSTICE

## Au conseil des ministres

## Peines aggravées pour les recelleurs

Pour lutter contre la prolifération des vols de mobiliers et d'objets d'art, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, présente, le jeudi 2 avril au conseil des ministres, un projet de loi qui vise à augmenter les peines encourues par les recelleurs.

Une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans (contre trois mois à trois ans actuellement) ainsi qu'une amende de 10 000 F à 25 000 F (au lieu de 1 000 F à 20 000 F) sont demandées par le ministre de la justice. Si le recel a été commis, soit de manière habituelle, soit dans le cadre d'une activité professionnelle, la peine d'emprisonnement pourra atteindre dix ans. Des mesures complémentaires sont également proposées au vote des députés : la confiscation des objets recelés, la fermeture de l'établissement qui a servi à commettre le délit lorsque le recel est en est préjudiciable et l'interdiction des droits civiques.

Le projet présente aussi deux dispositions qui devraient permettre de mieux contrôler la vente et l'échange d'objets d'art. Sont, ici, essentiellement visés les brocanteurs. Ceux-ci doivent désormais tenir, si la loi est votée par le Parlement, un registre destiné notamment à identifier la personne qui a cédé l'objet mis en vente. L'absence de registre et les écritures mensongères seront punies de peines correctionnelles. Enfin, les organisateurs de manifestations publiques au cours desquelles sont vendus mobiliers et objets d'art devront, eux aussi, avoir un registre des vendeurs. Les propositions du gouvernement devraient permettre de lutter plus efficacement contre la disparition d'œuvres d'art, volées chez les particuliers, dans les châteaux ou dans les églises (le Monde du 24 septembre 1986) et donc de mieux protéger le patri-

moine. En 1985, selon les services de police, le nombre de larcins dans les édifices culturels par exemple a augmenté de 25 % par rapport à 1984. Il faut enfin rappeler les propos du Père Serge Bonnet, directeur de recherche au CNRS, qui constatait avec tristesse qu'« en Lorraine, de 1974 à 1984, ont été volés dans les églises et chapelles 409 statues et objets de culte ».

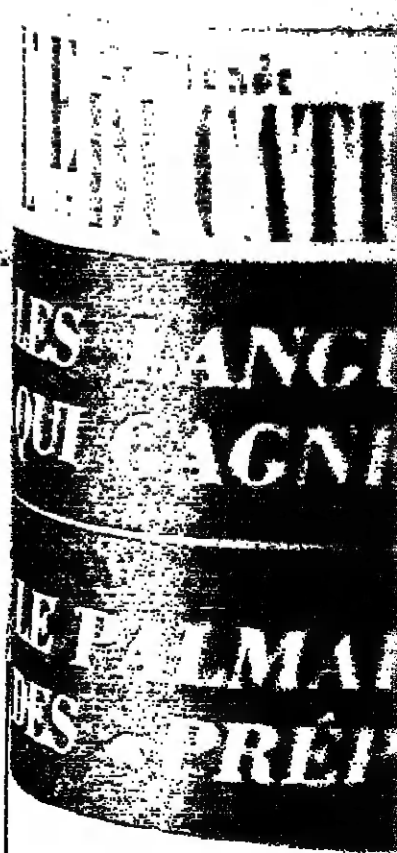
JEAN PERRIN.

● L'assassinat de Georges Besse et les armes de Vitry-aux-Loges. — Deux balles de 9 millimètres, qui avaient atteint à l'épaule et au dos M. Georges Besse, ancien président-directeur général de la Régie Renault, assassiné le 17 septembre 1986, ont été tirées par le canon d'un pistolet automatique saisi lors de l'arrestation des quatre membres d'Action directe, le 21 février, à Vitry-aux-Loges (Loiret). C'est la conclusion des expertises balistiques du professeur Pierre Coccardi, ancien directeur du laboratoire scientifique de la préfecture de police de Paris. La troisième balle — retrouvée dans le crâne de M. Besse — aurait été tirée par un revolver également découvert dans la ferme de Vitry-aux-Loges.

● Deux nominations en Conseil supérieur de la magistrature. — Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni mercredi 1<sup>er</sup> avril, à l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a nommé M. Jean Sablayrolles, conseiller à la Cour de cassation, conseiller à la Cour de cassation. Ce magistrat occupait de chambre à la cour d'appel de Paris. Le Conseil a également nommé premier président de la cour d'appel de Rouen, M<sup>me</sup> Marie-Hélène Chesnelong, qui était conseiller à la cour d'appel de Paris.

**Le Monde**  
sur minitel  
**L'ACTUALITÉ EN DIRECT**  
Terrorisme, espionnage, les embarras du gouvernement  
36.15 TAPEZ LEMONDE

1501 عبد السلام





سكنا من الامن

# Société

## Licenciement abusif à Nancy

### La caissière et le sac d'oignons

NANCY  
de notre correspondant

La cour d'appel de Nancy vient de confirmer le jugement du Conseil des prud'hommes qui avait estimé abusif le licenciement d'une caissière d'un hypermarché de Nancy n'ayant pas facturé à un client pressé un sac d'oignons mal étiquetés.

La 24 octobre 1985, un sac d'oignons ne laisse apparaître aucun prix. La caissière, M<sup>me</sup> Micos, demande par téléphone le coût de cette marchandise à la caisse centrale. Après plusieurs demandes restées sans réponse, elle abandonne et laisse le sac à la cliente. Mais celle-ci revient le lendemain afin de payer ce qu'elle devait. Craignant une remontrance de son chef de service, la caissière préfère refuser de facturer le sac d'oignons. Malheureusement

pour elle, l'interphone était branché et, cette fois, la caisse centrale était à l'écoute.

M<sup>me</sup> Micos fut alors licenciée sans indemnité ni préavis pour faute lourde, pour avoir « renvoyé délibérément une cliente qui voulait la payer ». La cour d'appel, tout comme les prud'hommes, ont estimé qu'il n'y avait pas eu de complication malicieuse entre la caissière et la cliente. Pour la cour, il y a eu défaut d'étiquetage imputable à l'employeur et impossibilité de communiquer avec la caisse centrale. Elle a alloué 50 000 francs de dommages et intérêts à la caissière. Toutefois, M<sup>me</sup> Micos est au chômage depuis son licenciement. Les tribunaux n'ont pas légalement la possibilité d'ordonner la réintégration de l'employée.

JEAN-LOUIS BEMER.

## SCIENCES

### La détection de molécules d'acétone dans un nuage interstellaire

#### Des chercheurs français enrichissent le « bestiaire de l'espace »

Une équipe de chercheurs français du laboratoire de spectroscopie hertzienne de l'université Lille-I, associée à des radio-astronomes de l'observatoire de Meudon, vient de mettre en évidence la présence de molécules d'acétone dans un nuage de matière interstellaire (Sagittarius B-2) proche du centre de notre galaxie. Cette découverte, faite grâce au nouveau radiotélescope de l'Institut franco-allemand de radioastronomie millimétrique (IRAM), dont l'antenne de 30 mètres est installée en Espagne au sommet du pico Veleta, apporte une pièce supplémentaire au « bestiaire interstellaire » que les radio-astronomes s'efforcent d'établir depuis de nombreuses années.

Mais on est loin encore de pouvoir démontrer que certaines de ces molécules interstellaires ont pu parvenir jusqu'à la Terre lorsqu'elle était jeune et servir de base à la construction des premières molécules vivantes.

Néanmoins, deux chercheurs, Urey et Miller, ont pu montrer en 1953, dans une expérience devenue célèbre qu'il était possible de synthétiser à partir d'un mélange de composés chimiques identiques à ceux trouvés dans les nuages interstellaires, les acides aminés qui sont la base de toute vie. On comprend donc toute la fougue qui peut animer les radio-astronomes et les chimistes dans leur quête pour détecter des acides aminés dans l'espace interstellaire. Jusqu'ici, ils ont failli. Mais pourquoi ne pas imaginer que les moyens ultrasensibles mis à leur disposition avec les instruments de radioastronomie millimétrique leur permettent d'en découvrir leur jour.

Les premières de ces molécules ont été découvertes vers 1940 par deux Américains et un Belge qui ont identifié trois composés simples. Aujourd'hui, ce « zoo » s'est enrichi de quelques espèces supplémentaires à un point tel que le nombre de molécules identifiées atteint soixante-cinq. Certains de ces composés chimiques comportent jusqu'à treize atomes - celle de l'acétone n'en a que dix - ce qui explique l'intérêt de la communauté astronomique pour ces molécules complexes dont on s'ignore qu'elles aient pu être synthétisées dans un milieu extrêmement dilué où la température est très basse.

Le fait que la plupart d'entre elles soient des molécules organiques est un autre sujet d'étonnement dans la mesure où les composés chimiques les plus abondants qui ont été découverts (acide cyanhydrique, cyanocétylène, formaldéhyde...) dans l'espace sont considérés sur Terre comme de véritables précurseurs biologiques.

Cette hypothèse n'est peut-être pas aussi absurde qu'il y paraît dans la mesure où des acides aminés ont été déjà observés dans des météorites carbonées, ces étonnantes pierres extraterrestres qui contiennent jusqu'à 3 % de matière organique complexe. A défaut de résultats rapides dans cette recherche spectaculaire, il reste aux astronomes la possibilité d'étudier - et ce n'est pas un mince travail - ces nuages au sein desquels se forment les étoiles grâce au suivi et à l'observation de leurs poussières et de leurs molécules complexes.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La Recherche, mars 1985.

## MÉDECINE

### Onze malades d'Amsterdam atteints par le SIDA ont été aidés à se donner la mort

Le docteur Sven Danner, chef du département SIDA au Centre médical universitaire d'Amsterdam (AMC) a révélé, le 1<sup>er</sup> avril, que onze des quatre-vingt-dix-sept malades atteints de SIDA décédés jusqu'à présent aux Pays-Bas avaient eu recours à l'euthanasie active.

Le Conseil d'Etat s'est déjà prononcé sur l'euthanasie passive, estimant qu'elle ne devait plus être punissable. Fort de cet avis, le gouvernement présidé par M. Lubbers avait indiqué en janvier dernier que son cabinet pourrait éventuellement proposer une loi sur l'euthanasie.

Selon le docteur Danner, un cas d'euthanasie s'est produit à l'AMC, tandis que les dix autres malades se seraient « endormis pour toujours » à leur demande, après une intervention de leur médecin de famille.

Cette loi spécifierait que l'arrêt du maintien en vie artificielle d'une personne souffrant d'une maladie incurable ne serait plus contraire à la loi, par opposition à l'administration d'un médicament pouvant entraîner la mort.

L'euthanasie « active » (qui se pratique au moyen de l'administration d'un produit entraînant la mort, alors que l'euthanasie « passive » consiste à interrompre le traitement) est toujours punissable aux Pays-Bas. Elle fait, depuis des années, l'objet de débats au Parlement.

Dans l'attente de cette loi, la justice et le ministre de la santé publique ont tendance à fermer les yeux sur les cas d'euthanasie active, estimant que si un malade atteint de SIDA réclame l'euthanasie, son médecin traitant peut accéder à sa demande après en avoir averti les autorités.

Au sein de la coalition au pouvoir, les chrétiens démocrates du CDA s'opposent sur cette question à leurs alliés libéraux du VVD, favorables - comme tous les partis de gauche - à la légalisation de l'euthanasie.

Différentes enquêtes effectuées aux Pays-Bas ont révélé qu'une majorité de Néerlandais étaient favorables à une législation sur l'euthanasie.

### « L'amour, faut pas en faire une maladie ! »

Le 2 CV Citroën, dont l'arrêt de la fabrication en France vient d'être annoncé, a encore de beaux jours devant elle. Héritière - involontaire - du premier film publicitaire commercial pour les préservatifs, elle abrite les débats d'un couple inspiré par la nature et le chant des oiseaux. En surimpression sur l'image de la 2 CV, le slogan s'inscrit : « L'amour, faut pas en faire une maladie », suivi de la marque du préservatif.

Le spot publicitaire est diffusé à la télévision française à partir du jeudi 2 avril. Il donne plus dans la suggestion et le choc que dans l'image-choc comme c'est le cas aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne.

Ainsi l'a voulu le ministère de la santé qui, en faisant voter la loi du 28 février a autorisé la publicité sur les préservatifs.

Peu utilisés en France, où seulement 7 % des couples y recourent, alors qu'ils sont 37 % en Grande-Bretagne et 70 % au Japon, les préservatifs sont considérés comme un moyen efficace de lutte contre le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles.

Le ministère de la santé s'appuie à mener une campagne de sensibilisation des jeunes aux dangers du SIDA. Le spot publicitaire destiné à la télévision a déjà été diffusé en Belgique avec un slogan différent.

Il a été réalisé par une filiale belge de l'agence française de publicité de Jacques Séguéla.

### Le président Reagan en faveur de l'abstinence

Le président Ronald Reagan s'est prononcé le 1<sup>er</sup> avril en faveur de la prévention et de la morale traditionnelle pour pouvoir lutter contre le SIDA. « ennemi public numéro un » dans le domaine de la santé.

Dans son premier discours important consacré au SIDA, le président des Etats-Unis a déclaré devant une association de médecins de Philadelphie : « Après tout, quand il s'agit de prévenir le SIDA, est-ce que la médecine et la morale n'enseignent pas les mêmes leçons ? »

La veille, M. Reagan avait pris position en faveur d'une éducation sexuelle contre le SIDA dans les écoles. « à condition qu'il soit appris que l'une des réponses [à] cette maladie est l'abstinence ».

Il ne faut pas dire : ce n'est pas comme ça qu'il faut le faire, mais : il ne faut pas le faire. - (AFP, Reuter.)

« Le professeur Gallo a extrêmement horreur » de l'accord franco-américain. - Le professeur Robert Gallo, de l'Institut national américain du cancer, s'est déclaré mercredi « extrêmement horreur » de l'accord franco-américain mettant fin au différend juridico-scientifique qui opposait cet organisme à l'Institut Pasteur à propos du SIDA.

« C'est très simple : c'est une très grande joie. Avec mon équipe, nous avons fait cela au champagne français », a déclaré le professeur Gallo. Mais, a ajouté le célèbre chercheur américain « ce n'était pas un conflit si important que cela. (...) il n'y a pas eu de désaccords réellement sérieux. L'Institut Pasteur aimait avoir des droits. J'étais d'accord depuis le début ».

## FAITS DIVERS

### En Belgique

#### Fusillade au palais de justice de Liège : deux morts

Liège. - Un avocat, M<sup>r</sup> Jacques Henri, et son client, un truand connu, José Cocolito, ont été victimes, mercredi 1<sup>er</sup> avril à midi, d'une fusillade à l'intérieur du palais de justice de Liège. Les plaidoiries venant de se terminer à la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle quand cinq inculpés demandèrent une interruption de séance pour pouvoir aller aux toilettes. A ce moment-là, une jeune femme, vraisemblablement l'amie d'un des truands, se pré-

cipita, une grenade à la main, et donna une arme à l'un des bandits, José Cocolito. Dans un climat de panique, les gendarmes dégainèrent et tirèrent. Les bandits firent-ils de même ? José Cocolito fut tué net, et son avocat, l'ancien bâtonnier, M<sup>r</sup> Jacques Henri, devait décéder quelques heures plus tard. L'autopsie et l'enquête devraient permettre de savoir si l'avocat a été tué par les gendarmes ou par les truands. - (Corresp.)

## ESPACE

### Avec le lancement d'un module de 20 tonnes

#### Les Soviétiques commencent leur mecano spatial

Les Soviétiques s'approprient à armurer leur station orbitale Mir, à bord de laquelle travaillent depuis près de deux mois les cosmonautes Youri Romanenko et Alexandre Lavekine, un module scientifique d'une vingtaine de tonnes (Kvant). Cet ensemble, dont le lancement par une fusée Proton a été effectué mardi 31 mars, devrait rejoindre la station Mir dans le courant du dimanche 5 avril.

L'engin, à bord duquel ont été installés une série d'instruments scientifiques, est le premier élément spécialisé de mecano spatial que les Soviétiques ont développé. Pendant ce temps, les Américains sont empêtrés dans la définition de leur future station spatiale qui ne verra pas le jour avant le milieu des années 90.

Dès le mois d'octobre dernier, au trente-septième Congrès international d'astronautique, d'Innsbruck (Autriche), les Soviétiques avaient annoncé le lancement de ce module en précisant qu'il serait spécialisé dans le domaine des recherches astrophysiques. En effet, quatre télescopes, avec des missions d'observation différentes, sont montés à son bord, dont trois dans le cadre de programmes exécutés en

coopération avec d'autres pays (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne fédérale) et avec l'Agence spatiale européenne (ESA).

Kvant se présente comme un train comprenant une locomotive et trois wagons, d'une masse totale de 20,5 tonnes. La « locomotive » est à l'arrière, jouant le rôle aussi bien de remorqueur que de remorqué. A l'avant se trouve le collier d'amarrage et le sas permettant l'accrochage à la station Mir et le passage des cosmonautes. Ensuite vient le laboratoire proprement dit, suivi du compartiment d'instrumentation scientifique, puis du remorqueur.

Le sas et le laboratoire, d'un volume utile de 40 mètres cubes, sont pressurisés. Dans le sas se trouvent deux hublots de 8 centimètres chacun permettant d'effectuer des observations visuelles, ainsi qu'un petit logement destiné à l'installation d'un télescope à ultra-violet (Glazar), réalisé par les Bulgares. Deux hublots existent dans le laboratoire : l'un de 43 centimètres de diamètre, pour la fixation d'un viseur optique, et l'autre d'un diamètre de 22,8 centimètres, réservé à l'installation d'un instrument d'astrophysique visuelle. - (AFP.)

## Education

### Manifestation d'instituteurs

Plusieurs milliers d'instituteurs ont manifesté, mercredi 1<sup>er</sup> avril à Paris contre le statut des maîtres-enseignants et la dévalorisation de leur métier. Répondant à l'appel de trente sections départementales du Syndicat national des instituteurs (SNI), ils ont défilé de la gare Montparnasse au ministère de l'éducation nationale.

Brandissant des poisons d'avril, les instituteurs ont avancé au son des chansons préparées par les quatre sections de Bretagne qui avaient les premières, appelées à la manifestation. Bien que la coordination nationale des instituteurs en lutte ait officiellement refusé de participer au mouvement, une quinzaine de coordinations départementales s'étaient jointes au défilé.

### Pas de classes le 29 avril et le 6 mai

Les mercredi 29 avril et 6 mai prochains seront jours de congé scolaire. M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, avait prévu, en juillet 1986, de transformer quatre jours de classe, pour respecter le quota de trois cent seize demi-journées de travail prévues par le calendrier scolaire. Le ministre est revenu sur cette décision, estimant que l'augmentation des jours de travail effectués au mois de juin compensait le déséquilibre.

## Religions

### Une réflexion sur la non-violence

Cinq évêques français - Mgrs Faucher (Troyes), Gallot (Evreux), Herbulet (Corbeil), Laocrozier (Belfort) et Rémond (Mission de France) - ainsi que huit mouvements et une soixantaine de personnalités catholiques et protestantes ont lancé, le 1<sup>er</sup> avril, un appel aux chrétiens pour un débat sur l'action non violente. C'est ce même groupe qui, il y a un an, avait publié un document, La paix autrement, réplique du texte Gagner la paix adopté le 8 novembre 1983 par une majorité d'évêques français et qui ne s'opposait pas à la discussion nucléaire.

Une réflexion est proposée par les signataires à tous les chrétiens dans la diversité de leurs opinions et de leurs appartenances confessionnelles. Elle devrait durer de dix-huit mois à deux ans et déboucher sur

## REPÈRES

des « orientations éthiques » adressées aussi bien à des croyants qu'à des non-croyants. Le questionnaire préparatoire est à retirer chez M. Bernard Boudouresques, 80, rue de Rome, 75008 Paris.

## Santé

### M. Jacques Barrot propose que la publicité pour l'alcool soit interdite à toutes les télévisions

M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, député de la Haute-Loire et secrétaire général du CDS, va déposer une proposition de loi interdisant la publicité pour l'alcool à la télévision. Le député a « félicité le gouvernement d'avoir renoncé à la publicité pour l'alcool sur les télévisions publiques, mais il est partisan d'aller plus loin en l'interdisant aussi sur les télévisions privées ».

La proposition de M. Barrot se fonde sur la nécessité d'accroître la prévention en matière de santé à l'heure des difficultés de la Sécurité sociale. Il fait valoir, en outre, que l'interdiction de la publicité pour l'alcool au petit écran bénéficierait à la presse écrite, qui y trouverait des recettes publicitaires supplémentaires.

## Huiles frelatées

### Un accusé propose une démonstration

Lors de l'audience du 1<sup>er</sup> avril, du procès des huiles frelatées, à Madrid, un accusé, Enrique Salomo, a quitté la salle après avoir déclaré : « Je veux consommer cette huile devant la cour pour prouver que ce n'est pas du poison. » Un autre, l'importateur Fernando Bangochea, a affirmé : « J'aurais donné cette huile à mes propres fils sans le moindre inquiétude. » La cour madrilène doit ainsi entendre 38 prévenus accusés d'avoir sciemment trafiqué une huile de coza à usage industriel. Le trafic a causé la mort de 386 personnes (officiellement) et provoqué des lésions irréversibles chez 25 000 personnes au moins. - (Reuters.)

« RECTIFICATIF » : Dans l'article sur le procès des huiles frelatées publié dans le Monde daté du 1<sup>er</sup> avril il fallait lire : « un raffinage clandestin a effacé les traces d'arsenic... tout en le transformant en analyse hautement toxique » et non en aniline comme il était écrit.

Le Monde

# L'EDUCATION

de

## LES LANGUES QUI GAGNENT

## LE PALMARÈS DES « PRÉPAS »

NUMÉRO D'AVRIL 1987  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AU SOMMAIRE D'AVRIL

# Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les 25 ans de la série artistique
- Le Canada pays arctique
- Les timbres de l'Empire
- Cartophilie : les présidents de la République.

LE MONDE DES PHILATELISTES  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

# Société

### La gestion de la Société du Tour de France

## M. Léviton règle ses comptes

Écarté de la direction de la Société du Tour de France par M. Philippe Amaury, directeur de la société qui édite le *Parisien* et l'*Équipe* (le Monde du 27 mars), M. Félix Léviton, assisté de son avocat, M. Jean-Jacques Bertrand, a rompu le silence qui entourait cette affaire pour donner sa version des faits, mercredi 1<sup>er</sup> avril. Il a d'abord rappelé dans quelles conditions Emilien Amaury lui avait demandé de prendre en charge la direction et la gestion de la Société du Tour de France à sa création, en mai 1973.

Les épreuves cyclistes organisées par le groupe de presse étaient alors déficitaires. M. Léviton avait pour mission de les rendre bénéficiaires et avait reçu l'ordre formel d'Emilien Amaury de ne fournir de comptes qu'à lui-même ou au fondé de pouvoir de la société. « Je n'ai pas changé ces habitudes au fil des ans », précise M. Léviton, qui n'était pas payé pour ce mandat mais pour sa fonction de rédacteur en chef du *Parisien*. De 1974 à 1984, le compte d'exploitation aurait fait apparaître 17 millions de francs de bénéfices. En 1985, les recettes du Tour de France devaient atteindre 70 millions de francs et devaient dégager un bénéfice de 14 millions.

Ces derniers temps, M. Léviton reconnaît avoir contesté les nouvelles orientations de M. Philippe Amaury, désireux de faire prendre en charge par la Société du Tour de France trois organisations déficitaires : le *Cross de l'Équipe*, le Tour de France automobile et le futur Rallye Paris-Pékin. « Je refusais la faillite avec l'opération Paris-Pékin, ajoute-t-il. J'ai fait remarquer que nous devions payer 3 millions de dollars au gouvernement chinois pour traverser son territoire, alors que nous touchons, au contraire, 3 millions de Deutsche-marks pour faire partir le Tour de Berlin. »

M. Léviton, qui réside désormais à Cannes, a ensuite évoqué sa convocation, samedi 14 mars, pour s'expliquer devant le conseil de gestion de la Société du Tour de France. A son arrivée, il aurait trouvé un vigile devant la porte de son bureau sur laquelle un verrou avait été posé. Il lui a alors été demandé d'ouvrir les tiroirs de son bureau et les meubles devant un huissier qui a procédé à l'inventaire de tous les documents.

### « Procédés de basse police »

Des investigations menées la veille à la demande de la direction des Editions Amaury auraient, selon le procès-verbal de constat, « révélé l'existence de documents semblant de nature à engager la société en date du 5 janvier 1983, du 4 juin 1984, du 4 juillet 1985, du 2 et du 4 décembre 1986. Ces documents, signés du seul Félix Léviton, cogérant du Tour de France, et de ses cogérants et représentants des Editions Amaury. Les engagements contractuels apparents pris par le seul Félix Léviton mettraient à la charge de la Société du Tour de France un montant de 838 000 dollars et des obligations financières exorbitantes pour l'avenir. »

Avant de passer à l'explication de ces documents, M. Léviton a ajouté qu'on lui aurait alors demandé de répondre par écrit à trois questions également écrites de M. Amaury lui demandant s'il détenait ou s'il avait connaissance de documents, lettres ou contrats touchant aux relations entre la Société du Tour de France et la société BRIC (1) et s'il avait eu des fonctions de participation, des rémunérations ou des contrats

personnels avec les sociétés BRIC, Euroforce (2), TVIP (3) et WTC (4). M. Léviton avait répondu par la négative, aux trois questions. « Tous ces procédés de basse police, résume-t-il, n'avaient des documents qui auraient pu me compromettre en montrant une quelconque appartenance de ma part à la société BRIC. »

Cette société de droit américain, créée et dirigée par M. Philippe Riquois, est, en effet, au centre de l'affaire.

### Un minimum garanti

Depuis 1979, M. Léviton reconnaît avoir été en contact avec M. Riquois qui tentait de le convaincre de l'intérêt et de la rentabilité d'une opération d'expansion du Tour aux Etats-Unis. Mais, en 1981, la direction du groupe Amaury lui avait demandé fermement de ne rien investir sur le territoire américain. Pour démontrer l'impact et l'intérêt de cette opération, M. Riquois a alors décidé de l'organiser lui-même en 1983 avec des partenaires américains et en prenant la Société du Tour de France comme simple conseiller, rémunéré (120 000 francs). Malgré son impact médiatique et populaire, le Tour de France américain s'est soldé par un découvert de 500 000 dollars. « A cause du désistement de Motobécane et de Peugeot », précise M. Léviton.

A la suite du Tour of America qui a mieux fait connaître le cyclisme professionnel aux Etats-Unis, M. Riquois a obtenu de négocier pour la chaîne américaine CBS les droits de retransmission du Tour de France. C'est alors que les diffé-

rentes conventions ont été signées entre la BRIC et la Société du Tour de France. Devant les perspectives de recettes importantes, M. Léviton a accepté, par écrit dans les conventions, de consentir pendant quelques années des « abattements » à M. Riquois, afin de lui permettre de récupérer ses 500 000 dollars perdus dans le Tour of America.

Ainsi, au lieu de reverser à la Société du Tour de France 70 % des droits de retransmission payés par CBS, la société BRIC a seulement régit un minimum garanti de 85 000 dollars la première année et de 50 000 dollars la deuxième. Ayant récupéré ses 500 000 dollars, elle versera dès l'an prochain 280 000 dollars en conservant seulement, au titre d'intermédiaire, 30 % des droits payés par CBS.

Malgré la détermination de leurs rapports, M. Félix Léviton n'exclut pas l'éventualité d'un accord avec les Editions Amaury. Dans le cas contraire, il pourrait engager des actions judiciaires, civiles et pénales. « Je n'attache pas d'importance aux biens matériels, mais je me battrais à mort pour les biens moraux, a-t-il dit. Car j'aspire à vivre en paix mes dernières années. »

GÉRARD ALBOUY.

- (1) Bicycle Race International Corporation (BRIC), qui a organisé le Tour of America en 1983, puis Broadcasting Rights International Corporation (BRIC), qui négocie les droits de retransmission du Tour de France pour la chaîne CBS.
- (2) Société créée par M. Riquois, avec vocation d'installer des affichage français aux Etats-Unis et rapprochement.
- (3) Société qui commercialisera des vidéo-cassettes du prochain Tour de France.
- (4) Société américaine associée à la BRIC.

## Mise au point du groupe Amaury

Dans une mise au point publiée mercredi 1<sup>er</sup> avril, M. Philippe Amaury, président-directeur général des Editions Amaury, cogérant du Tour de France, et M. Jacques Goddet, cogérant du Tour de France, ont répondu en ces termes aux déclarations de M. Léviton :

« Dès 1981, le Parisien libéré, propriétaire du Tour de France, décide, en conseil d'administration, en présence de Félix Léviton, alors administrateur, de n'effectuer aucun engagement financier aux Etats-Unis et demande, au contraire, à Félix Léviton de ne rien négocier d'autre qu'un contrat d'assistance technique qui devait apporter une recette de 120 000 F par an à la Société du Tour de France. »

« En mars 1987, la direction du groupe Amaury et les cogérants du Tour de France découvrent que de nombreux engagements ont été souscrits par M. Félix Léviton seul, qui font peser sur la vie de la société et son avenir des charges exorbitantes. »

« Parmi ces engagements clandestins, l'un d'entre eux a pour effet de faire supporter sans contrepartie à la Société du Tour de France :  
- la totalité des pertes alléguées du Tour of America 1983 : 549 000 dollars ;  
- 139 000 dollars d'intérêts sur cette perte ;  
- 150 000 autres dollars ;  
- soit un total de 838 000 dollars. »

« Après avoir donné le détail des conventions passées avec la BRIC et sa filiale WTC, qui permettent d'arriver à cette somme, le communiqué ajoute :  
« Lors de sa conférence de presse, M. Léviton affirme successivement

et contradictoirement, d'une part, que la Société du Tour de France n'avait pas eu à supporter le moindre cent de déficit provenant du Tour of America, d'autre part, qu'un accord prévoyait une sorte d'abattement consenti à la société BRIC sur les recettes à venir, afin de permettre à celle-ci d'éponger le déficit relatif au Tour of America. »

« Un groupe de communication soucieux de bonne gestion ne peut évidemment pas se satisfaire d'une pareille entorse à la logique et à la comptabilité. Il ne peut pas non plus accepter qu'une pratique abusive du secret masque une désobéissance patente et des fautes de gestion. »

« Enfin, dans une interview au Parisien libéré et à l'Équipe, M. Philippe Amaury déclare notamment, à propos des « anomalies comptables » reprochées à l'administrateur du Tour : « Ce qui apparaît, ce sont des prélèvements effectués sur des recettes de droits de TV. Dans la comptabilité n'apparaissent que les recettes nettes après prélèvement. Nous avons le sentiment que c'est sur ce procédé que l'on a joué pour « durer » dans le temps. »

« Il ajoute : « On a imputé au Tour de France des intérêts, chose curieuse, qui couvrent sur le montant des déficits et un certain nombre de remboursements de frais sur une période allant de 1979 à 1984. »

« En ce qui concerne la négociation des droits de télévision par la société BRIC, M. Philippe Amaury indique : « Nous pensons que c'est au groupe d'exploiter les potentialités qu'il détient. M. Riquois est un bon professionnel, mais il est préférable que ce soit au sein du groupe que se développe l'exploitation des droits des télévisions. »

« Enfin, pour les suites éventuelles de la mise à l'écart de M. Félix Léviton, il note : « Il faut toujours chercher une solution raisonnable », en précisant : « Le communiqué fait état de fautes par rapport à la comptabilité, ce paraît sûr. Sur les questions soulevées, je ne ferai pas de déclaration supplémentaire. »

# Le Carnet du Monde

### Décès

— La famille et les amis de  
**M<sup>me</sup> Camille BRIAND,**  
dite Bryen,  
née Louise André,  
font part de son décès survenu à Paris, le 20 mars 1987, dans sa quatre-vingtième année.

Une bénédiction a été dite lors de la levée du corps, à l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, 75014 Paris, le jeudi 2 avril 1987, à 9 h 45.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse.

Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Véronique Buratti, M. le comte Enrico Buratti et M<sup>me</sup>, leurs enfants et petits-enfants, R. Michel et M<sup>me</sup>, leurs enfants et petits-enfants, ont l'immeuble douleur de faire part de la disparition dramatique de leur très cher mari, fils et grand-père,

**Paolo Romano BURATTI,**  
survenu à Rome, le 3 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt ans.

— M<sup>me</sup> André Cahen, née Hockler, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. André CAHEN,**  
survenu le 24 mars 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue E.-Gandchaux, 75008 Paris.

— M. Pierre Pardoel et M<sup>me</sup>, M. Rieur et M<sup>me</sup>, Angélique, Julien, Alexis Pardoel, ses parents et ses enfants, prient d'assister à la messe qui sera dite le samedi 4 avril, à 11 heures, à Notre-Dame de Beauregard, La Celle-Saint-Cloud, à l'intention de

**François PARDOEL,**  
décédé le 3 mars, à vingt-neuf ans.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**Pompes Funèbres  
Marbrerie  
CAHEN & C<sup>ie</sup>**  
43-20-74-52  
MINITEL per le 11

**Festival  
de Pâques  
Musique et Art Sacré**  
19 AVRIL au 26 AVRIL 1987  
LOURDES

BACH : Messe en Si  
VERDI : Requiem  
FAURÉ : Requiem  
MAHLER : Chant de la terre

Oeuvres de :  
BEETHOVEN - SCHUBERT - WAGNER  
DEBUSSY - RAVEL

Solistes,  
Chœur de l'Université de Bordeaux  
Chœur de Chambre Régional  
Tribus Mich-Pyrenéennes  
Ensemble Instrumental du Conservatoire de Tarbes  
Orchestre Symphonique MAV de Bordeaux

Directeur Artistique : **Karl REDEL**

Renseignements et locations :  
Bureau du Festival  
Office Municipal du Tourisme  
Tél. : 62.94.15.64  
65100 LOURDES

### Erratum

— Dans l'annonce du décès de  
**M<sup>me</sup> veuve Léon CALEF,**  
parue le 31 mars, daté 1<sup>er</sup> avril, il fallait lire 94210 La Verrière.

— Dans l'annonce de messe parue le 31 mars, daté 1<sup>er</sup> avril 1987, à l'intention de

**M. Pierre SAULIÈRE,**  
l'adresse : 6, rue Albert-de-Lapparent concerne la chapelle du Bon-Conseil.

### Anniversaires

— En ce seizième anniversaire du rappel à Dieu de

**Germaine VELLE**  
agrégée de l'Université,  
une pensée est demandée à tous ceux qui gardent son souvenir.

### Communications diverses

— Lycée Voltaire, 75011 Paris. Afin de célébrer dignement le centenaire (1989), nous recherchons tout document antérieur à 1940 et tout témoignage d'anciens élèves diplômés ou non Lycée Voltaire, CDI, 101, avenue de la République, 75011 Paris.

### LÉGION D'HONNEUR

#### Ministère de la défense

Est élevé à la dignité de grand-croix :  
**M. Georges Buis,** général de corps d'armée.  
Sont élevés à la dignité de grand-officier :  
**M<sup>me</sup> Jacques Chevallier,** ingénieur en chef de l'armement ; **Christian Piseau,** lieutenant-colonel.

### CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés  
**LE JOUR MÊME**  
s'ils nous parviennent avant 10 h  
au siège du journal.  
7, rue des Saussaies, 75008 Paris Cedex 08.  
Tél. : 46-66-69-72.  
Renseignements : 46-23-06-61.  
Tarif de la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 68 F  
Abonnés (avec justificatif) ..... 80 F  
Communications diverses ..... 72 F  
Insertion minimum 10 lignes (dont  
4 lignes de blancs). Les lignes en  
capitales grasses sont facturées sur  
la base de deux lignes.

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Télax : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, \* expo le matin de la vente.

### LUNDI 6 AVRIL

S.5-6 - 11 h : Photographie, estampes, tableaux mod. - 14 h 15 : Peintures juives de l'École de Paris. - 21 h : Imp. tableaux et sculpt. mod. - M<sup>me</sup> LOUDMER.

\*S. 12 - Cartes postales. - M<sup>me</sup> MORAND.  
S. 13 - Art nouveau, art déco - M<sup>me</sup> CHAYETTE, CALMELS (expo. sam. 4, dim. 5 de 11 à 18 h, le matin de la vente 11 à 12 h).

### MARDI 7 AVRIL

S. 1 - Estampes et tabl. mod. - M<sup>me</sup> COUTURIER, de NICOLAY.  
S. 2 - Instruments scientifiques - M<sup>me</sup> REHAUD.  
S. 4 - Bel ensemble d'orfèvrerie et objets de vitrine - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déodat, Sietten, experts.  
S.5-6 - Tableaux, symbolisme et du 20<sup>e</sup>. (Expo le 3 av. 18 h à 21 h, les 4, 5, 6 av. 11-18 h, salle 7, le 7 avril, 11 à 12 h, salle 5-6.) - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S.5-6 - A 21 h, imp. œuvres mod. et contemporaines - M<sup>me</sup> BRIEST.  
S. 8 - Livres anciens et modernes - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Méandre (exposition privée chez l'expert sur rendez-vous, librairie Lardanchet, 100, rue de St-Honoré, 75008 Paris. - tél. : (1) 46-66-69-32, les 2 et 3 avril de 14 à 18 h et le jour précédent).

S. 9 - Orient, Extrême-Orient, ethnographie - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
S. 11 - 14 h 15 : Art de l'Islam. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, M<sup>me</sup> Kévorikian, expert.

### MERCREDI 8 AVRIL

\*S.1-7. - (Expo. de 11 à 18 h) à 21 h, tableaux mod. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M<sup>me</sup> LIBERT, CASTOR.  
S. 4 - 14 h 30 : Tableaux modernes. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, M. Marumo, expert.  
S. 10 - Gravures, tableaux, dessins, bibelots, obj. mobiliers, sièges et meubles anciens et de style - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 13 - Tableaux, bijoux, argente. Bas mobilier, 19<sup>e</sup> et de style, tapis - M<sup>me</sup> BOSCHER, cabinet de Fommervant.  
S. 16 - Bib., meub. - M<sup>me</sup> BONDU.

### JEUDI 9 AVRIL

S. 2 - Tabl. anc. et mod., bijoux argée mod., orfèvrerie anc., mobiliers d'époque et style - M<sup>me</sup> MORELLE.  
S.5-6 - Importants tableaux modernes, notamment : E. Bernard, Buffet, Camoin, Casati, Corot, Degas, d'Espagnat, Delcayon, Dufy, Gen Paul, Guillaumin, Laurencin, Lebourg, Le Sidaner, Lucie, H. Martin, Ognin, Renoir, Sérusier, Serraut, Signac, Toulouse-Lautrec, Trouillebert, Utrillo, Valadon - Bronzes de Rodin - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacitti et de Louvenouart, Marchaux, Jeannelle, Brane et Lorencaou, Schaban. (Expo les sam. 4, dim. 5 et mercredi 8 avril de 11 à 18 h.)  
S.5-6 - 21 h : Abstraction des années 50, grands et petits Maîtres. - M<sup>me</sup> Briest.  
S. 8 - A 14 h 15 : Tissus d'ameublement, 200 échantillons du 19<sup>e</sup> siècle de la collect. de M<sup>me</sup> C... - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>me</sup> Daniel.

### VENREDI 10 AVRIL

\*S. 2 - 16 h 30, tapis d'Orient. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthelin.  
S. 3 - Grav. par Fautrier, acquise par Paul Cézanne, toiles Albert Marquet, Gercez - M<sup>me</sup> HOEBANK, COUTURIER.  
S. 4 - Armes, souvenirs historiques. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Deschiron, expert.  
S. 7 - Livres et autographes Guillaume Apollinaire, Marcel Proust. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. (Expo l'Étude du vend. 3 au merc. 8 av. de 14 à 17 h 30.)  
S. 10 - 14 h : Tabl., bib., meub. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
S. 16 - Meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

**ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**  
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-66-87-87.  
BRIEST, 24, avenue Maignan (75008), 42-68-11-30.  
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.  
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.  
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50.  
HOEBANK, COUTURIER, 10, rue Clanchat (75009), 47-70-82-66.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (société) RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-66-61-16.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.  
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
MORAND, 7, rue Ernest-Renan (75015), 47-34-81-13.  
MORELLE, 30, rue Sainte-Anne (75002), 42-96-69-22.  
REHAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

### FOOTBALL

## Les seizièmes de finale de la Coupe de France

### Duels serrés

Hormis la large victoire d'Auxerre (5-0) sur la modeste équipe de Baume-les-Dames (division honneur), les matches aller des seizièmes de finale de la Coupe de France se sont soldés, mercredi 1<sup>er</sup> avril, par des résultats très serrés, ou contraires l'un à l'autre, se mettant à l'abri dans la perspective des matches retour le 7 avril.

Seuls Lyon, vainqueur à Angers (3-2) et Reims à Mulhouse (2-0) ont pris une option sur la qualification.

Monaco (D1) h. Nice (D1) ..... 2-0  
Reims (D1) et Laval (D1) ..... 1-1  
Saint-Etienne (D1) et  
Marseille (D2) ..... 1-0  
Marseille (D1) h. Cannes (D2) ..... 1-0  
Lille (D1) h. Bastia (D2) ..... 2-0  
P-S-G (D1) et Strasbourg (2) ..... 0-0

● HOCKEY SUR GLACE :  
championnats du monde B. - La France s'est inclinée, mercredi 1<sup>er</sup> avril à Caraszi (Italie), face à la Pologne (2 à 6). Après sept journées, elle occupe la cinquième place du classement général.

**Le Monde**  
sur minitel  
**JOUEZ**  
« Êtes-vous une mère juive ? »  
3615 TAPÉZ LEMONDE puis MER.

مسألة الجاهل

صدا عن الوطن

Le Monde
LÉGIION D'HONNEUR
Ministère de la défense
CARNET DU MONDE
nouveau Drouot

Le Monde
DES LIVRES

Calaferte
le passager clandestin

Il écrit depuis 1952, et, malgré un public fidèle, reste trop peu connu. Mais Louis Calaferte se plaît à écrire.



Louis Calaferte vu par J.-P. FERRAN.

Après treize livres de récits, trois recueils de poèmes, sept pièces de théâtre, trois volumes de carnets intimes et d'entretiens, Louis Calaferte, cinquante-huit ans, un passager clandestin de la littérature française contemporaine. Il n'en conçoit aucune aigreur, sachant qu'il possède un public de lecteurs et qu'il n'est pas le pour des raisons subalternes, hasards publicitaires ou médiatiques. « Il puts, dit-il, j'aime la littérature sacrée ». Ce sont plutôt ceux qui ne le connaissent pas qui manquent quelque chose. Pour ceux-ci, il écrit de bon wagon d'abord l'œuvre rigoureuse et sans concessions de Calaferte avec son premier ouvrage, Promenade dans un parc, deux cents pages de courts récits - rarement plus de deux pages, parfois une demi-page seulement.

Dans cette singulière « promenade », Calaferte laisse libre cours à son penchant pour l'humilité, la simplicité et la désespérance nue - sans lamentations. Sans jamais se départir d'un ton calme et sec, celui du constat, il peint un monde terrible, succession d'univers fermés, sortes de colonies pénitentiaires dont les habitants sont des victimes, à un titre ou à un autre, subissant en silence, avec abnégation parfois, leurs destinées désastreuses.

Curieux itinéraire

Au terme de ce petit livre, au style sans une scorie, sans une boursofflure, on ne saurait qu'avoir envie de remonter le cours du long et curieux itinéraire de Louis Calaferte. Découvert en 1931 par Joseph Julliard, il fut, dans son premier livre, Requiem aux innocents, loué par les plus grands critiques. Avec cette œuvre qu'ont les éditeurs de vouloir prolonger un succès, explique aujourd'hui Calaferte, j'ai publié en 1953 un très mauvais texte. Partage des

vivants (1). Entre-temps j'avais déjà quitté Paris pour Lyon, d'où j'étais arrivé en 1946, parce que, vraiment, me balader dans les salons littéraires et chez les marquis, je trouvais ça sans intérêt.

C'est en 1950 seulement qu'il publiera Septentrion (2), qui sera interdit. « Cela m'a cassé - pour des années Septentrion a été interdit en 1950 par Gérard Bourgas. J'étais chez Oswald depuis 1968, mais Bourgasier est le premier éditeur que je rencontre depuis Joseph Julliard. Le reste, c'étaient des gestionnaires. Depuis 1968 paraissent aussi les Carnets, que j'ai commencés en 1956, par pure vanité, parce que je n'avais pas réussi à écrire mon journal intime quelques années auparavant.

« Moi, mon truc, c'est d'écrire, dit simplement Calaferte. J'écris quatre ans, alors que je travaillais dans une usine de piles, je savais que je devais écrire, sans savoir ce que c'était. Je n'étais pas que quelques livres que je publiais, n'importe quoi. Ce que je veux, c'est écrire sans compromission - en bouffer. Je ne suis pas préoccupé de reconnaissance. Je ne veux pas convaincre les foules. Ce qui m'a tiré de la communication, parait-il. Mais moi, la communication, je m'en fous.

Le dernier « crime » de Mrs James

En relisant les fils du roman policier et du roman tout court, cette femme de lettres anglaise marque la fin d'une rupture datant de Conan Doyle

par JACQUES ROUBAUD (\*)

TOUT bon roman policier de l'espèce dite classique qui mettra au jeu deux personnages principaux : l'un caché, privé, celui du crime ; l'autre, public, celui de la découverte du meurtrier, celui de la victime. C'est sur la qualité émotionnelle de ces romans que repose presque entièrement le succès du livre. Beaucoup plus intéressants que sur le moment final, troisième, où le public est privé de rejoindre, avec la révélation du criminel.

Mrs James, dans son dernier roman, ne fait pas. Elle nous met tout de suite en présence des victimes (il y en a deux). Elle nous impose seulement un bref parcours préliminaire : suivre les deux hommes innocents de la révélation du meurtre - une vieille femme, Miss Emily Wharton et un enfant de dix ans, Charles Wilkes - dans leur marche vers l'image de l'inspecteur qui les attend. Cette marche - intensifiée à nos regards de lecteur par ce que nous savons qu'un lieu sont les victimes - les amène dans un lieu inoubliable, obscur : un tunnel que franchit le chemin au bord du canal, inquiétant, silencieux, humide avec « le clapotis de l'eau contre le quai et le bruit des gouttes qui tombent lentement de la voûte ». C'est un lieu caché, désert, privé, un beau milieu pour la grande ville publique, Londres. Evidemment, ce chemin initial de nos yeux n'est pas innocent; il mène presque cinq pages denses pour l'évoquer.

C'est le dixième roman de l'auteur, que les couvertures de livres annoncent comme P.D. James, à l'américaine, mais qui est anglaise, une anglaise (qu'on ne se trompe pas, c'est un compliment) : c'est le cinquième qui voit le jour en français. Vers le milieu de son livre, P.D. James a introduit, à la Hitchcock, une sorte d'élément d'elle-même : une photographie de Sarah Berowne, la fille de la victime principale, et Paul Berowne, représenté « grand-mère.

Le détective, une nouvelle grande figure de la longue galaxie des découvreurs de meurtriers, est un inspecteur de Scotland Yard, Adam Dalgleish. Je l'ai particulièrement aimé car il a une activité extra-professionnelle un peu surprenante : c'est un poète. C'est un poète publié, pas un amateur. On pourrait même comme preuve de l'immense talent de P.D. James le fait qu'elle arrive à rendre crédible la poésie d'Adam Dalgleish (sans le dire d'ailleurs). En fait, la poésie de Dalgleish est crédible parce qu'il est, globalement, crédible. En tant que personnage de roman en tant que personnage du roman policier.

(Lire la suite page 16.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Romain Gary, de Dominique Bona

La vie derrière soi

Quand la nouvelle du suicide de Gary arriva en décembre 1980, avec la violence du coup de revolver qui a mis fin à sa vie et à son œuvre, l'émotion qui vient à tous est : quel destin romanesque ! Et quelle biographie, un jour, sera écrite !

Il en va des récits de vies bien remplies comme de tous les grands sujets : il ne faut pas les manquer, sous peine d'être à la mesure du propos. Dominique Bona doit être félicitée de venir la première, et de se montrer parfaitement à la hauteur d'une tâche périlleuse. Il est absurde d'imaginer les récits des hommes disparus devant leurs portraits, si Gary était du genre il ne pas supporter le moindre image de lui qu'il ne contraindre ou contrefaçonner personnellement, mais quand on l'a connu, on peut dire que la fidélité est là, notamment à sa crise d'identité, exaspérée plus qu'apaisée, dans l'action héroïque puis dans la forge de l'imaginaire.

Première réussite de la romancière qu'est Dominique Bona (Les Heures volées, Marianne de France, 1981) : elle entre dans le vif du sujet en commençant avec l'arrivée des Kacew à Nice vers les années 30, au lieu de nous bassiner, comme tant de biographes, avec des nuées d'ancêtres et des causes lointaines. Il est vrai que l'arbre généalogique du petit Romain est simplifié à l'extrême : côté paternel, en l'absence de géniteur avéré, de la fiction - déjà ! - autour d'un acteur du muet, le beau Mojsoukine, dont le jeune Kacew, les photos en témoignent, arbore les yeux bleu délavé et des pommettes cuivrées de Mongol...

La suite, en particulier l'amour fou de sa mère Nina, la théâtrale-couturière aux yeux verts qui rêve, à Moscou, Varsovie puis Nice, d'un fils diplomate français, Gary l'a splendidement romancé dans la Promesse de l'été. C'est le temps où le futur Ajar enchaîne sur l'ambition maternelle d'intégration, d'appartenance et d'aisance. La révolution russe, l'antisémitisme, la pauvreté sont gommées au profit de l'apprentissage d'un homme du monde. La revendication des origines viendra que tard, mais déchirante...

On imagine quelles colères terribles inspireraient à ce gaulliste chevronné et « minoritaire-né » les actuels projets sur le code de nationalité. N'est-il pas l'exemple même du métèque qui a mérité son amour de la France ? Sa naturalisation arrive

en 1935 et, avec elle, le brevet, somme plus aspiré, d'écrivain français : la publication d'une première œuvre dans un Gringore gros, mais qui, seulement, du moins, n'est pas qui y a souffert sous l'Occupation.

Dans l'armée de l'air, où il brigue des galons, il n'est pas exclu que la consonance de son nom lui coûte de l'avancement. Mais la guerre est moins regardante. On sera bien obligé de le remarquer, et de le décorer largement, le bombardier FFL aux commandes dans un combat, dont trois sœurs au tapis. Dans le cadre romanesque, le capitaine Kacew, rebaptisé Gary - en russe : « brûle ! », à l'impératif - écrit l'Education européenne et fait provision de manne romanesque, notamment en Afrique, d'où il tirera le Goncourt 1956, Les Femmes du sud.

En sa conduite héroïque, il ne dira ni ne tirera rien, mais une année l'attend au Quai d'Orsay, où on lui fera payer son charme un rien cabotin, d'un côté, et son cow-boy et son franc-parler peu diplomatique. Il sera consul à Mexico, à Berne, porte-parole à l'ONU, à Los Angeles, autant qu'à Hollywood, sous l'œil de Murville s'opposera toujours à lui qu'on lui confie une mission : une question de longueur de cheveux, dirait-on, comme si l'emploi exigeait un physique de super-héros...

Entre-temps, il a écrit plusieurs romans remarquables et épousé Lesley Blanch, elle-même auteur à succès. En 1959, surviennent l'amour et le drame de sa vie : Jean Seberg, vedette française du Preminger et de Godard, la gamine au nez d'Australie soufflé, à la langue platine. Au calme relatif de la diplomatie succèdent les tournages, les succès coupés d'échecs, un particulier celui, cuisant, de Les Femmes du sud mourir au Pérou, avec Jean.

ENCORE un passage aux « affaires », le temps de s'opposer à la censure cinématographique voulue par ses amis gaullistes. Et Gary connaît à nouveau l'insécurité des artistes les plus fidèles. Deux points d'ancrage : Jean, leur fils Diego, et les succès littéraires sous le soleil de Méditerranée, à Roquebrune, Mykonos et Majorque. Le héros de la France libre et le haut fonctionnaire se retrouvent dans le feu brûlé d'éternel gitan.

(Lire la suite page 14.)

Un ouvrage de référence pour les prochaines décennies qui rend compte du conflit de longue durée qui s'étendit presque tout l'espace européen, qui se situa au cœur de la "crise générale du XVIIe siècle" et où se forgea l'Europe de la seconde partie des Temps modernes.
Aubier

A LA VITRINE

ART

Matisse

l'apparente

facilité

On savait, semble-t-il, tout sur Matisse, et voilà que, par une des nombreuses surprises de l'édition, un livre vient renouveler notre vision. Lydia Delatorckaya, qui vécut pendant vingt-deux ans dans l'ombre de l'artiste comme aide...

A parcourir ce journal « illustré », on suit au fil des pages l'évolution des différents thèmes abordés par Matisse. Il s'agit d'un véritable carnet des états de la peinture, où l'on peut, par exemple, en détailant les vingt-quatre variations du Grand nu couché de 1935, découvrir les efforts successifs de reconstruction des formes.

BERTRAND RAISSON.

HENRI MATISSE, de Lydia Delatorckaya. Adrien Maeght éditeur, 27 p., 580 F.

Peindre

sous Pétain

A l'histoire de Vichy et de l'occupation allemande, il manquait le chapitre des événements artistiques. Laurence Bertrand-Dorléac l'a écrit, sans complaisance et méthodiquement. Résultat : un livre incontournable et « navrant » qui décrit par le menu l'effacement officiel des autorités et de la presse collabore.

JEUNESSE

Laissez-les lire !

Les lectures de nos enfants, parlons-en ! La protection de l'enfance, parlons-en ! Hélas, le sujet, qui devrait intéresser le grand public - et pas uniquement les parents - est délaissé.

Qui a pu croire que M. Pasqua voulait vraiment inscrire Gel Piel, Photo ou Penthouse en vertu de la loi de 1949, sur les publications destinées à la jeunesse ?... Depuis la dernière rentrée scolaire, on a pu voir s'amplifier un mouvement qui accuse sans détour les éditeurs, les bibliothécaires, les éducateurs d'avoir formé un complot pour priver la jeunesse de France.

« Laissez-les lire ! », dit Geneviève Patte (1). S'adressant aux bibliothécaires trop directs, elle leur conseille de faire confiance aux enfants en ne cherchant pas à les protéger contre ce qui est une gêne pour soi-même... Laissez-les lire !, n-est-on envie de répéter à tous les censeurs en bourgeois.

La bataille des tartufes, toujours recommencée, a trouvé son maillon faible : les enfants. C'est à la liberté qu'ils s'en prennent en ayant l'air d'alerter les parents, le plus souvent ignorants des lectures de leurs enfants et, comme il se doit, débordants de désir de bien faire.

« Un esprit souillé au cours de l'enfance ne peut plus jamais retrouver sa pureté. Et jusqu'à ce jour je n'aurais eu aucune incantation contre les gardiens déloyaux de ma jeunesse qui non seulement m'ont permis, mais m'ont même poussé à lire en entier... une Bible non expurgée avant l'âge de quinze ans. Personne ne peut passer par là et retrouver ensuite un souffle pur et suave de ce côté-ci de la tombe. » Cet adulateur indigné se nomme Mark Twain.

NICOLE ZAND.

(1) Geneviève Patte, Laissez-les lire ! Les enfants et les bibliothécaires. Nouvelles Éditions Carrière revue et mise à jour (maillonnées sans index). Éditions Carrière, 360 p., 88 F.

NOUVELLES

La tendresse

impitoyable

de Catherine Lépront

Ludvine Sentillegue est une vieille demoiselle au maigre chignon qui sent « le foin », l'égérie. Son frère, Vianney, le clerc de notaire, ne sait plus trop ce qui, en elle, l'irrite le plus : ses images pleuses, ses bains de pieds dans une bassine en émail ou la façon dont, débranchant son Sonotone, elle se coupe à volonté du monde extérieur.

Après trois romans remarquables, Catherine Lépront montre, sur la courte distance de la nouvelle, la même précision, la même acuité du regard. Quelques traits lui suffisent pour croquer les personnages, quelques notations pour suggérer une atmosphère : le maître métallique avec lequel un ébéniste mesure une mourante, l'« odeur de poudre, de plumes et de sang » de la Paris de chasse au bord de la mer qui donne son titre au recueil...

C'est la province, une région maritime du côté de la Charente, avec des ports, des cabanes d'ostréiculteurs, et l'omnibus Poitiers-La Rochelle. A travers quelques lieux, un foyer de jeunes travailleurs, un hôpital, une salle des ventes, l'auteur, bien loin d'évoquer en demi-teintes la grisaille de vies modestes, épingle impitoyablement les passions : respect, soumission, ennui.

Dans ses huit courts récits, Catherine Lépront montre le moment où des êtres se désolent. Avec le désespoir, elle peint les victimes (le commissaire-priseur rongé par une hantise, le contrôleur puni d'avoir été autrefois trop humain), ceux qui, comme l'Anglais aux chaussures jaunes) tentent de ruiner le malheur, celles qui y parviennent (Emma la lingère que l'amour arrache à l'obsession de la pointeuse, ou Jeanne Bourgeois qui, sur une place déserte, danse pour quelques vagabonds), et qui, même, par raccroc, parviennent à voler leur part de liberté et de rêve.

MONIQUE PÉTILLON.

★ PARTIE DE CHASSE AU BORD DE LA MER, de Catherine Lépront, Gallimard, 174 p., 70 F.

ROMANS

Les gouffres

de Guy Darol

Le Couloir, le premier roman du poète Guy Darol (1), est une épopée dans les gouffres d'un homme qui, un matin, s'est libéré de son âge, de son nom et de sa mémoire. Malheureusement, au lieu de se sentir soulagé de ces fardeaux inutile, il se croit gommé de la vie et décide de se réintégrer dans le monde afin de donner un sens aux trois mots - vide, néant, rien - qui constituent son seul et unique programme pour les journées à venir.

Guy Darol joue d'une écriture à l'élégance aussi rare que le vocabulaire qu'il se plaît à employer, comme pour brouiller un peu trop faciles d'accès. Ce « voyage autour de ma chambre » revisité par un auteur conscient que les mots sont des bouées de sauvetage parées, est d'une noirceur réconfortante... car il est toujours agréable de trouver quelqu'un qui va plus mal que soi.

Néanmoins, le narrateur finira par traverser le miroir pour aller se perdre dans les rues de Paris. Mais le Paris de Darol ne doit rien aux guides touristiques puisqu'on y trouve une avenue Stève-Masson (André Hérold pour les intimes), une place Stanislas-Rodanski et une place Jacques-Rigaut, où, bien sûr, se trouve la Banque Agence générale du suicide. Une ville où le mort s'achèterait comme une dernière friandise ne saurait être tout à fait inhabitable, estime Guy Darol, qui, avec ce beau texte, communique à sa manière ce que Luc Deleury appelle le « bonheur des morts ».

PIERRE DRACHLINE.

★ LE COULOIR, de Guy Darol, La Castor astral, BP 53402 Talence Cedex, 139 p., 68 F.

La révolte

de Claude Courchay

Claude Courchay, qui se voulait globe-trotter infatigable, nomade sans roulotte, attache désormais au thème du retour une importance quasi fétichiste. Vous trouvez, dans Avril est un mois cruel, les qualités habituelles, trop habituelles peut-être, de Courchay : une désinvolture trieste, un mal-être, un sens de la révolte toujours perceptible derrière une résignation de façade. C'est une fois encore dans le Sud que s'effectue le retour cher à l'auteur. C'est près de Digne, dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans un paysage sévère, que Courchay orchestre son concerto de la vengeance.

Jean, le narrateur, revenant du Liban, où il servait dans les troupes parachutistes de la FINUL, se fait une joie de retrouver Anne, sa jeune sœur de dix-huit ans, dans la ferme du vieil oncle qui les a élevés. Dès qu'il arrive au village, il apprend qu'Anne est à l'hôpital de Digne.

Elle est dans un tel état de choc qu'il ne pourra lui parler : elle se suicidera à l'hôpital. Alors, Jean, n'aura de cesse que de retrouver sa sœur. Par-delà la tragédie d'Anne, c'est toute une région, naguère

LES ÉTATS-UNIS DU SUD ET LA CONSCIENCE DE L'HUMAIN

ÉDITIONS SEDES 70 F

EN POCHÉ

La collection « Biblio-Essais » du Livre de poche reprend deux courts essais d'Emmanuel Lévinas, précédemment parus chez Fata Morgana : Humanisme de l'autre homme (n° 4058) et Noms propres (n° 4059), où, de Kierkegaard à Roger Laporte, Lévinas nomme et commente des penseurs qui lui sont proches.

Toujours à propos d'E. Lévinas, un volume de la collection « Qui êtes-vous ? », aux Éditions de la Manufacture, réalisé par Françoise Poirié, fournit une approche de l'œuvre du philosophe. Avec des entretiens et des photographies inédites.

Dans la même collection, un volume de Pierre-Olivier Walter sur le poète des Contraintes, Paul-Jean Toulet.

Henry James, Edgar Poe, Rimbaud... sont les auteurs sur lesquels s'est appuyé Tzvetan Todorov pour approcher la Notion de littérature (« Points »-Seuil, n° 188).

En « Points »-Sciences, Ivar Ekeland examine les « figures du temps de Kepler à René Thom » dans le Calcul, l'imprévu, essai publié pour la première fois en 1984.

La collection « Folio-Essais » a inscrit quatre nouveaux titres à son catalogue : Histoire et utopie, de Cioran (n° 53) ; Les Tarahumaras, d'Artaud (n° 52), et enfin Sigmund Freud présenté par lui-même, où le médecin viennois se son propre destin à celui de la psychanalyse (n° 54) ; Condorcet, l'instruction publique et la naissance du citoyen, de Catherine Kintzler (n° 55).

Une belle édition des Crimes de l'Amour, du marquis de Sade, due à Michel Delon (n° 1817). Outre la célèbre Idée sur les romans, ce volume contient Eugénie de Framel, nouvelle tragique, que l'on peut considérer comme l'un des sommets de l'œuvre sadéenne.

Dans la même collection, Victor-Henry Debouret présente en deux volumes le Théâtre complet d'Aristophane (n° 1788 et 1790).

Apparition et autres contes d'aragoise fait suite à un premier volume comprenant les nouvelles de Méaupassant qui appartiennent à cette catégorie ; édition établie par Antonia Fonyl (« GF »-Flammarion, n° 417).

superbe dans son isolement, semble condamné. Le milieu marécageux de la sagesse s'y implante, avec son cortège de diables. Le narrateur découvre que les lieux de son enfance ont, en fait, été profonds. Et, en fait, Courchay soutient le récit d'un bout à l'autre.

FRANTZ-ANDRÉ BURGNET.

★ AVRIL EST UN MOIS CRUEL, de Claude Courchay. Albin-Michel, 273 p., 85 F.

POÉSIE/PHOTO

Pas de deux

Observateur fin et passionné, collectionneur, coordinateur de la revue Clichés, critique, ardent éditeur de Jan Saudek et auteur d'un livre intitulé Voyons voir, Franck Borhan - on pouvait s'en douter - et la tenue de ses écrits - est aussi et avant tout poète.

Homme de plume, nourri de ses dians, il n'a pas laissé inspirer par les nus, d'une forte présence physique, de la photographie américaine Franck Borhan. Franck par l'écrit partagé d'une double expression, image et mots s'attirent, s'enlacent ou se repoussent, improvisant un jeu de deux visuels. Le désir est au cœur de ce dialogue secret. Silencieux, les mots donnent à voir ce que taisent les images. Voluptueux, le grain des tirages - poils et peau - frémissent sous l'apparente pudeur des sentiments, révèle à la lumière le tumultueux tracas, les attachements inassouvis d'un rêve éveillé.

Élégamment conçu, dans un format où le texte, bilingue, critique, s'équilibre au regard de l'ouvrage original, ce recueil de 1 000 exemplaires, inaugure une collection intitulée « Recueil ». Produite par Paris Audiovisuel, dirigée par Jean-Luc Montarossa, elle se propose une fois l'an de rénover et d'enrichir par un biais inattendu l'édition photographique.

PATRICK ROEGERS.

★ ENTRE DEUX, poèmes de Franck Borhan, 28 photographies d'Ernestine Ruben, traductions de Franck Borhan, d'Alain Ehrenzweig et Simon Edwards, éd. Paris Audiovisuel, 210 F.

Les photographies de cet ouvrage sont exposées à la Bibliothèque de la Chambre claire, 14, rue Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>, jusqu'au 30 mai.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Dans la stock, on par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

AVRIL 1987 - N° 241

Conan Doyle

Sherlock Holmes vu par Umberto Eco, Graham Greene, Cabrera Infante, Basil Rathbone, René Rouven, Les pastiches, par Francis Lacassin. Les romans historiques, par Anthony Burgess. Le cycle des contes, par Jean-Sébastien Barron. Une bio-bibliographie. Des inédits de Conan Doyle.

Portrait : Elle Wiesel

En vente chez votre marchand de journaux : 24 F

OFFRE SPÉCIALE

8 numéros : 84 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- George Orwell
Blaise Cendrars
Didierot
Antonin Artaud
Foucault
Géopolitique et stratégie
La littérature et le mal
Raymond Chandler
Fernand Braudel
90 ans de surréalisme
Victor Hugo
François Mauriac
Spécial Japon (numéro double)
Les enjeux de la biologie
Variété des écrivains
Michaux
La littérature et l'exil
Henry James
Lévi-Strauss
Les littératures du Nord
Dix ans de philosophie en France
Michel Tournier
La France fin de siècle
Raymond Queneau
Georges Dumézil
Londres des écrivains
Beckett
Les écrivains de l'Apocalypse

Nom :
Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saules-Pères 75007 Paris Tél. : 45-44-14-81

Été 1936
Plus tôt Hitler que Blum...
Quand l'Histoire nous renvoie au présent...
LA GUERRE D'ESPAGNE COMMENCE
JULY OLYMPIQUES A BERLIN
Alfred Grosser
LE NAZISME
Zoe Sternhell
LA DROITE NÉGALCHE

سوزا في الحان

DU LIBRAIRE

POÉSIE

Les chemins

d'Andrée Chedid

En 1950, Andrée Chedid publiait chez Guy Lévis Mano son second recueil intitulé Textes pour un poème. Elle reprend aujourd'hui ce livre et sept autres (1), depuis longtemps épuisés, en un seul volume. « Les gues-espans de l'événement et du temps, qui tentent d'enseigner chacun entre les parois de l'âge, des frontières, du milieu social, de limiter l'être, la personne, l'identité première, sont très vite balayés par les souffles de la poésie », écrit Andrée Chedid pour qui la poésie, inouïe, déjouant les apparences, les vérités du moment, ne pèse pas devant la vie, mais la multiplie.



Les poèmes d'Andrée Chedid baignent dans une sorte de clair-de-nuit, une lumière venue d'un autre horizon. Ils sont impudiques, accessibles à tous, et il faut, si ce n'est déjà fait, les découvrir et célébrer, avec Andrée Chedid les épousailles de l'eau et du feu, les tendresses et les colères mêlées; dans un univers qu'enfin, la logique laisse en repos...

P. Dra. \* TEXTES POUR UN POÈME d'Andrée Chedid, Flammarion, 304 p., 95 F.

(1) Textes pour une figure (1949), éditions du Pré aux Clercs; Textes pour le vivant (1953), Textes pour la terre éternelle (1955), Textes regardés (1957), Seul, le visage (1960), Double-Feuil (1965), G.L.M.; Contre-Chant (1969), Flammarion.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CINÉMA

Rudolf Kurtz: Expressionnisme et cinéma. Paru en 1926, devenu aussitôt un classique qui fait autorité, cet ouvrage a inspiré Lotte H. Eisner pour son Essai d'expressionnisme. Traduit de l'allemand par Pascale Godenir. Préface de Jean-Michel Palmier. Presses universitaires de Grenoble, 199 p., 95 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Wole Soyinka: Une anomalie d'anomie. Selon le Petit Robert, « anomalie » désigne « l'absence d'organisation naturelle ou légale ». Cet état d'anarchie est le cadre du deuxième roman traduit en français de Wole Soyinka, écrivain nigérian, prix Nobel de littérature en 1986. Traduit de l'anglais par Etienne Galle. (Belfond, 328 p., 98 F.) Parait également le texte du discours de Stockholm, prononcé par l'écrivain lors de la remise du prix Nobel. Ce texte, dont le titre est Que son passé parle à son présent, est dédié à Nelson Mandela. (Belfond, 56 p., 49 F.)

LITTÉRATURE

Comte de Gobineau: Œuvres. Tome III. Les Nouvelles asiatiques, les scènes historiques de la Renaissance et enfin les Pléiades, ce beau roman qui est comme une dernière leçon du romantisme. Édition publiée sous la direction de Jean Gaulmier. Avec, pour ce volume, la collaboration de Jean Boisseul et de Marie-Louise Concasty. (Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1 480 p., 310 F, jusqu'au 31 mai, puis 340 F.)

PHILOSOPHIE

Pierre Chouan: La Liberté. « En vérité, qu'est-ce que la Liberté? La Liberté n'est rien. La Liberté est tout. Elle est l'essence de l'être, l'accent de l'existence, l'attribut essentiel de Dieu. » Cette « idée-force » de Eberst, Pierre Chouan l'écrivait aussi bien dans le Ciel que sur la Terre, dans notre passé que dans notre avenir. (Payot, 318 p., 98 F.)

POÉSIE

Ghéraïn Luca: Théâtre de bouche. Ce Théâtre arrangé par Ghéraïn Luca, poète surréaliste roumain d'expression française, joue des mots et se laisse jouer par eux: « Que l'océan/soit nous andalouses plus/Où il ne tisse plus/soit toile d'art/où règne la mire/Soit toile d'araignée de mir/cosmose et immanence/Orde d'une étouffante hantise/L'eau sale qui nous enfante. » (José Corti, 80 p., 70 F.; d'autres titres de G. Luca sont disponibles chez le même éditeur.)

POLITIQUE

Annie Lauriant et Antoine Basbous: Guerres secrètes au Liban. Auteurs d'une thèse soutenue

en Sorbonne sur le Liban et son voisinage, Annie Lauriant et Antoine Basbous analysent les facteurs qui ont conduit le Liban dans cette guerre intérieure et extérieure et qui maintiennent ce pays dans ce qui semble être un drame sans issue. (Gallimard, 372 p., 95 F.)

Groupement pour les droits des minorités: Les Balkans. Fondé en 1978 et présidé par Gérard Chelard, le Groupement pour les droits des minorités (GDM) s'attache à « l'information » l'intervention au service des minorités ethniques, culturelles et religieuses de l'ensemble du monde. La présente monographie, établie par Dimitri T. Anafis, fournit un ensemble d'informations et de chiffres sur le problème des nationalités dans les Balkans. (GDM, 68, rue de Babylone, 75007 Paris, 74 p., 40 F.)

ROMANS

Fouzi Assaad: Des enfants et des chats. Par l'auteur de la mémorable Égyptienne (Mercur de France), l'héritière d'une famille riche depuis le village au début du siècle jusqu'à l'exil d'aujourd'hui outre-Atlantique. Une plongée dans le foisonnant société égyptienne. Ce livre vient d'obtenir le Prix des écrivains de Genève. (Ed. Favre, Lausanne. Diff.: 2, rue du Sabot, 75008 Paris, 244 p., 84 F.)

André Fraigneau: L'Amour vagabond. Inspirateur et mentor des « Hussards » (Nimier, Lauriant, Déon...), André Fraigneau a publié ce roman d'aventure sentimentale et picaresque (A. Blondin), en 1956. Jean Cocteau dans l'une des deux lettres reproduites dans cette réédition, comparait l'histoire de Fraigneau à celle d'une « machine à rêves » circulant « entre le bleu frivole d'une étoffe et les ombres rapées du cœur. » (La Rochelle, 280 p., 88 F.)

THEATRE

Patrice Pavis: Dictionnaire du théâtre. Dans la deuxième édition de ce dictionnaire entièrement révisé et considérablement augmenté, Patrice Pavis trace « quelques pistes et circuits dans un paysage critique fort touffu. » (Masseton-Éditions sociales, rééd., 478 p., relié.)

VOYAGES

Jean Cau: Sévillanes. Les contrastes violents, les couleurs et les odeurs, le tauromanie, la Semaine sainte... constituent quelques-uns des attraits que Séville et l'Andalousie exercent sur Jean Cau. A l'exemple de Goya, Cau peint ses caprices avec fougue. (Julliard, 222 p., 80 F.)

La mort de Mario Formenton

Mario Formenton, le président de Mondadori, l'un des « grands » de l'édition italienne, est mort le 29 mars à l'hôpital de Villejuif. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Il y a des mariages exceptionnellement réussis. Celui de Mario Formenton avec Cristina Mondadori, la fille du « Gallimard italien », fut une bénédiction pour l'éditeur de Segrate. Quand Formenton, qui est entré chez Mondadori en 1961, persuadé un beau-père de lui céder les rênes en 1982, la prestigieuse maison milanaise est dans une passe très difficile. Elle a engagé — et perdu — une partie de bras de fer avec Silvio Berlusconi pour le contrôle de

la chaîne RAI. Rétroscopiquement, l'affrontement a coûté à Mondadori des dizaines de milliards de lire. En cinq ans, appauvri par la réserve par le « vecchio Mondadori », Formenton a réalisé un redressement spectaculaire: en 1986, pour un chiffre d'affaires de 1 200 milliards de lire (5,5 milliards de francs), Mondadori a enregistré un bénéfice net de 11 milliards de lire. Mario Formenton, qui était également le vice-président du quotidien la Repubblica, est mort des suites d'une opération tentée pour combattre un cancer du foie. P.L.

Un témoignage sur Pierre Andreu

Après la mort de Pierre Andreu (« Le Monde » du 28 mars), M. Claude Dubois nous a fait parvenir ce témoignage: Depuis longtemps, Pierre Andreu avait jeté aux vents les oripeaux de l'engagement politique. Il était nu, mais avec sa conscience, et des valeurs dont il ne se départit jamais: l'amitié, l'ironie féroce du faible envers les puissants entraînant son goût si prononcé pour les parias, les victimes précédemment des puissants et de leurs idéologies; je n'en tiendrais à Céline et à Drieu La

Rochelle... Les années avaient pu passer, Pierre Andreu n'avait rien perdu. Qu'il ait eu, ces dernières années, de la sympathie pour les thèses de « l'écologie de gauche » — expression qu'il conviendrait de définir — n'était pour lui que la meilleure façon, concernant Paris par exemple, qui revenait si souvent dans nos conversations, de défendre le menu peuple de la capitale que, depuis 1960, il avait vu spolier et exproprié, du fait des princes et de leurs sbires... Je me rappelle Pierre Andreu me parlant des concierges de la Montagne-Sainte-Genève assises sur le pas de leur porte les soirs d'été, la fraîche, dans les années 50... Pierre Andreu fut l'individu pris au miroir aux alouettes des idées fourbes et mensongères de droite comme de gauche, mais soucieux de rester moralement droit, moralement intègre, quels qu'aient été les régimes. Pour les jeunes auteurs, la porte de Pierre Andreu était toujours ouverte; il savait dispenser les conseils, remonter les ardeurs, autant qu'il était prêt à combattre l'injustice... personnellement, ne l'aura oublié à France-Culture.

EN BREF

Le prix des Ambassadeurs a été décerné cette année à PIERRE GRIMAL, historien de l'antiquité romaine, pour sa biographie de Cléon (Payot).

Le prix Cazes 1987 est allé à JOËL SCHMIDT pour son livre Les Lettres, publié chez Perrin (« Le Monde des Livres » du 27 mars).

Franco-Culture retransmettra le 4 avril à partir de 14 h, en direct de Halli, une série d'émissions sur LA CULTURE HAÏTIENNE. D. Salles, Tahar Ben Jelloun et J.M.C. Le Clézio participeront, avec de nombreux écrivains haïtiens, à cette journée exceptionnelle.

Dans le cadre de la Semaine de littérature algérienne d'expression française, FÉRVIN ABERER-RAHMANE LOUMES sera l'invité de la ville de Choisy-le-Roi du 5 au 10 avril. Il participera ensuite, du 11 au 15 avril, aux Rencontres poétiques méditerranéennes à Marseille, qui accueilleront le premier festival de poésie orale méditerranéenne, « La mer parle ».

La Maison de l'Amérique latine (217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris) organise du 6 au 30 avril une exposition consacrée à l'écrivain brésilien JOAO GUIMARAES ROSA (1908-1968). Un colloque sur son œuvre aura lieu le 8 avril à 18 h 30, toujours à la Maison de l'Amérique latine.

Un SÉMINAIRE public sur le thème « Crise et critique

(Bataille, Blanchot, Barthes) », organisé par Isabelle Rimeux se tiendra le 26 mars à l'Université européenne de recherches (1, rue Descartes, 75005 Paris). Les prochaines séances auront lieu à partir de 17 heures, les jeudis 9 avril, 7 et 21 mai, 4 et 18 juin.

« Éloge de la plaine lisse », tel est le titre des RENCONTRES DE POÉSIE CONTEMPORAINE qui ont lieu tous les samedis à l'Expression (28, rue de la Réforme, Limoges. Tél.: 55-77-37-50). Après Bernard Delvalle, Lionel Ray (mercredi 15 avril, 18 h 30) et Jean-Luc Parant (mercredi 13 mai, 18 h 30) seront les prochains invités de ces rencontres.

L'ASSOCIATION DES SCIENCES DU LANGAGE organise deux journées sur « Pléiades », les samedi 3 et samedi 4 avril à l'École normale supérieure, 45, rue d'Ulm à Paris 5<sup>e</sup>.

Des poètes, des peintres, des animateurs de revues et des éditeurs participent aux manifestations, « LA POÉSIE DANS UN JARDIN », organisées par l'Association des amis de l'ère et des mots (4-6, rue Fiquet, Arvignac. Tél. 90-82-90-66). Après la revue Textes, le peintre Garandou présentera ses œuvres réalisées à partir de textes de poètes, du 6 au 15 avril. Du 4 au 24 mai, c'est la revue Drainées qui sera à l'honneur. En juin, René Char et, en juillet-août, Denise Desbats continueront ce cycle.

Fevrier 1979 La vague islamique intégriste se lève. Quand l'Histoire nous renvoie au présent... Editions Complexe

GWENDOLINE JARCYK PIERRE-JEAN LABARRIERE Les premiers combats de la reconnaissance. Maitrise et servitude dans la phénoménologie de l'Esprit de Hegel. Abel Jeannière Les fins du monde. On parle beaucoup d'un retour de l'individualisme, mais qu'arrive-t-il si l'on prend au sérieux la raison profonde d'une solitude radicale. Aubier

La guerre qu'on n'attendait pas! FRÉDÉRIC LEPAGE LA FIN DU 7<sup>e</sup> JOUR roman. Inspiré d'un fait réel, un roman diabolique, noir à tour émouvant, tendre, angoissant. Un suspense effréné à vous couper le souffle. Frédéric Lepage La fin du 7<sup>e</sup> jour. Robert Laffont

Par le grand spécialiste de l'an Mille, Edmond Pognon HUGUES CAPET QUI T'A FAIT ROTÉ. Un récit passionnant, une analyse approfondie. Stock 89F

VITRINE... TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ... LIBRAIRIE... DU MONDE



HISTOIRE

La belle époque du « féminisme »

Une peinture fascinée et familière de la femme égyptienne au temps des pharaons

LA « dernière pharaonne ». Ainsi parlait-on au Caire, dans les années 50, de Christiane Desroches-Noblecourt. A cette légende elle n'est pas inférieure, et, même depuis même qu'elle a quitté la direction du glorieux département égyptien au Louvre, son statut reste peu banal dans la turbulente cohorte des égyptologues français. Sa science s'avance armée d'une érudition pétillante et d'une énergie sans limite. Faut-il avoir pu, comme elle, de ses devancières, à la tête du temple de Deir-el-Bahari, elle est venue, déplacée et même plus d'un, voilà vingt ans en Nubie. L'appel de l'UNESCO, attirant aux flots du Nil des pierres plus précieuses que les pharaons ne savaient pas, s'il n'est plus, cantonnée dans le cercle des spécialistes. Écrit avec la plus grande simplicité (qui frise parfois le relâché) et un enthousiasme communicatif, organisé en chapitres brefs, bien rythmés, cet éloge de la condition féminine sous l'égide des pharaons - une éclipse aux temps agités du Moyen Empire - ne pas manquer de lecteurs et de lectrices enchantés.

Les stéréotypes égyptiens, que domine l'image formidable des tombeaux-montagnes érigés par des millions d'esclaves, semblent impliquer une société implacablement hiérarchisée où la toute-puissance d'un univers accroupi dans lequel les femmes ne sauraient manquer d'être asservies aux asservis. L'auteur de La Femme au temps des pharaons se prétend substituer à cette image celle d'une démocratie égalitaire « à la scandinave ». Elle soutient, documents en main, que

elle a fait de l'évidence d'être dans le panthéon égyptien, non par une participation à l'exercice du pouvoir divinisé, mais par le rôle symbolique attribué à la déesse Hathor dans la zone bien-faite du Nil, mais dans la vie quotidienne des sujets du Pharaon, la femme égyptienne disposait d'un statut plus égal à celui de l'homme que dans aucune autre civilisation de la Haute Antiquité. Elle pouvait hériter ou transmettre un bien, elle pouvait nuptiale se s'apparentait au concubinage déclaré, les décisions se prenaient en commun.

On lira avec curiosité une description chaleureuse d'une société qui, à Saggara surtout, s'affiche grandement sur les murs des maisons des notables que personne peut-être n'avait jamais vus si hardiment sous cet angle. C'est néanmoins l'évocation du rôle joué par les femmes, si puissamment manifesté sur les colonnes et sur les murailles des illustres bâtiments de Thèbes et de Louqsor, que le lecteur attend avec le plus d'avidité. Ce rôle, pouvait-on le comparer à celui de Junon ou de Minerve, de Marie de Médicis ou de la reine Victoria ? Pas du tout. A celui de Zéus, plutôt, ou de Charles Quint :

O Isis, C'est toi la matrice de la terre Tu as rendu le pouvoir des femmes égal à celui de l'homme...



Isis allaitant Horus

CHALON

écrit à son frère que, à part de « ce roi barbu et au costume ordinaire de pharaon », on emploie des noms et des verbes au féminin, comme s'il s'agissait d'une reine. S'il n'est pas en mesure encore de nommer Hatshepsout, il s'agit de la fille chérie d'Amon-Râ, et que ce pharaon « régna vingt ans sur son royaume ».

« La fille chérie d'Amon-Râ »

Mme Desroches-Noblecourt est évidemment plus long que le précurseur sur « la fille chérie d'Amon-Râ ». Elle a découvert bien des choses à son propos. D'abord que, contrairement à la légende, nul conflit ne l'opposa à son successeur, Thoutmosis III (souvent figuré à ses côtés, enfant, puis adolescent, à Deir-el-Bahari), et que c'est Thoutmosis III qui resta de fait le parolier de ce règne féminin, comme de celui d'Akhenaton et de Nefertiti ; que c'est la reine-roi qui inventa les statues royales ; et que, de son favori aubien, le général américain Senenmort, héritier de Deir-el-Bahari, elle est vraisemblablement un enfant, dont on a retrouvé les traces.

Un souverain tel lui il n'est grand souverain il ne manque rien. Ferait-on grief à l'auteur de son exaltation ? N'est-elle fait que patronner la construction du temple de Deir-el-Bahari, il faut-il tenir Hatshepsout pour l'un des personnages majeurs de l'immense époque égyptienne. Fascinée et familière, Christiane Desroches-Noblecourt mène le lecteur avec une descriptivité entraînante. Comment s'aperçoit-elle dans le récit du Nil sans se référer à cet éloge d'un féminisme multi-millénaire ?

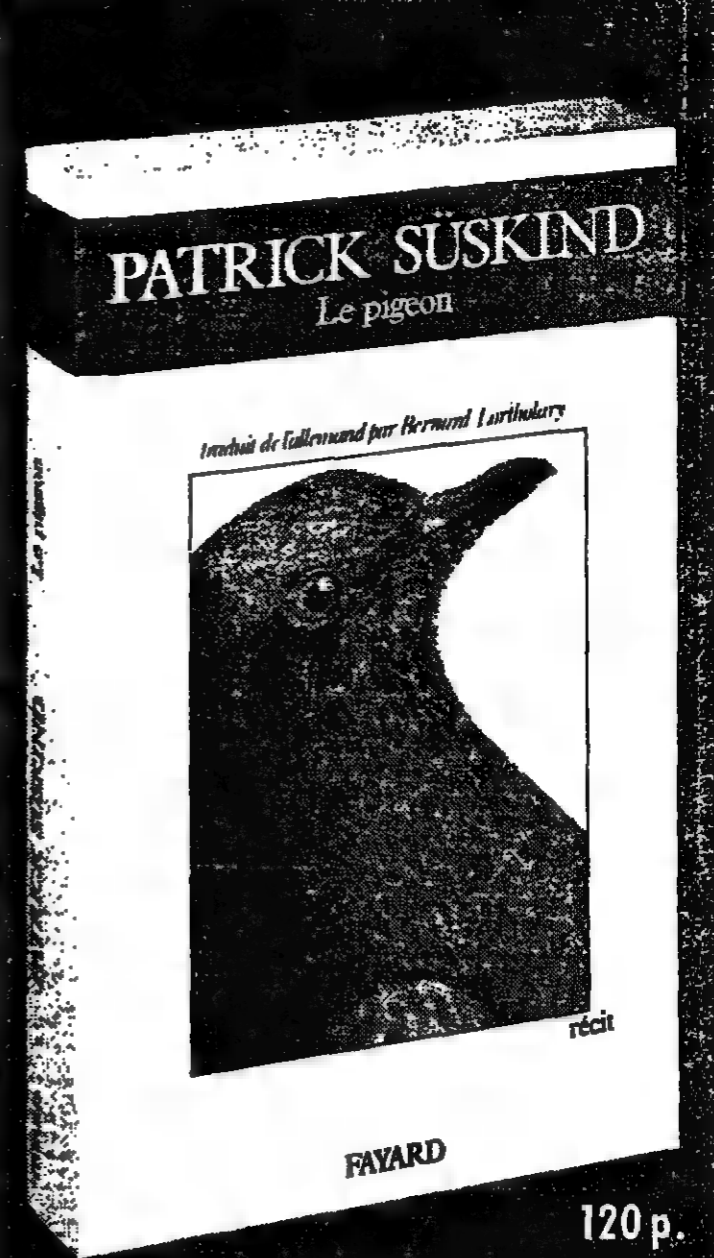
JEAN LACOUTURE. \* LA FEMME AU TEMPS DES PHARAONS, par Christiane Desroches-Noblecourt, Belfond, 343 p., 139 F.

(1) Ed. Pygmalion. (2) Révisé par Christiane Bourgeois, 1986.

Quatre hommes au moins, de la légendaire Nitocris à la fragile Taouset (qui inspira Théophile Gautier), ont régné sur l'Égypte - sans parler de la dernière des sept Cléopâtre. Règnes déclarés, signalés, secrets, règnes directs. C'est évidemment à Hatshepsout que l'on pense surtout. Hatshepsout la martelée, la révoquée, la réhabilitée. L'homme qui lui rend hommage que lui rend Christiane Desroches-Noblecourt, avec la minutie d'une archéologue d'offrande, nous fait le récit de son livre. Les pharaons...

On lit ici que, dès la première visite qu'il fit à ce qu'on appelle « les ruines situées au nord du tombeau d'Osymandyas », et qui est aujourd'hui le temple de Deir-el-Bahari, Champollion observa que le créateur de cet ensemble admirable, et dont on avait vu l'effigie, était une femme. Reportons-nous à la correspondance du découvreur (2). Le 18 juin 1828, il

APRÈS LE PARFUM



120 p. 55 F.

...Non, le virtuose ne nous avait pas menés par le bout du nez !... La nature, lieu de vérité et médiatrice du salut : c'était l'intuition reine du romantisme allemand. Dans son beau récit, Süskind nous dit qu'elle vaut encore pour un monde d'acier et de béton. Une fiente et un battement d'ailes l'empêchent de mourir. Paul-Jean Franceschini, L'Express

Sorte de don Quichotte tragique, mais sans mule, sans Sancho Pança, et dont les moulins se réduisent à un volatiles impossible à combattre, le héros de Süskind appartient à une rare à part. Celle qu'engendrent les grands talents qui, partant de rien pour retourner à rien, trouvent, en chemin, le moyen de nous en faire voir, avec du gris, de toutes les couleurs. Françoise de Maulde, Le Matin

FAYARD

Une enquête policière dans la Rome antique

Qui a tué le noble Clodius ? « L'affaire Milon » commence...

SUR la voie Appienne, le 18 janvier 52 J.-C., un lourd chariot s'avance, suivi d'un cortège d'esclaves musclés : Milon, sénateur et candidat au consulat, se rend dans sa villa de campagne. Surgit, se dirigeant vers Rome, un autre chariot du même genre, celui du noble Clodius, le démagogue, le populaire Clodius qui, lui, brigue la prêture. Les deux hommes, depuis des années, se portent une haine mutuelle, et des rixes, assez souvent, ont éclaté entre leurs partisans. Que se passe-t-il exactement au moment de leur rencontre ? Avant la fin du jour, un retrouvés, sur le pavé humide, le cadavre de Clodius horriblement mutilé. « L'affaire Milon » commence.

Et quelle affaire ! La victime a-t-elle été assassinée par les sbires de Milon ? Ou à quelle heure ? Dans quelles conditions ? Les témoignages, déjà, divergent

et le suspect ment à plaisir. Le certain est que la puissante famille de Clodius s'empare de ce qui pourrait être un fait divers pour l'exploiter à ses fins politiques. La loi interdit d'édifier un bûcher dans la ville, mais on fait courir le bruit que le coup a été fomenté par le parti sénatorial, et la foule, excitée, s'empare de la haine dans le Campus Martius, et l'embrase : le feu détruit l'édifice puis gagne la basilique voisine, double sacrilège. La ville, ébranlée, est en état d'insurrection.

Notre affaire Stavisky et ses semblables semblent bagatelles à côté de ce paquet d'embrouilles : ils débutent à la fin, l'ambiguïté y est reine, des personnalités de premier plan y sont compromises ou, logiquement, pourraient l'être. Clodius était-il un héros ou un monstre, et Milon, à l'inverse, un monstre ou un héros ? Quel a été

le rôle occulte de César, protecteur officiel du mort ? Celui joué, en coulisse, par Pompée à qui le Sénat, terrorisé par l'atmosphère ambiante, donne les pleins pouvoirs, et ce qu'il attend ? Aussitôt, le dictateur fait voter deux lois d'exception, dont l'une permettra de définir le meurtre de la voie Appienne comme un attentat contre la République. Dès lors, les dés sont pipés, le procès qui s'ouvre le 11 avril sera une parodie de justice.

Le trac de Cicéron

Comme il nous a bien bloués, l'avocat Cicéron, avec son fameux Pro Milone ! Le texte sur lequel tant de latinistes en herbe se sont efforcés n'a pas grand-chose à voir, écrit, ajusté, signalé après coup, avec la plaidoirie prononcée pour Milon, le 11 avril 52. Quand il était appelé devant le tribunal pour plaider la cause de celui qui, son ami, avait œuvré quelque temps auparavant afin qu'il revint d'exil, Cicéron s'était trouvé encerclé par une foule hostile et, déjà, les menaces proférées contre lui avaient entraîné son courage. Milon avait suppléé à cela : Pompée avait massé un grand nombre de soldats autour du forum et lui-même, en tant que général, se tenait là, parmi eux.

Avec tout son génie, Cicéron est saisi par le trac. Lui si clair et perçant d'habitude, le voilà confus, filandréux, ennuyeux. Milon, condamné au bannisse-

ment, mourra quatre ans plus tard, à la tête d'une bande d'aventuriers qu'il avait soulevés contre César. « L'affaire Milon » n'est enterrée, pas éclaircie pour autant.

Florence Dupont la raconte comme une enquête policière, avec ses obscurités, ses rebondissements. Fille de Pierre Grimal et, comme il le fut, professeur de littérature latine à la Sorbonne, elle est également la fille de Claude-Edmonde Magny, dont nous n'avons pas fini de regretter l'intelligence critique. De premier, elle tient de vivre dans l'univers romain comme poisson dans l'eau, des deux, un talent d'exposition exceptionnel.

S'il arrive qu'on se perde dans le dédale de cette ténébreuse affaire, on est vite repris par la vie qui, autour, continue à courir. Rome de jour, dans ses activités intenses, Rome by night, tant de croyances et de rites qui régissent le quotidien et se répercutent jusqu'au bout du monde civilisé, et les protagonistes eux-mêmes, César, Pompée, Caton, Cicéron - il faut absolument lire, avant ou après, le César de Grimal (1). - ont été et sont montrés, ressuscités avec une vigueur, un sens aigu du suspense et du romanesque des situations qui font de ce roman « reconstitution » un grand roman.

G. GUTARD-AUVISTE. \* L'AFFAIRE MILON, de Florence Dupont, Denoël, 290 p., 106 F. (1) Fayard, 1986.

Présence de Louis Massignou Hommages et témoignages. Réunis à l'occasion du Centenaire de Louis Massignou. 16 x 24, 304 pages, 8 illustrations, 1 frontispice, 150 F.F. MAISONNEUVE ET LAROSE





سكرايا للاصاين

DESTINS DE DÉTECTIVES

Les cent ans de Sherlock Holmes

L'ami du docteur Watson est né en 1887, sous la plume de Conan Doyle, dans un almanach désormais introuvable. Il se porte comme un charme...

« TROP long pour une nouvelle, trop court pour un livre. » C'est sur cette appréciation peu compromettante que le jeune docteur en médecine Arthur Conan Doyle se voit refuser son Etude en rouge, première aventure de Sherlock Holmes...

Ce double hommage ne suffit pas. Le public n'est pas seulement attiré, il est furieux et l'exprime par un courrier volumineux, où il reproche à Conan Doyle de bruto et d'assassin. C'est la guerre...

Pendant sept ans, Doyle ne peut pas écrire. Il ne veut plus entendre parler de Sherlock Holmes. Mais ses fans ne le lâchent pas...

d'Edgar Poe, il se drogue comme Thomas de Quincey et William Collins (grand maître du mystère de la génération précédente), Gaboriau n'a rien à lui apprendre...

yeux. « Trouva la vie n'est-elle pas pathétique et futile? Mais attendons nous les doigts. Et qui reste-t-il finalement dans nos mains? Une ombre. Ou pis qu'une ombre: la souffrance. » Qui dit cela? Conan? Non! Sherlock Holmes, dans le Marchand de couleur retiré des affaires. Détective scientifique, rationaliste exigeant, qui se voit lui-même comme « un cerveau dont tout le reste du corps n'est que l'appendice »...



CAGNAT.

Le créateur vaincu

Il n'y a sans Watson n'existerait pas. Le lecteur méprise trop les appétits romanesques ou la volonté pour se donner la peine de relater ses aventures; il serait resté dans l'ombre sans son fidèle biographe, trop souvent présenté comme un belourde à la traîne, perpétuellement ébahi par les dons de son ami. Watson est bien plus coloré, amoureux, avare, fier, parfois un peu vaniteux (n'avoue-t-il pas, dans le Signe des quatre, que son expérience des femmes s'étend à plusieurs pays de deux continents?)...

La suite est un double et incessant combat, entre Holmes et les criminels d'une part, entre Conan Doyle et son éditeur de l'autre. ravi du succès des six nouvelles, celui-ci en exige autant, et se heurte au refus de Conan Doyle, qui commence déjà à se désintéresser de son personnage. L'éditeur insiste. Pour couper court, l'auteur réclame 50 livres par histoire, tarif prohibitif qui lui garantit, pense-t-il, la paix. L'éditeur paye, sans même discuter; Conan Doyle doit s'exécuter. La fois suivante, il double ses exigences, qui sont aussitôt acceptées. C'est ainsi que, de refus en augmentation, Sherlock Holmes, qui n'est au début qu'un consultant occasionnel, devient le recours indispensable de Scotland Yard, jusqu'au Dernier problème (1894).

Conan Doyle a enfin décidé à employer l'arme absolue de l'écrivain de guerre: il tue son héros, froidement et sans remords, dans les chutes désormais célèbres du Reichenbach, au cœur de la Suisse, tout en le gratifiant - par la bouche du docteur Watson - d'une épitaphe qui est la transcription presque mot à mot d'un passage du Phédon de Platon, éloge de Socrate sur son lit de mort... Conan Doyle a bien monté son affaire. Il a même commandé à Paget une superbe illustration montrant Moriarty et Holmes enlacés dans leur chute mortelle.

sa décision et écrit le Chien des Baskerville. Il croit éviter le pire en plaçant cet épisode avant la mort de Holmes. Mais il a mis le doigt dans l'engrenage. Holmes a gagné! Conan Doyle, sous la pression populaire, ressuscite l'illustre détective, et lui fait vivre dans la foulée trente-trois nouvelles aventures, jusqu'à Son dernier coup d'archet (et asept de maître), où Holmes, toujours secondé par son fidèle et grisonnant ami, met hors d'état de nuire un chef espion allemand, à la veille de la Grande Guerre.

D'où vient Sherlock Holmes? Il raisonne mieux que le Dupin

depuis le réveille-matin sur le lit d'hôpital un sergent d'infanterie de marine en retraite qui avait servi à la Barbade ou un clerc de notaire gaucher malheureux en ménage par les seuls pouvoirs de l'observation et de la déduction.

Vouloir rendre Holmes à un personnage fabriqué de pièces et de morceaux serait pis qu'un crime: une faute qui laisserait complètement de côté la filiation de cet original sarcastique, à la fois cynique et moraliste, au tempérament bohème (l'intérieur du 221 bis, Baker Street ressemble étrangement au cabinet le plus connu d'Horace Vernet, l'Atelier d'Horace Vernet), misogynne admirateur inconditionnel de la seule femme qui l'ait vaincu, expert chimiste, passionné de Goethe, violoniste, boxeur, comédien amateur... Tant de talents divers au service d'une seule obsession, que le grand mathématicien Henri Poincaré, contemporain de Holmes, a parfaitement résumée: « La recherche de la vérité doit être le but de toute activité; c'est la seule fin qui soit digne d'elle. »

Héros positiviste, digne d'Auguste Comte? Ce n'est pas trop simple, mais il aurait depuis longtemps perdu tout intérêt à nos

Dès le début, Holmes a vaincu son créateur, lui imposant son caractère difficile et ses vices de génie, éclipsant les autres génies, pourant passionnément - la Compagnie blanche, le Monde perdu, etc. (1), - de Conan Doyle. Holmes ne s'est pas contenté de le vaincre. Il l'a abandonné, poursuivant ses exploits sous la plume de Dickson Carr et du fils Doyle, créant le roman le monde et les fils de l'homme, avant de devenir le héros de dizaines de films et de romans qui tirent leur substance de ses aventures. Ses biographies laissées à l'abandon ou non par Conan Doyle. Sherlock Holmes, né en 1887 dans un almanach aujourd'hui introuvable, fête son centenaire. Qui a pensé, en 1959, à fêter celui de son « père »?

ALEXIS LECAYE.

\* INTÉGRALE DE SHERLOCK HOLMES, coll. « Bouquins », R. Laffont, 2 vol., 919 p., 70 F le vol.

(1) Rédigées par les éditions Grasset (voir notre encadré ci-contre).

Sir Arthur chez Néo

C OUP double pour les éditions Néo. 1987, c'est la réimpression de la superbe édition de Sherlock Holmes, et cela sous une intégrale de l'auteur de son créateur, Sir Arthur Conan Doyle. Mais 1987, c'est aussi la réimpression de la biographie de Conan Doyle, et Néo publie, ce trimestre, le vingt et unième et dernier volume de l'intégrale des aventures du détective Harry Dickson.

Travail colossal que cette réimpression du héros de Conan Doyle: il a fallu retravailler entièrement les textes dont les éditions Néo ont publié les premiers chapitres. Les textes ont été corrigés et transmis par impression, sans retoucher ni en français, ni en typographie néerlandaise. De grands éditeurs - Marabout, la Librairie de la Champé-Elysées - ont travaillé sur ce projet. Néo est allé jusqu'au bout.

La réimpression d'Harry Dickson vaincu, Hélène de France-Jean Desmet auraient pu souffrir. Mais les petits éditeurs ont toujours de grands projets. C'est ainsi que Conan Doyle. Cinq volumes de l'intégrale d'une œuvre de douze volumes de l'intégrale fantastique, d'aventures de Conan Doyle, les essais, souvenirs, etc. L'intégrale Conan Doyle, au total, représente une quarantaine de volumes, tous publiés sous la direction de Jean-Baptiste Beronien.

Qui dit Néo dit aussi la collection de science-fiction et de la collection policière qui regroupent

déjà près de 400 titres, sous de très belles jaquettes de Jean-Michel Nicollet et Jean-Claude Claeys...

Donner leurs titres de collection - avec une politique d'édition et une présentation de qualité - à des genres trop souvent oubliés, voilà les principes qui guident l'édition des collections Néo, depuis maintenant neuf ans. Pour tous les titres, ils ont choisi la perfection - le tirage de chaque ouvrage ne dépasse pas 4.000 exemplaires - et ont parié sur la fidélité à long terme de leurs lecteurs. Pari gagné: sur un chiffre d'affaires mensuel de 500 000 F, les nouveautés interviennent pour 20 %, les rééditions pour 80 %, les nouveautés proviennent de la vente lente, mais régulière, de livres déjà épuisés du catalogue. Et c'est avec une détermination sans faille qu'Hélène Desmet évoque les quelque deux cents titres de la collection Néo: « Pour eux, il semble que toutes les sommes nouvelles d'une mission: rédiger les œuvres de qualité, mais de fantastique au policier, on ne trouve plus en librairie. »

BERTRAND AUDUSSE.

\* CONAN DOYLE, L'INTÉGRALE, 10 tomes (5, rue Cochin, 75005 Paris), chaque volume, relié pleine toile, 320 p., environ, 120 F.

\* HARRY DICKSON, L'INTÉGRALE de Jean Desmet, chaque volume 96 F.

- La plupart des volumes de la collection policière - Le miroir obscur (Frédéric Brown, Howard Fast, Frédéric Fajardie, etc.) sont à 42 F; la plupart des volumes de la collection SF/Fantastique (Robert Howard, Rider Haggard, Conan Masterton, etc.) sont à 45 F.

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Bibliques

Un débat, un livre

Sur l'individualisme Théories et méthodes

Sous la direction de PIERRE BIRNBAUM, JEAN LECA

Qu'est-ce que l'individualisme méthodologique? Les conditions de l'individualisme sociologique. Individualisme et action collective. Individualisme et démocratie.

"Douze contributions essentielles..." Michelle Perrot, Vingtième

386 p. 198 F

21, RUE SAINT-GUILLAUME - PARIS 7<sup>e</sup>



Editions C.D.U. et SEDES réunis 88, boulevard Saint-Germain - 75005 Paris

INTRODUCTION A L'ECONOMIE ESPAGNOLE par Ramon TAMAMES

l'économiste espagnol le plus connu à l'étranger Traduit de l'espagnol par D. C. QUESADA Un vol. 18 x 22,5, 272 pages ..... 180,00 F

DOSSIERS DES IMAGES ÉCONOMIQUES DU MONDE

LE CANADA

Environnement naturel, économie, régions par Pierre BIAYS

Un vol. 13,5 x 24, 175 pages, 64 documents ..... 170,00 F

Collection "REGARDS SUR L'HISTOIRE"

Vol. 61

L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

1945-1969

par Nicole PIÉTRI

Un vol. 18 x 22,5, 296 pages ..... 180,00 F

Tél. : (1) 43.25.23.23 CCP Paris 1212-92 V

KIRJUHÉL

chante 12 POÈMES EN LANGUE FRANÇAISE de Voltaire, Baudelaire, Rimbaud, Hugo, Nerval, Louise Labé, Villon, Ronsard, Christine de Pisan.

Disques et cassettes REVOE - Distribution SOCADISC

CLAUDE ESTIER VÉRONIQUE NEIERTZ

VÉRIDIQUE HISTOIRE d'un septennat peu ordinaire



Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire

Témoins privilégiés, les deux auteurs ont eu accès aux meilleures sources. Nouvel Observateur.

"Les grands moments de la gauche au pouvoir par des habitués de la maison." G.B./Libération.



GRASSET



150

THÉÂTRE

« Rosmersholm », d'Henrik Ibsen à Strasbourg

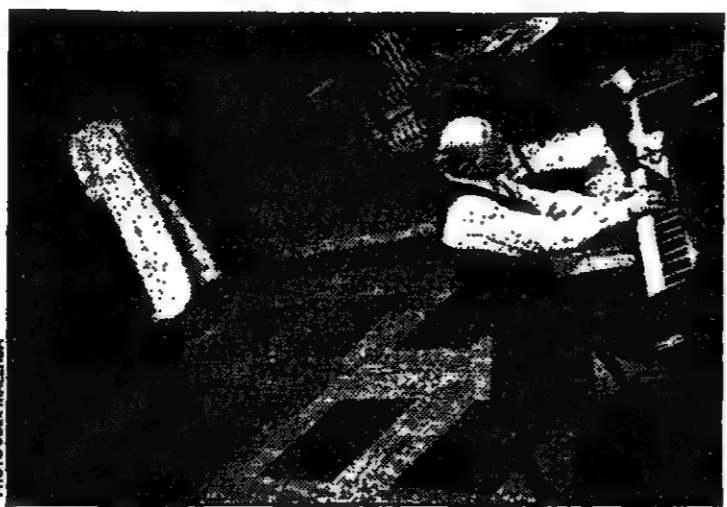
Un thriller envoûtant

Ibsen à redécouvrir à travers une pièce rarement jouée et une nouvelle traduction. Le plaisir redécouvert du théâtre de personnages.

Le printemps est là, c'est sous les pétales blancs d'un balcon fleuri, enroulé dans la brume qui s'élève, légère, d'un fjord norvégien, dans l'entrebâillement d'un monde ouvert sur la rumeur d'un tonnerre.

rendre responsable de la mort de sa femme, Ulrik Brendel, jadis précepteur de Rosmer, devenu une sorte de prédicateur fantasmagorique de la radicalité, et Feder Mortensgaard, rédacteur en chef d'un journal progressiste, prêt à tout, y compris à la dissimulation, au mensonge, pour faire triompher sa cause.

même ? Ces questions font de l'œuvre d'Ibsen un moment palpitant, une énigme noire, presque un thriller envoûtant, aux réponses multiples même si, au bout du compte, les deux hommes se jettent à leur tour dans le torrent de Rosmersholm.



Jean Dautremay dans « Rosmersholm »

et de Rebekka, ils viendront combler les blancs des discours des deux êtres, combattre une aphasie qui dissimule des mensonges conscients ou inconscients, s'ils se réduisent, exprimer leur vérité, ou assumer la conséquence évidente et tragique.

Le trouble de Rebekka apparaît en pleine lumière : fille illégitime d'un médecin avec qui elle a vraisemblablement des relations incestueuses, ne s'est-elle pas introduite dans la maison pour en devenir la maîtresse et résoudre ainsi son complexe d'Œdipe ?

Il est adéquat conviction par Jean Dautremay (Rosmer) et Dominique Labourier (Rebekka), en tête d'une distribution où Maurice Garrel (Brendel) fait des merveilles. Ils donnent à leurs personnages une vérité terrifiante.

OLIVIER SCHMITT. \* TNS, les 11 avril à 20 h 30, du mardi au jeudi. Tél. : 89-35-44-32.

« Les premiers mots », de Bernard Noël

L'amour, l'oubli

Un couple de Français traverse lentement, sous le vent, il git, à l'abandon, dans les flots d'un désert de sable. Sur cette image, étonnante, s'ouvrent et se ferment les Premiers mots de Bernard Noël, adaptés et mis en scène par Jean-Luc Borg.

Une femme rend visite au meilleur ami de son amour : elle vient d'apprendre son suicide. Il était poète. Il s'est écrasé la tête. Elle est femme et cet homme, un étrange dialogue intime se joue. Presque un soliloque. La voix de l'homme accompagne la femme dans ce voyage où l'obscurité de la nuit rejoint celle du corps. Car le corps se rebiffe : il brûle de mille désirs : la faim, l'érotisme. « Je ne sais pas mourir : chaque instant est une éternité et une fête. Je suis vivante, je suis éternelle également », dit-elle. Le texte de Bernard Noël est une plongée en littérature, une expérience des limites. On songe à Bataille, et à Blanchot.

Martine Frenschkin se prête au jeu. La voix chaude mais sans exclamation de Martine Frenschkin ponctue l'espace. Le lieu où s'énoncent ces mots est le seul prenant, étrange comme un poème : c'est une botte scénographique, noyée dans un parc, à la Fondation L'Orangerie de la Meurthe. La scénographie de Jean Haas, les lumières de Gérard Poli et de Dominique Fortin en épousent les contours et les ombres. Pour faire théâtre, il suffit de peu de chose : quelques meubles, quelques tableaux, quelques voix, tout comme la robe de la comédienne, un rideau écarlate qui laisse filtrer la nuit. Des images vidées incrustées dans un miroir nous renvoient le visage de l'homme au corps morcelé.

La tension, la violence contenues dans le texte de Bernard Noël sont telles que le spectacle reste sans cesse sur un fil. On sent, parfois, Martine Frenschkin vaciller sous le poids des mots. Mais pour elle, l'enjeu est de taille. Elle réussit, soutenue par le lieu, la scénographie, à nous le faire partager.

ODILE COURTOT. \* Jacques 4 avril, Fondation Deutsch de la Meurthe, 37, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

Une création de Garcia Lorca à Madrid

« Le Public »

au Théâtre Maria-Guerrera

Un rêve fiévreux de Garcia Lorca, le déballage violent de ses fantômes. Un manuscrit retrouvé et créé en Espagne par Luis Pasqual pour le Théâtre de l'Europe.

Les lettres surchargées de Garcia Lorca, le demi-cercle des tables à l'italienne, l'attitude est de vouloir codifier, imposer une lecture. C'est alors qu'on se perd. Lorca a écrit un manuscrit de rêve, un rêve qui se voit, il crache tout qu'il n'a eu peur, de leur, quelque chose de l'espagnol, une manière de dénoncer l'intolérance... Il est né à Grenade, une ville très fermée, une époque. Même maintenant, il y a deux maisons de prostitution masculine, qui marchent dans l'heure à 5 heures de l'après-midi. C'est l'Espagne, les bureaux fermés, il fait chaud, les rues sont désertes, les hommes peuvent ou non aller chez eux. Ce n'est pas de l'hypocrisie... C'est comme ça.

C'est le Théâtre de l'Europe pour le Public, de Federico Garcia Lorca (paru en français chez Gallimard), mis en scène par Luis Pasqual - une création en Espagne, coproduite par le Piccolo Teatro et le Théâtre de l'Europe et qui viendra donc à Paris l'an prochain.

La pièce est complètement folle, éclatée en tous sens. Les personnages sont des chevaux qui jouent de la trompette, un Arlequin, un Néron au cabaret, un prestidigitateur, la Belle Hélène, Juliette, des étudiants, un Christ en croix... et bien d'autres encore, autour d'un homme dépressif, torturé : le moine en blanc. Une folie, le déballage fiévreux de cauchemars et de fantômes qui ont trait au théâtre, à la sexualité refusée, au désir, à l'amour, à la liberté poétique, à la mort forcée.

D'abord, on est secoué par la tempête et puis, pour ne pas perdre pied, on se laisse envoler par la beauté très pure et très simple des images de Luis Pasqual. Il dit que la beauté du langage est guidée : « Il s'agit d'un poème dramatique, le cri d'un Lorca obscur, inconnu. On a

retrouvé le manuscrit en 1972, et la famille ne voulait pas accorder l'autorisation de monter (la pièce), pas pour ce qu'il contenait de l'homme, mais parce qu'il était espagnol. En 1981, une partie seulement de Lorca l'a lue à des amis, mais ils n'ont rien compris, rien voulu comprendre.

C'est vrai, on peut lire la pièce sans rien comprendre, parce que la première attitude est de vouloir codifier, imposer une lecture. C'est alors qu'on se perd. Lorca a écrit un manuscrit de rêve, un rêve qui se voit, il crache tout qu'il n'a eu peur, de leur, quelque chose de l'espagnol, une manière de dénoncer l'intolérance... Il est né à Grenade, une ville très fermée, une époque. Même maintenant, il y a deux maisons de prostitution masculine, qui marchent dans l'heure à 5 heures de l'après-midi. C'est l'Espagne, les bureaux fermés, il fait chaud, les rues sont désertes, les hommes peuvent ou non aller chez eux. Ce n'est pas de l'hypocrisie... C'est comme ça.

Lorca a vécu ça ; Lorca écrit en même temps la Maison de Bernard de la Public. Il est double, il est Gémeaux, comme moi ; nous sommes nés le même jour, le 5 juin, et nous nous sommes si bien, un andalouse, alors il me semble que je le connais bien.

Il dirige le Centre dramatique national de Madrid, Luis Pasqual a deux affections : l'une est un dessin de Garcia Lorca aux formes tourmentées, couleurs ensoleillées ; l'autre est une photo inhabituelle du poète, enveloppé dans une robe de chambre, les mains croisées sur ses yeux, le regard égaré.

« J'aime cette photo », dit Luis Pasqual, elle le montre tel que je l'imagine, écrivain cette pièce. Elle est comme le signal de détresse d'une vierge triste.

COLETTE GODARD.

« Le Journal d'un curé de campagne », de Georges Bernanos

La maison perdue

Parcourir une île inconnue, explorer un mystère, telle est l'aventure que traversent les spectateurs du Journal d'un curé de campagne, de Georges Bernanos, qu'ils soient agnostiques ou croyants.

Le petit curé de Bernanos est un homme assez jeune encore, d'un physique assez affaibli par une affection héréditaire, et sans le sou. Il n'est pas natif de ce village du Nord, dont l'église lui est confiée. Il est ici un étranger. Mais son caractère de curé lui permet d'aller frapper à la porte de tout un chacun, et d'être reçu. Cela en vertu d'une sorte de crédit qui, dans l'esprit des gens, n'est pas net.

Or cet habitant en marge, affecté d'imaginaire, suscite dans le village, en tête à tête, des échanges, des aveux, des silences, des antagonismes, bien plus sentis et plus graves, que n'en susciterait l'assistant, le maître, le médecin, par exemple.

C'est ainsi qu'un fermier, une servante, la châtelaine, le docteur, un hors-la-loi, une fillette, un soldat de la légion étrangère, entre autres, vont affronter, face au jeune curé, une expérience intérieure qui brise le cercle de leur vie, et qui n'est pas, chaque fois, sans inquiéter le curé lui-même, pas du tout sûr de lui et qui improvise presque à l'aveuglette ses équipées surréalistes.

Le génie de Georges Bernanos, le génie de son livre, c'est ces affrontements du curé et des

inconnus, ainsi que les extroverts que le curé a avec d'autres prêtres plus « armés » que lui, jetant des éclairs intenses sur les âmes humaines, et, malgré qu'on en ait, sur les âmes propres. Ces éclairs, ils nous traversent. C'est un acte immédiat, que la lecture d'un livre, normalement, ne provoque pas. Comme a dit André Malraux, qui a voulu écrire une préface, deux ans avant de mourir, au Journal d'un curé de campagne, « Il s'agit d'imposer au lecteur un lien personnel avec une expérience qu'il ignore ».

Ce lien passionnel, cette aventure surréaliste qui nous blesse et nous éclaire, il se crée par l'acte de Thierry Fortineau, dit André Malraux, un miracle de l'intensité, et de « jeunesse ». Le film de Robert Bresson, qui adaptait ce livre, était très beau et loyal, puisqu'il était de Bresson, mais il réduisait quelque peu, dévitalisait quelque peu, le feu de l'âme de Bernanos. Avec Thierry Fortineau, « le prophète Malraux se sent soulevé », comme dit André Malraux, un B. Et nous, spectateurs, nous sommes par une « épreuve » déchirante, fiévreuse, que le théâtre ne donne jamais.

Le Journal d'un curé de campagne, production du Théâtre national de Marseille, est mis en scène par François Bourgeat, dont le premier mérite est d'avoir pensé à Thierry Fortineau. Il faut ajouter qu'il laisse, ce spectacle, par ailleurs, un sentiment de grande tristesse, comme le livre de Bernanos, paru pour la première fois en 1936, était précédé et suivi de peu par deux autres chefs-d'œuvre majeurs de notre littérature : Voyage au bout de la nuit de Céline et la Nausée de Sartre. Or le pays et les gens, les notes, que nous font toucher ces deux livres, nous les reconnaissons, ils n'ont pas tout à fait changé. Alors que la France et ses habitants, n'existent plus. Il y a eu une perte immense de l'esprit, des consciences. Nous nous sommes matérialisés, parfois intellectuellement. C'est pourquoi, aussi, écouter Fortineau jouer le curé de Bernanos est si émouvant, comme si nous retrouvions notre maison perdue.

MICHEL COURNOT. \* Théâtre de la Poésie, 20 h 30.

MUSÉES

Quand Turner entre en gare

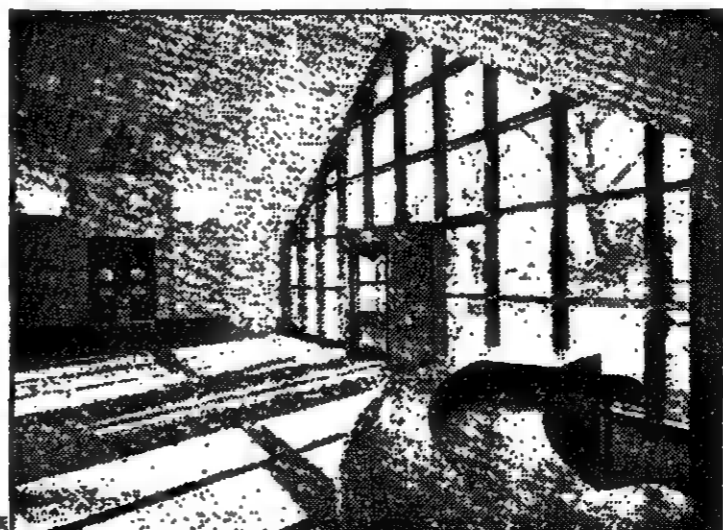
(Suite de la première page.)

La moindre réticence élevée, serait-ce à propos de la plus secondaire des œuvres du maître, serait, en effet, tenu du crime de lèse-majesté, et ce bien au-delà des frontières de l'ancien empire britannique.

La Clore Gallery n'est pas seulement une meilleure présentation du legs Turner de 1856, qu'on pouvait voir naguère, assez singulièrement empli, dans un édifice de la Tate Gallery. Les dessins qui sont joints provisionnellement pour la première fois au British Museum. Quelques peintures de grande importance ont en outre été prêtées, pour quelques mois, par la National Gallery, tels le Combat du Téméraire et le célèbre Rain Steam and Speed où l'artiste, alors âgé de soixante-dix ans, fait émerger d'une très typique tête d'une distribution où Maurice Garrel (Brendel) fait des merveilles. Ils donnent à leurs personnages une vérité terrifiante.

Il n'y a donc pas, comme à Orsay, création d'une nouvelle collection, d'un ensemble où les éléments de surprise jouent un rôle majeur. Pourtant, le bâtiment conçu par James Stirling est en soi-même un événement. Sur la droite de la Tate Gallery, il prend la place d'un ancien hôpital militaire. Extérieurement, il n'est pas plus discret que n'est le musée construit par l'architecte à Stuttgart. La jonction avec la Tate est assurée par une reprise élégante des corniches et par le rappel d'une fenêtre en demi-lune. A l'autre extrémité, c'est la briquerie qui fait le lien avec le bâtiment voisin. Entre les deux, la façade principale de la Clore Gallery forme un patchwork un peu agressif au centre duquel l'entrée, probable hommage aux portes de la Grèce archaïque, est difficile à reconnaître. L'entrée du bâtiment a la platitude, voulue, d'une arrière-cour ou d'une usine.

Si l'intérieur de la Clore Gallery a pris son essor sur la modernité sans manier d'effort, l'intérieur a été étrangement perturbé une partie de l'opinion anglaise. Le hall d'accueil, étroit, mais qui, par le génie d'un Stirling (aux Etats-Unis), prend une dimension surprenante, a particulièrement cho-



L'entrée de la Clore Gallery



Turner : autoportrait

qué certaines sensibilités britanniques, par l'usage de couleurs vives, pourtant rares. Si, à l'évidence, elles contribuent à orienter l'espace, il lui donne la taille d'un lieu qui convient à un accueil, elles ont perturbé ceux pour qui toute « extension » de Turner était un usage dans le lieu artistique ou repos sur un rouge carmin et antique, « fraise de la » l'on préfère, comme les musées d'autrefois, à l'œuvre si bien la faire.

Le musée britannique se répare sur deux niveaux. Le premier est l'intelligence, la discrétion et la franchise qui, dans proportions gardées, laissent un peu ou prou manqué à Orsay. Un principe simple, une disposition symétrique des salles, une lampe qui prend un naturel anglais l'essentiel de ses réserves, ce qui n'est pas peu dire, enfin un dessin moderne et épuré qui, dans les portes au mobilier efface le bâtiment pour ne laisser que les œuvres. Les salles, quelquefois qualifiées de beige porridge, sont en fait d'une exemplaire neutralité.

On ne peut pas vraiment dire le même chose de l'étage qui, pour s'inspirer des musées à l'ancienne, n'en fait pas moins le n'importe quoi. Certes, les tableaux sont disposés à la française écrasée, et, si l'on ne prend garde aux peintures

restant improbable une

Si vos pas conduisent à Londres, ne vous arrêtez pas à la seule Clore Gallery. Gagnez le Victoria and Albert Museum où les salles, au mobilier et aux objets du dix-neuvième siècle, sont restituées, l'une sur l'autre de l'écrasée, cela sans dire, l'autre dans la plus exquise des ambiances. L'éclairage de 1906 a été retrouvé, comme les lourdes vitrines noires, l'empilement des objets. Une merveille, qui double le musée d'une étude sur les anciennes muséographies et qui, là encore, vous invite à revenir par la pensée à Orsay...

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Advertisement for 'Théâtre de la Bastille' featuring 'UNE ANNEE SANS ETE' by Anne Torres and Catherine Ann. It includes showtimes (24 mars / 11 avril) and venue information (Alpha France).

Advertisement for 'Amis de la Poésie' featuring 'BLEUES' by Max Roach and M'Boom. It includes showtimes (Vendredi 3 avril 20h30) and venue information (Saint-Ouen).

# Culture

## CINÉMA

Aux Rencontres de Quimper

### La face cachée du cinéma soviétique

Pour leur cinquième édition, les Rencontres de Quimper ont révélé un cinéaste géorgien, Alexandre Rekhviachvili et la jeune génération d'après Tarkovski.

En donnant carte blanche à l'Union des cinéastes, les rencontres Art et cinéma de Quimper, que dirige Marc Ruscart et Michel Pagnoux, ont évidemment voulu saluer pour la France le mouvement de rénovation entrepris en URSS depuis le dernier par les réalisateurs qui ont contesté la tutelle bureaucratique du Goskino, le comité d'Etat qui régentait les cinémas cinématographiques. Une tutelle qui avait limité la production, mise au placard, tirage de copies insuffisant pour limiter la diffusion, exportation et compte-gouttes sinon nulle.

Mais, si les cinéastes présents ont confirmé la réalité du phénomène de libéralisation, ils ont souligné à la fois les limites et la prudence. Confiants mais prudents, ils ont également précisé que les films libérés, et notamment une bonne partie des œuvres présentées à Quimper, ne sont pas des œuvres nouvelles, mais des œuvres déjà tournées, arrivées de Gorbachev au pouvoir, il est trop tôt pour parler de cinéma nouveau, celui dont on espère qu'il naîtra avec la « nouvelle politique » qui tente de se mettre en place.

Le thème de « face cachée du cinéma soviétique » conviendrait davantage pour désigner des films enfin visibles, anciens ou récents, et qui constituent comme un courant en marge de l'orthodoxie et de l'ac-

démisme, pour les cinéastes comme leur forme. Ces films ont en commun d'avoir été réalisés surtout par des hommes qui, pour la génération née après la guerre, ont été élèves ou assistants de Tarkovski.

Les plus anciens : Elem Klimov, Gleb Panfilov et Alexei Guerman, sont maintenant connus en France. Alexandre Rekhviachvili beaucoup moins. La naissance, son histoire et ses violences, auxquelles il a consacré un triptyque noir et blanc passionné (Nostalgia, Calvaire géorgien, Le feu dans la maison) colent à la caméra de son ancien opérateur de quarante-huit ans. Il a été la révélation de Quimper, et son dernier film, en couleurs, a remporté le prix du public.

Une marche est l'histoire d'une jeune fille, un pastel. La gravité du propos est à peine perceptible, derrière la couleur de l'image, la fluidité de la caméra, le feutré des dialogues et des situations, qui parlent même atteignant le comique, par le procédé de la répétition.

Les autres réalisateurs découverts à Quimper sont plus jeunes. Leur cinéma n'a rien de révolutionnaire, mais ils ont pu affirmer sans grand danger d'erreur que le cinéma soviétique a le droit de vivre devant lui. Avec des réalisateurs comme Dikhoitvili, ancien membre de la Taganka et auteur du film sans paroles, Vladimir Tomilov, ancien ouvrier et acteur, Alexandre Kaidanovski, le directeur de Tarkovski, passé maître dans l'art d'adapter Tolstoï et Bergs, et enfin, Constantin Loupouchanski pour qui l'image est toujours de la musique.

JEAN-LOUIS MINGALON.

### « Histoire du caporal », de Jean Baronnet

## La guerre et la paix

Très influencé par la technique documentaire, Jean Baronnet, metteur en scène d'« Histoire du caporal », se livre d'abord de l'accumulation des petits faits vrais. Pour décrire l'entraînement de la bande de 14-18, peu important le nombre des figurants, la violence des explosions, l'écoulement continu (comme l'exprime si bien Platoon pour un conflit plus récent).

La guerre de Baronnet commence la fleur au fusil, avec le doux aveuglement populaire pour la der des der fraîche et joyeuse. Elle se poursuit dans la gadoue, l'obscurité, la mort. On tue les individus comme à la foire, on tente de briser un maximum de pipes pour décrocher le gros lot.

Retour au pays, ou permission, une Provence sublimentée. Le caporal

ral décide de s'enfuir dans la nature, et Jean Baronnet se fait entomologiste pour décrire les mille espèces de survivre hors de la société des hommes. Pas de jolie formule pour décrire le déserteur, mais un copain qui trahit, de braves gendarmes français et allemands de l'enjeu. Fin prévisible, sans tremolo, au rythme des saisons et du temps qui s'écoule, insensible.

Il eu fallu au caporal un peu moins d'attendrissement dans la contemplation du monde, une affirmation plus aigüe du pourquoi du comment pour nous donner un grand film. Philippe Nahoun, le paysan, a tout d'un hobereau lustré, rien du paysan provincial que suppose le rôle.

LOUIS MARCORELLES.

## NOTES

### Max Roach, Ornette Coleman en Banlieue bleue

Concert culminant pour ce festival risqué et réussi en Seine-Saint-Denis : « Banlieues bleues ». Sur la scène du théâtre des sports de Saint-Ouen (les Vannes), un ensemble d'innovateurs les plus intrépides et fidèles de la musique de jazz. Le compagnon de Charlie Parker à la batterie, le leader avec Clifford Brown du quintet de s'affirma la pleine maturité du bebop dans les années 50, le porte-parole du jazz noir des années 60 avec l'inoubliable *We Insist!*, l'œuvre d'Anthony Braxton dans les années 70. Il présente avec son ensemble de percussions.

Ornette Coleman ensuite. Le plus connu des musiciens que le jazz ait connu jusqu'à présent, et aussi le plus aimé de ses pairs. Il revient avec cet incroyable double quartet Prime Time, au sein duquel il allie, toujours aussi innocemment, les extravagances inventives du free et les outrances sensuelles du punk-funk. Ce qui donne une musique littéralement inouïe, un défi à l'amour du jazz pour l'auditeur courant. Que celui-ci se rappelle simplement que, sans Ornette, aujourd'hui, le jazz aurait perdu son goût d'aventure.

MICHEL CONTAT.

\* Palais des sports, Saint-Ouen, le 3 avril, 20 h 30. Au même endroit, le 4, 20 h 30, concert du Mino Cielu Group (avec notamment Terri Lyne Carrington) et de Tito Puente avec Celis Cruz.

### Les trois « Batailles de San Romano » d'Uccello bientôt réunies ?

La National Gallery de Londres, le Louvre et les Offices de Florence possèdent chacun une scène de cette bataille de San Romano, d'Uccello, peintre italien de la Renaissance célèbre pour son traitement de la perspective. Trois superbes tableaux de même format qui ornent jadis les murs de l'entrée du palais Médicis à Florence. A la demande du commissaire européen chargé de la culture, M. Carlo Ripa di Meana, ces trois scènes, qui ont été séparées il y a cent trente ans, pourraient être rassemblées en 1988 à Berlin, qui succédera à Florence et à Amsterdam comme ville culturelle européenne.



# Communication

Un entretien avec M. Bernard Schreiner

## « Il faut sauver la cohérence des réseaux câblés »

Neuf mois après son remplacement à la tête de la mission TV câble, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, nous a été reçu et juge le nouveau politique du gouvernement dans le domaine des réseaux câblés.

— Le ministre des P et T, M. Gérard Longuet, qualifie le plan câble, que vous avez défendu, de projet « irréaliste » et « dangereux »...

— Le câblage de la France, débuté en novembre 1982, est certes un plan volontariste mais il avait le mérite de la cohérence. L'équipement du pays d'un réseau unique pour distribuer aussi bien la télévision que les services de télécommunication, et tant pour les entreprises que pour le grand public. C'est sur ce type de réseau que travaillent aujourd'hui le Canada ou le Japon. C'est un projet que le gouvernement a décidé d'abandonner au risque de faire perdre à la France un retard industriel et de compromettre l'avenir de la direction générale des télécommunications.

— Mais le gouvernement n'a pas renoncé au câble...

— On câble toujours mais tout ce qui faisait la force du plan de 1982 a été abandonné. On a renoncé au principe d'un maître d'ouvrage unique. Or seule la DGT pouvait assurer la continuité d'un effort qui s'étale sur quinze ans. On n'impose plus une architecture et des normes uniques pour les réseaux, ce qui va donner naissance à un véritable maquis d'Arlequin, incapable de servir d'autoroute aux futurs services de télécommunications.

On a limité l'utilisation de la fibre optique aux réseaux professionnels, ce qui condamne le développement d'une industrie opto-électronique liée aux terminaux grand public. Enfin, on n'applique plus la pérennité des tarifs en déclinant que

le câble n'est un service public. Du même coup, on introduit des inégalités entre les collectivités qui seront équipées de réseaux modernes et celles qui devront se contenter de réseaux au rabais.

— M. Longuet estime que les programmes « indiques » de la télévision ne seraient pas financés par l'ensemble des abonnés du téléphone.

— L'argument ne tient pas. D'abord parce que le câble n'a pas pour unique fonction de transporter de la télévision. Ensuite, parce que les abonnés au téléphone ont bien financé le développement de la télématique dont l'essentiel du chiffre d'affaires est pourtant constitué par les services fort lucratifs.

— Certes, le câble, comme toutes les infrastructures lourdes, coûte cher mais le pari gagné du téléphone numérique, le Budget florissant de la DGT, la position prise par la France dans l'industrie des télécommunications montrent que le volontarisme technologique se révèle payant.

— Le choix de la fibre optique n'a-t-il pas hypothéqué le rentabilité du câble ?

— Il ne faut pas qu'une technique à développement coûte momentanément plus cher qu'une technique classique. Mais il faut affirmer que la fibre optique est trois ou quatre fois plus coûteuse que le coaxial ! Je me souviens d'une petite étude sur le réseau de Mantec. L'investissement en fibre optique revient à 9000 F par abonné, soit le peine 30 % à 40 % de plus que les investissements proposés par la DGT.

— Or les réseaux en câble ne permettent pas de distribuer la télévision. Le surcoût de la fibre optique ouvre, lui, les portes des services interactifs qui sont bien plus rentables.

— Comment expliquez-vous alors les choix du ministre des P et T ?

— Il n'y a sans doute de rassurer la DGT qui avait peur de perdre

le contrôle du téléphone et du transport des données sur des réseaux modernes exploités par les collectivités locales et leurs partenaires privés. J'observe cependant que le ministre des P et T soumet aujourd'hui la DGT à une concurrence bien plus dangereuse. Avant même qu'il ne soit proposé une loi sur les télécommunications, on autorise les téléports et l'exploitation privée de services à valeur ajoutée.

— On ouvre le marché à IBM, qui propose aux entreprises des services complets mariant informatique et télécommunications, imposant ses normes aux dépens de l'industrie française. Qui vérifiera que ces services ne proposent pas, en terme, des communications téléphoniques ? Voilà qui est bien plus dangereux pour l'avenir de la DGT que les réseaux câblés.

— Vous souhaitez donc que l'on revienne au plan de 1982 ?

— Je souhaite qu'un terme de réflexion qu'il s'est accordé, le ministre des P et T maintienne quelques grands principes de base pour sauvegarder la cohérence du câblage. L'Etat doit continuer à imposer à tous les réseaux la même architecture au câble qui garantit l'avenir. Il est essentiel qu'il soit le maître d'ouvrage pour les réseaux en fibre optique, ce que les sociétés privées ne feront jamais. Cela, au moins, pour la partie centrale des réseaux, quitte à laisser au privé le raccordement des abonnés. Enfin, il faut que l'Etat maintienne sous une forme ou une autre son rôle de bénéficiaire de l'équipement en fibre optique et qu'il trouve de nouvelles formules de financement, notamment fonds publics et fonds privés, pour ne pas prendre de retard sur l'installation des réseaux.

— Comment expliquez-vous alors les choix du ministre des P et T ?

— Il n'y a sans doute de rassurer la DGT qui avait peur de perdre

le contrôle du téléphone et du transport des données sur des réseaux modernes exploités par les collectivités locales et leurs partenaires privés. J'observe cependant que le ministre des P et T soumet aujourd'hui la DGT à une concurrence bien plus dangereuse. Avant même qu'il ne soit proposé une loi sur les télécommunications, on autorise les téléports et l'exploitation privée de services à valeur ajoutée.

— On ouvre le marché à IBM, qui propose aux entreprises des services complets mariant informatique et télécommunications, imposant ses normes aux dépens de l'industrie française. Qui vérifiera que ces services ne proposent pas, en terme, des communications téléphoniques ? Voilà qui est bien plus dangereux pour l'avenir de la DGT que les réseaux câblés.

— Vous souhaitez donc que l'on revienne au plan de 1982 ?

— Je souhaite qu'un terme de réflexion qu'il s'est accordé, le ministre des P et T maintienne quelques grands principes de base pour sauvegarder la cohérence du câblage. L'Etat doit continuer à imposer à tous les réseaux la même architecture au câble qui garantit l'avenir. Il est essentiel qu'il soit le maître d'ouvrage pour les réseaux en fibre optique, ce que les sociétés privées ne feront jamais. Cela, au moins, pour la partie centrale des réseaux, quitte à laisser au privé le raccordement des abonnés. Enfin, il faut que l'Etat maintienne sous une forme ou une autre son rôle de bénéficiaire de l'équipement en fibre optique et qu'il trouve de nouvelles formules de financement, notamment fonds publics et fonds privés, pour ne pas prendre de retard sur l'installation des réseaux.

— Comment expliquez-vous alors les choix du ministre des P et T ?

— Il n'y a sans doute de rassurer la DGT qui avait peur de perdre

le contrôle du téléphone et du transport des données sur des réseaux modernes exploités par les collectivités locales et leurs partenaires privés. J'observe cependant que le ministre des P et T soumet aujourd'hui la DGT à une concurrence bien plus dangereuse. Avant même qu'il ne soit proposé une loi sur les télécommunications, on autorise les téléports et l'exploitation privée de services à valeur ajoutée.

— On ouvre le marché à IBM, qui propose aux entreprises des services complets mariant informatique et télécommunications, imposant ses normes aux dépens de l'industrie française. Qui vérifiera que ces services ne proposent pas, en terme, des communications téléphoniques ? Voilà qui est bien plus dangereux pour l'avenir de la DGT que les réseaux câblés.

— Vous souhaitez donc que l'on revienne au plan de 1982 ?

— Je souhaite qu'un terme de réflexion qu'il s'est accordé, le ministre des P et T maintienne quelques grands principes de base pour sauvegarder la cohérence du câblage. L'Etat doit continuer à imposer à tous les réseaux la même architecture au câble qui garantit l'avenir. Il est essentiel qu'il soit le maître d'ouvrage pour les réseaux en fibre optique, ce que les sociétés privées ne feront jamais. Cela, au moins, pour la partie centrale des réseaux, quitte à laisser au privé le raccordement des abonnés. Enfin, il faut que l'Etat maintienne sous une forme ou une autre son rôle de bénéficiaire de l'équipement en fibre optique et qu'il trouve de nouvelles formules de financement, notamment fonds publics et fonds privés, pour ne pas prendre de retard sur l'installation des réseaux.

— Comment expliquez-vous alors les choix du ministre des P et T ?

— Il n'y a sans doute de rassurer la DGT qui avait peur de perdre

le contrôle du téléphone et du transport des données sur des réseaux modernes exploités par les collectivités locales et leurs partenaires privés. J'observe cependant que le ministre des P et T soumet aujourd'hui la DGT à une concurrence bien plus dangereuse. Avant même qu'il ne soit proposé une loi sur les télécommunications, on autorise les téléports et l'exploitation privée de services à valeur ajoutée.

— On ouvre le marché à IBM, qui propose aux entreprises des services complets mariant informatique et télécommunications, imposant ses normes aux dépens de l'industrie française. Qui vérifiera que ces services ne proposent pas, en terme, des communications téléphoniques ? Voilà qui est bien plus dangereux pour l'avenir de la DGT que les réseaux câblés.

— Vous souhaitez donc que l'on revienne au plan de 1982 ?

— Je souhaite qu'un terme de réflexion qu'il s'est accordé, le ministre des P et T maintienne quelques grands principes de base pour sauvegarder la cohérence du câblage. L'Etat doit continuer à imposer à tous les réseaux la même architecture au câble qui garantit l'avenir. Il est essentiel qu'il soit le maître d'ouvrage pour les réseaux en fibre optique, ce que les sociétés privées ne feront jamais. Cela, au moins, pour la partie centrale des réseaux, quitte à laisser au privé le raccordement des abonnés. Enfin, il faut que l'Etat maintienne sous une forme ou une autre son rôle de bénéficiaire de l'équipement en fibre optique et qu'il trouve de nouvelles formules de financement, notamment fonds publics et fonds privés, pour ne pas prendre de retard sur l'installation des réseaux.

— Comment expliquez-vous alors les choix du ministre des P et T ?

— Il n'y a sans doute de rassurer la DGT qui avait peur de perdre

## En inscrivant « l'indépendance de l'information » dans le cahier des charges

### M. Léotard veut rassurer la rédaction d'A 2

« L'indépendance de l'information » L'absence de cette petite phrase dans le projet de cahier des charges des médias publics de télévision est l'un des motifs invoqués par les syndicats (CFDT, CGT, SNJ) d'Antenne 2 dans le préavis de grève qu'ils ont déposé le 31 mars pour le 6 avril (le Monde du 2 avril).

La phrase a été rajoutée mercredi 1<sup>er</sup> avril : « L'indépendance de la culture et de la communication, ainsi estimée, sur RMC, que « c'est la concurrence qui protège la liberté de l'information ».

« A la suite de ce projet d'apaisement (la réintégration de la phrase), les journalistes CFDT d'Antenne 2 ont estimé que « tous les problèmes qui dépendent du dialogue de la chaîne demeurent. Le seul de nos points de revendication sur lequel nous nous satisfaisons est de dépendre de la direction, mais des pouvoirs publics ».

## La compétition autour de TF 1

### Inquiétudes du syndicat CFDT d'Hachette

Dans un communiqué publié le 1<sup>er</sup> avril, le syndicat CFDT d'Hachette a inquiété les conséquences d'un rachat de TF 1 par le groupe. Rappelant que la CFDT « ne s'oppose pas à la privatisation de TF 1 », le syndicat s'interroge sur « l'orientation de l'information » dans la future chaîne privée. Il affirme qu'Hachette contrôle quarante-neuf publications, dont « le pluralisme n'est pas une qualité première ».

La CFDT s'inquiète aussi de l'avenir financier que fera Hachette pour maintenir 25 % de la chaîne (1,5 milliard de francs) et de la perte de la liberté de la presse du groupe sur ses activités traditionnelles : journaux, imprimeries.

« La CFDT, dit le syndicat, mettra tout en œuvre pour que la diversification des activités du groupe Hachette ne se fasse pas au détriment des salariés ».

Lors d'un récent conseil central d'entreprise, le syndicat des journalistes Hachette (CGT, CFDT, CGC et CFCT) avait approuvé la candidature du groupe pour la reprise de TF 1.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

« Le Matin » sera de paraître à Montréal. — Le quotidien le Matin, dernier-né des journaux de Montréal, a annoncé son départ mercredi 1<sup>er</sup> avril. Lancé début février par le groupe de presse canadien anglophone Southern, le Matin avait l'ambition d'être le quatrième quotidien francophone du Québec, après le Devoir, le Presse et le Journal de Montréal.

## La future chaîne musicale

### Matignon confirme son intention d'offrir un canal-satellite

Il y aura bien une nouvelle chaîne musicale. M. Chirac en a décidé ainsi et les diverses solutions techniques et financières sont aujourd'hui à l'étude. L'Association pour la télévision musicale, constituée par une trentaine de chanteurs, en débatera le 3 avril et veillera à la concrétisation des propos du premier ministre. Le Printemps de Bourges finira également l'occasion d'une discussion sur le thème « chaînes locales/chaînes musicales », une expérience de télévision locale hertzienne devant avoir lieu pendant toute la durée du festival.

Quelle étonnante histoire, celle de la chaîne musicale ! Pensez ! Condamnée à peine née, critiquée, méprisée, remplacée par M6, il y a eu un mois. Et puis, soudainement, elle est revenue, et ce par le président de la République M. François Léotard, le premier, qualifiant d'« erreur économique » et d'« erreur à l'égard du jeune public » le choix de la CNCL ; puis Claude M. Jacques Chirac, qui, « l'heure de vérité », exprime ses « regrets sur l'affaire de la chaîne musicale » et propose trois scénarios visant à relancer la chaîne d'une nouvelle chaîne musicale. De quoi piquer la curiosité de M. Chirac (Daho, Gainsbourg, Goldman...).

De quoi sera le trouble dans les esprits et le débat sur le développement de la politique suivie en matière de télévision ? Rien ne comprend sans doute jamais pourquoi la CNCL a été remplacée par M6, et les jeunes et aux artistes pour que le premier ministre leur en rende une autre quelques années plus tard !

Quel gâchis ! Quel effet nombre de professionnels, stupéfaits de voir soudainement mais tardivement des politiques. « Faut-il donc que les jeunes leur fassent peur ? », commente le responsable d'une maison de disques, mais que M. Maurice Lévy, président de l'Union nationale des artistes de télévision et ex-président de TV6, trouve « une véritable dommage que la CNCL n'ait pas partagé le point de vue actuel de M. Chirac », et le sien.

Mais alors, que s'est-il passé dans la tête des élus qui peuvent expliquer leur revirement sur la question de la chaîne musicale et leur fesse oublier aujourd'hui les arguments qu'ils développaient hier ? D'abord, sans doute, la mobilisation des artistes et de toute la profession du disque et du spectacle ; les propos de Jean-Jacques Goldman, se refusant à voir la partie jouée et suggérant l'utilisation du canal 38 à Paris. Sans doute aussi le compte d'argumentaire touchant à la défense de la chanson française et à la menace d'une concurrence anglophone imminente (MTV, la première chaîne musicale au monde pourra être reçue en Europe dès le 1<sup>er</sup> juillet). Enfin, et surtout, il y eut les jeunes, leur « manif » (maigre-lette) pour TV 6, leur courrier, et les sondages montrant leur attachement à la chaîne, mais aussi une série d'indications illustrant une antipathie nouvelle pour le parti de gauche. Mauvais, mais après les défilés d'étudiants et un an avant les présidentielles !

« Il faut qu'elle puisse atteindre tous les gens ! » Et de demander un échéancier très précis.

La question économique, enfin. Comment financer une septième chaîne quand les prévisions montrent le marché publicitaire système à la baisse de six chaînes nationales ? Ceux qui considéraient comme risqué la fin de la création d'une sixième chaîne publique de télévision se réjouissent de l'ajout d'une septième chaîne, et cela cette fois thématique. D'où l'idée de recourir rapidement à la télévision par câble qui permettrait à la chaîne de pouvoir immédiatement être captée par les abonnés du câble existant en Europe et par des millions hertzien qui voudraient compléter leurs programmes par quelques heures de programmes musicaux. Voire, a dit M. Chirac, par FR 3.

Certains craignent de voir cette nouvelle chaîne une « vitrine de la télévision française », l'Etat prêt à payer l'intégralité du prix de location d'un canal de satellite Telecom 1 et de le mettre à la disposition de la chaîne. Une solution qui n'est pas pour déplaire au ministre des P et T, M. Gérard Longuet, à la demande de nombreux clients pour son satellite. Mais une solution surprenante puisqu'elle aboutit à faire financer par l'Etat un canal exploité par des réseaux privés.

« C'est une politique volontariste », répond Matignon. La défense de la chanson française est un objectif majeur. Si le cadre de l'économie de la télévision n'est pas d'exister, il appartient à l'Etat de créer un cadre pour faciliter son expression ». Les sceptiques sont donc priés de s'abstenir. La chaîne musicale existera, assure-t-on, d'ici peu.

Aujourd'hui, l'emploi, l'équipe de France TV 6 — dont les contrats sont temporairement repris par l'Etat qui assure son intégration dans M6 — s'apprête, quant à elle, à être définitivement les studios des Champs-Élysées. Une page est tournée. Mais difficile, sans doute, pour ses membres qui observent ces derniers rebondissement, de ne pas ressentir d'amertume. On a fermé leur chaîne, on leur en a créé une autre. Ainsi va la politique...

ANNICK COJEAN.

Le Monde PUBLIARTE ET SPECTACLES Renseignements : 45-55-91-82, poste 4335

Handwritten note: 150

théâtre

5<sup>e</sup> FES DU FILM

L'OT PAUL CE THÉÂTRE



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

## Jeudi 2 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.30 Série : Columbo.  
21.45 Magazine : Infovision.  
Emission d'Alain Dejeans, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decourty et Bernard Laine. Des médecins en quête d'énergie.

23.20 Magazine : C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20.30 Cinéma : Les femmes s'en balancent ■ Film français de Bernard Borderie (1953). Avec Constantine, Nadia Gray, Dominique Wilms, Jacques Castelot, Robert Berri, Dario Moreno.  
Documentaire : La croix et le banancier. Série de quatre émissions de Denis Chégaray et Olivier Doat.  
Dernière partie : Cas patrons qui ont le fol. Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

22.15 Cinéma : Il y a longtemps que je t'aime ■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1975). Avec Jean Carmet, Marie Dubois, Alain Doutey, Rachel Jevenin, José Luccioni, Gaël Gaucier, Gilles Laurent, Christine Deschaumes.  
22.45 Journal.  
22.45 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Ils appellent en un accident ■ Film français de Nathalie Delon (1981). Avec Nathalie Delon, Patrick Norbert, Gilles Segal.  
22.00 Flash d'informations.  
22.10 Cinéma : Fast s'élève la malle ■ Film américain de Sidney Pollack (1980). Avec Gene Wilder, Richard Pryor, Georg Stanford Brown, Joseph Williams.  
0.00 Cinéma : Spenser ■ Film canadien de William Fruet (1983). Avec Olivier Reed, Peter Fonda, Kerie Keane.  
1.25 Cinéma : Catherine ■ Film

français de Bernard Borderie (1969). Avec Olga George-Picot, Béatrice Dautin, Roger Van Hool, Horst Franck, Claude Brasseur.

### LA 5

20.30 Cinéma : Un fil aux tresses ■ Film américain de Jeff Kanew (1983). Avec Kirk Douglas, John Schneider, Lee Purcell, Leah Ayres, Lisa Dausbeat, Tom Noonan.  
22.10 Série : Hill Street Blues.  
23.05 Série : L'inspecteur Derrick.  
0.10 Série : Mission impossible.  
1.55 Série : Supercopier.  
1.55 Série : Jaimé.

### M 6

20.30 Série : Starbuck et Hatch.  
21.30 Cinéma : le Hésard et la Violence ■ Film français de Philippe Labro (1973). Avec Yves Montand, Katharine Ross, Jean-Claude Duvallet, Catherine Allégret.  
Un sociologue quinquagénaire rencontre l'amour dans une ville étrange où la violence devient force de vie.  
Philippe Labro a eu l'ambition de faire passer des symboles contemporains et de l'intervention métaphysique au hasard. Ce n'est pas convaincant sur ce plan mais on s'attache à l'atmosphère onirique, aux interprètes.  
23.00 Magazine : Club 6.  
23.30 Flash d'informations.  
23.35 Magazine : Club 6.  
23.45 Musique : 6 Nuits.  
0.00 Flash d'informations.  
0.05 Musique : 6 Nuits.  
0.15 Flash d'informations.  
0.20 Musique : 6 Nuits.  
0.30 Flash d'informations.  
0.35 Musique : 6 Nuits.  
0.45 Flash d'informations.  
0.50 Musique : 6 Nuits.

### FRANCE-CULTURE

Le poème de chagrin, l'émotion. Balzac. Musique. Emotion-mutation. La danse du canard : Tympan sorcier. Le marché du mois : La lettre d'Amérique.  
22.30 Nuits musicales. 0.10 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 mars salle Pleyel) : Quatre pièces pour alto et piano, op. 113, de Schumann ; Sonate pour alto et piano, de Bach ; Davidbinderlied, pour piano op. 8, de Schumann par Sviatoslav Richter, piano, et Yuri Bashmet, alto.  
23.00 Nuits parallèles. La musique contemporaine, c'est facile...

## Vendredi 3 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13.50 Feuilleton : La vent d'Australie.  
15.00 Audition publique des candidats à la sélection de TF 1.  
17.00 Variétés : La chance aux chansons.  
17.30 La vie des Botas.  
18.40 Jeu : La roue de la fortune.  
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.40 Cooricooboy.  
20.00 Journal.

LA SAMARITAINE : VOUS Y VIENDREZ !

Tous les Meubles.  
Tous les Canapés.  
Toute la Literie.

20

LA SAMARITAINE

20.35 Variétés : Grand public.  
Emission de Patrick Sebatier.  
Avec Sylvester Stallone (en duplex des Etats-Unis), France Gall, Marlène Jobert, Caroline Grimm, Jane Manson, Claude, Antograph, Kassero, François Valéry, Buzi.  
22.00 La séance de 10 heures.  
Avec David Bowie.  
22.30 Feuilleton : Helmut.  
23.30 Journal.  
23.45 Magazine : Premier baloon.  
0.00 sans frontière (TSF).

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13.45 Feuilleton : D'Artagnan amoureux.  
14.45 Magazine : Ligne directe.  
15.40 Feuilleton : Rue Carnot.  
17.35 Récré A 2.  
18.00 Magazine : C'est la vie.  
18.15 Le nouveau théâtre de Boulevard.  
20.00 Journal.  
20.30 Série : Deux fils à Miami.  
21.20 Apogées.  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Sur le thème « La responsabilité des intellectuels », sont invités : Maurice Bardeche (Louis-Ferdinand Céline), Etienne Berlier (les Canarotes), Roger Grenier (L'Homme à la caméra), et autres ; Bernard-Henri Lévy (Eloge des intellectuels), Gabriel Matzneff (Le Taux de Phalaris).  
22.35 Journal.  
22.45 Ciné-club : L'Intendant Senzou ■ Film japonais de Keizo Mizoguchi (1954). Avec Kinuyo Tanaka, Yoshiaki Hanayagi, Kyoko Kagawa, Eitaro Shindo, Ichiro Sugai, Bentzo Myéine.  
Au onzième siècle, une femme et ses deux enfants sont capturés par des bandits. La mère est vendue comme prostituée dans une taverne. Les enfants sont livrés comme esclaves au riche et cruel intendant Senzou. Des années plus tard, le fils va entrer en lutte contre la tyrannie de celui-ci. A travers la barbarie de l'époque féodale japonaise broyant la personne humaine, un chant d'amour profond, obstiné, s'élève.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14.30 Série : Cuisines du monde.  
15.00 Prélude bis.  
16.00 Documentaire : Une révolution invisible.  
16.55 Jazz off.  
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.  
18.00 Feuilleton : Edger, détective cambrioleur.  
18.15 Dis, raconte-moi les amnésies.  
18.57 Juste ciel, petit horoscope.  
19.10 Le 18-20 de l'information.  
20.05 Jeux : La maison.  
20.35 Feuilleton : Les liens du sang.  
21.35 Portrait.  
Ricardo Bofill.  
22.30 Journal.  
22.55 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Red ■ Film américain de Warren Beatty (1981). Avec Warren Beatty, Diane Keaton, Jerry Kosinski, Paul Nicholson, Maureen Stapleton.  
17.05 Cabon castro.  
17.30 Série : Batman.  
18.00 Flash d'informations.  
18.15 Dis, raconte-moi les amnésies.  
18.45 Top 20.  
19.15 Flash d'informations.  
19.30 Feuilleton : Obésité mal.  
20.05 Starbuck.  
20.30 Cinéma : Assommoir pour l'échafaud ■ Film français de Louis Malle (1957). Avec Jeanne Moreau, Maurice Ronet, Georges Poujouly, Lino Ventura, Jean Wall.  
22.25 Flash d'informations.  
22.35 Cinéma : Le pré-sonn ■ Film américain de Martin Ritt (1976). Avec Woody Allen, Zero Mostel, Michael Murphy.  
0.05 Téléfilm : L'hôpital en flammes.  
1.40 Cinéma : C'est moi de famille ■ Film français de Costa-Gavras (1986). Avec Johnny Hallyday, Fanny Ardant, Guy Marchand.  
3.20 Cinéma : Sait-on jamais ■ Film français de Roger Vadim (1957). Avec Françoise Arnoul, Christian Marquand, Robert Hossein, O.-E. Hasse, France Fabrice.  
Cinéma : La Forêt noire ■ Film américain de Michael Mann (1983). Avec Scott Glenn, Alberta Watson, Jürgen Prochnow.  
6.25 Magazine : Flash TV.

### LA 5

13.55 Série : L'inspecteur Derrick.  
14.00 Série : Supercopier.  
15.55 Série : Cinq.  
16.45 Dessin animé : King Arthur.  
17.15 Dessin animé : Princess Sarah.  
17.45 Série : Arnold et Willy.  
18.15 Série : Jaimé.  
19.05 Série : Happy Days.  
19.35 Série : Mission impossible.  
20.30 Feuilleton : Racines II (4<sup>e</sup> épisode).  
22.10 Série : Hill Street Blues.  
23.05 Série : L'inspecteur Derrick.  
0.10 Série : Mission impossible.  
1.55 Série : Supercopier.  
1.55 Série : Jaimé.

### M 6

18.00 Feuilleton : L'homme de Picardie (20<sup>e</sup> épisode).  
14.30 Henri Gaultier raconte... Jaurès (2<sup>e</sup> partie).  
15.00 A.M. Magazine.  
16.45 Jeu : Méditerranée.  
17.30 Magazine : L'essai.  
19.00 Série : La petite maison dans la prairie. La fête (1<sup>re</sup> partie).  
19.30 Journal.  
19.50 Série : La petite maison dans la prairie. La fête (2<sup>e</sup> partie).  
20.20 Jeu : Le jeu.  
20.30 Série : Dyanette. Complications.  
21.30 Série : Cagney et Lacey. Hot Line.  
22.30 Ciné-Club : Casanova, un adolescent à Venise ■ Film italien de Luigi Comencini (1969). Avec Leonard Whiting, Claudio de Gennaro, Mariagrazia Baccolini, Lionel Stander, Tina Aumont.  
0.40 Magazine : La saga du rock (rediff.).

### FRANCE-CULTURE

20.30 Débat. La construction de l'Europe et le traité de Rome.  
21.30 Musique : Black and jazz. Mode d'emploi.  
22.30 Nuits musicales. 0.10 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 31 mars à Baden-Baden) : Deux légendes (Saint François d'Assise prêchant aux oiseaux ; Saint François de Paule marchant sur les flots) ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en la majeur ; Ce qu'on entend sur le montage, poème symphonique n° 1 ; Méphisto-walse, de Liszt, par l'Orchestre symphonique de Sileswood, dir. Peter Eötvös ; sol. Pi-Hsien Chen, piano.  
22.20 Les soirées de France-Musique.  
22.30, Les pêcheurs de perles ; 0.30, Méditerranée.

# Informations

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 avril à 6 heures et le dimanche 5 avril à 24 heures.

Un centre dépressionnaire, stationnaire sur le golfe de Gascogne, dirige sur notre pays une perturbation qui achèvera de s'évacuer samedi. Après son passage, la dépression se comblera progressivement. La France sera ainsi soumise à un flux de sud-ouest modéré donnant un temps variable et plus chaud.

Vendredi matin : sur la Bretagne, la basse-Normandie, les Pays de Loire, le Poitou-Charente le temps sera couvert et pluvieux. Sur le reste du pays, le ciel sera très nuageux à couvert, avec quelques éclaircies possibles sur les Pyrénées orientales et sur les régions situées à l'est du Rhône et de la Seine. Des averses seront à craindre sur les côtes méditerranéennes.

Vendredi après-midi : le temps couvert et pluvieux s'étendra sur le Massif Central, l'Alsace, le Centre, le Limousin, l'Auvergne, le Poitou-Charente, et le nord de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées. Des éclaircies, quelques averses actives surviendront en fin d'après-midi sur la Bretagne.

Alléluia, le temps sera très nuageux avec des averses locales, l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, les Alpes du Nord et les Pyrénées centrales vont toutefois au peu près d'éclaircies. Attention au risque d'orage sur les côtes méditerranéennes en soirée.

Les vents de sud seront modérés à assez forts sur l'ensemble du pays et atteindront 80 km/h sur les côtes de la Manche.

Les températures minimales prévues vont de 5 à 9 degrés du nord au sud sur l'ouest du pays, et 7 à 9 degrés sur l'est du pays, et 7 à 9 degrés sur les régions proches des Pyrénées et de la Méditerranée.

Samedi 4 avril : le temps restera ensoleillé sur le Sud-Ouest, où les températures seront en hausse. Sur le quart nord-ouest, quelques averses éclatées avec de belles éclaircies.

Le 5 avril le temps couvert et pluvieux s'étendra le matin du Nord et des Ardennes, du Massif Central et à la Provence. Ce mauvais temps se décalera vers l'est pour concerner en cours de journée toutes les régions situées de l'Alsace aux Alpes et à la Méditerranée. Après son passage, les éclaircies entrecoupées de quelques averses ne gêneront pas le soleil. Les éclaircies se produiront sur les régions méditerranéennes et sur les versants sud du Massif Central et des Pyrénées.

Le vent de secteur sud à sud-est sera fort dans les régions.

Dimanche 5 avril : sur Midi-Pyrénées, le temps sera toujours largement ensoleillé, avec des températures très élevées.

Des passages nuageux importants se produiront sur le littoral atlantique et en Bretagne, où des averses pourront avoir lieu. Partout ailleurs, de très belles éclaircies se développeront en cours de journée, des risques d'ondées parfois orageuses subsisteront toutefois dans le Nord-Est et le Massif Central.

EXPOSITION : quatre pas dans les nuages... - Entre 1987 et 1987, cinq mille véhicules (camions, autobus, sondes) ont quitté la Terre pour remplir un certain nombre de missions entre autres l'exploration, l'observation de la Terre ou exploration spatiale. Jusqu'au 25 avril, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette propose de prendre un « Ticket pour l'espace » : c'est le titre de l'exposition qu'elle organise. Un itinéraire du troisième type familiarisera les visiteurs avec le « minibus » spatial Hermes, les satellites Télécom 1, Hipparcos, Spot, le ballon Venus... Ils pourront assister à diverses animations (stimulations visuelles entre autres) films, débats et conférences, et tester leur aptitude au métier d'astronome.

Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion, 75019 Paris. Mardi, jeudi, vendredi de 10 h à 18 h ; mercredi de 12 h à 21 h ; week-ends et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé le lundi. Renseignements : 40-67-72-73.

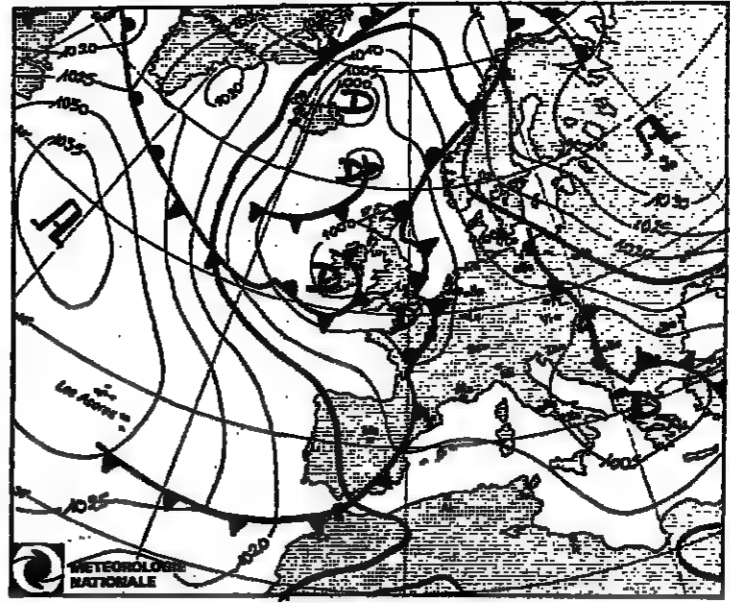
FLEURS : Grobid'Expo. - Pour la première fois, Grobid'Expo, exposition internationale d'orchérides, se tiendra en France, du 3 au 12 avril à Nancy. Sur quelque 13 000 mètres carrés, c'est 25 000 plantes représentant 1 200 espèces qui seront présentées ; des fleurs venues de France, de Belgique, du Mexique, de Pologne, d'Asie, d'Allemagne, des Pays-Bas, etc. Mlle Bernadette Chirac et Lucette Michaux-Chevry, MM. Bernard Pons, Philippe Siguin, François Guilleume, Alain Carignon et Gérard Longuet participeront à cette manifestation présidée par M. André Rossinat, maire de Nancy.

Parc des Expositions de Nancy, de 9 heures à 22 heures. Entrée adultes 25 F, enfants de cinq à douze ans 10 F, groupes (vingt personnes) 20 F. Renseignements : 83-41-47-47 ou 83-51-09-01.

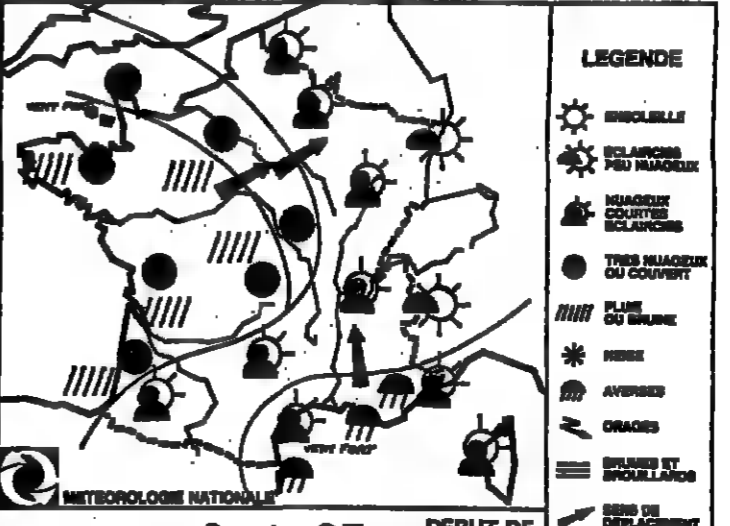
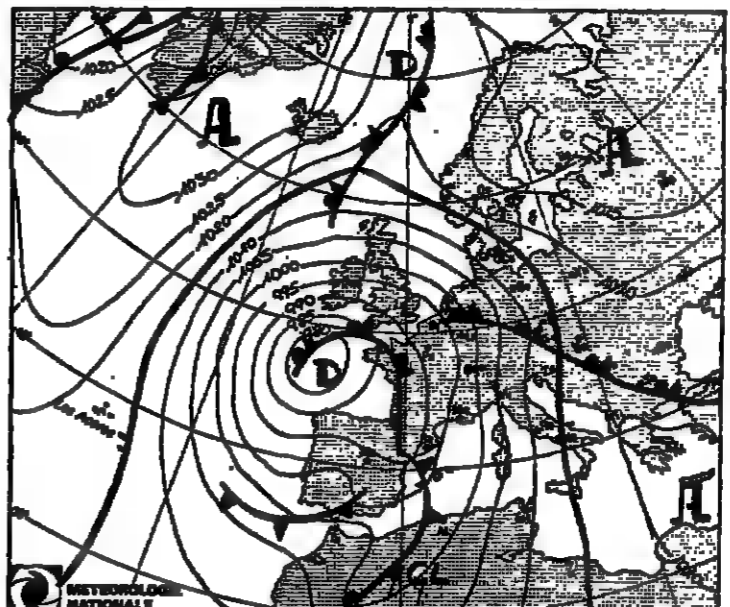
JOURNÉES D'INFORMATION : « L'audiovisuel dans nos pays ». - Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) organise trois journées d'information sur l'audiovisuel : « L'audiovisuel dans tous ses états », les 2, 3 et 4 avril, pour faire le point sur les métiers de l'audiovisuel et leur évolution. Les visiteurs pourront assister à des animations, des tables rondes et des débats avec des professionnels.

CIDJ, 101, quai Branly, 75015 Paris, de 11 heures à 18 heures, les 2, 3 et 4 avril.

### SITUATION LE 2 AVRIL 1987 A 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 4 AVRIL A 0 HEURE TU



### TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valoires extrêmes relevées entre le 1-4 à 6 h TU et le 2-4-1987 à 6 h TU

FRANCE		TUNIS		ALGER		MOROCCO		MADRID		LISBONNE		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		LONDRES		PARIS		MILAN		ROME		ATHÈNES		CAIRO		NEW-YORK		HONG-KONG		TOKYO		MOSCOU		PÉKIN		SINGAPOUR		STOCKHOLM		OSLO		COPENHAGUE		BERLIN		MOSCOU		MADRID		L	
--------	--	-------	--	-------	--	---------	--	--------	--	----------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	-------	--	-------	--	------	--	---------	--	-------	--	----------	--	-----------	--	-------	--	--------	--	-------	--	-----------	--	-----------	--	------	--	------------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---	--

« services »

VOYAGES

Les compagnies aériennes européennes lancent leur propre carte de paiement

Treize compagnies aériennes européennes s'unissent pour proposer, à partir du 15 mai, une nouvelle carte de paiement, « Airplus », destinée aux entreprises, auxquelles elle est offerte au prix de 300 F par an pour la première carte et de 150 F pour les suivantes.

Air France, Aer Lingus, Alitalia, Austrian Airlines, British Airways, Finnair, Iberia, Icelandair, KLM, Lufthansa, Sabena, Swissair et TAP Air Portugal ont décidé de créer cette carte pour limiter l'emploi des cartes American Express, Diners Club ou Visa, qui prélèvent sur les factures une commission trop élevée.

La carte Airplus permettra de régler les principales dépenses des collaborateurs en mission d'une entreprise : transports, hôtels, location de voitures. D'ici cinq ans, les promoteurs espèrent qu'elle sera acceptée dans dix-huit mille points de vente du monde entier.

De plus, la carte vaudra, à son porteur, une assurance personnelle gratuite couvrant les risques du voyage, des prix préférentiels pour les locations de voiture et dans les hôtels et, encore, un accès au club Service plus d'Air France. Ultérieurement, elle servira au retrait d'argent liquide aux comptoirs de compagnies et dans certaines banques.

PARIS : vacances de Pâques. - Les activités sportives ou culturelles sont organisées par la Mairie de Paris pour les jeunes qui ne partent pas en vacances de Pâques : équitation, patinage sur glace, natation, spectacles, promenades pour découvrir les bois et les squares, excursions, même les activités de l'informatique et la prévention routière. \* Renseignements : Mairie de Paris, 17, boulevard Morland, 75181, Cedex 04. Tél. : 42-77-15-88.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4455

Grid for crossword puzzle with numbers 1-9 and letters A-Z.

HORIZONTALEMENT

I. Trouvent parmi les issues un plein centre. - II. Est monté ou se trouve au plus bas. Mouvement artistique. - III. Forme d'avoir. Bâtiment royal. - IV. Agit en conformité avec une pensée de Musset. N'entend pas être la victime du « devoir ». - V. Se prend souvent au nid. - VI. Pour le corps ou l'esprit. Point de départ ou de retour. - VII. Continuer à aller de l'avant ou en arrière. - VIII. Écrivain pour hooligans. Beaufort fut celui des Halles. - IX. Doit être doué pour la multiplication (à l'école comme à la ferme). - X. Personnel. On la suit, l'arrête et l'exécute. - XI. Travailleuse ayant souvent la coiffe.

VERTICALEMENT

I. Jeu. - 2. Pilote. - 3. Participe passé. En long et en large. - 4. Pronom. Se montre serviable et inflexible. - 5. Même schéma, on ne l'essuie pas moins. Poésie dans la Haute-Marne. - 6. Attribut d'un bouquin ou repère dans la bouquinerie. - 7. Un ours qui grogne. Avec lui, le compte n'est jamais bon. - 8. I. Même schéma d'un secrétaire de qualité. Le mot peut y jouer le rôle. Proposition. - 9. Note. Etouffe plus ou moins brillante.

Solution du problème n° 4454. Horizontalement: I. Estampes. - II. Nativement. - III. Cr. P. - IV. Acuité. - V. Desjardins. - VI. RP. Muse. - VII. Eh! - VIII. IV. - VIII. Malin. - IX. Ego. Ben. - X. M. - XI. Solon. Verticalement: 1. Encadrement. - 2. Sarcophage. - 3. Tl. Us. Tor. - 4. Avoué. - 5. Me. Ta. Il. - 6. Impensable. - 7. No. D. - 8. Ego. Ben. - 9. TTC. Événement. GUY BROUTY.

Table for Loterie Nationale with columns for numbers and prizes.

LOTTO

Lotto numbers and prizes table.

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

Zodiac signs and prizes table.

loterie nationale

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun autre (L.O. du 27/12/86)

Le numéro 070811 gagne 1 000 000,00 F

Table with numbers and prizes.

Les numéros approchant de mille gagnent 40 000,00 F

Table with numbers and prizes.

Les numéros approchant aux gagnent

Table with numbers and prizes.

Tous les billets se terminant par gagnent

Table with numbers and prizes.

TIRAGE DU MERCREDI 7 AVRIL 1987

loterie nationale

TRANCHE N°33 DU

TIRAGE DU JEUDI 2 AVRIL 1987

LE NUMÉRO 300983 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 420 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 avril 1987: DES DÉCRETS. N° 2723 du 27 mars 1987 modifiant le décret n° 83-223 du 27 février 1982 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse centrale de crédit coopératif. N° 2724 du 27 mars 1987 portant application au 1er janvier 1986 des dispositions de l'article 92 de la loi de finances pour 1985 (n° 1000) du 30 décembre 1984) modifiant l'indice de référence de la valeur du point de pension militaire d'invalité fixé à l'article L 8 bis du code des pensions militaires d'invalité et des victimes de guerre.

EN BREF

COLLOQUE : le judaïsme libéral, réponse aux défis de notre temps ? - Pour la première fois, juifs libéraux et orthodoxes sont réunis au même endroit à l'initiative du Mouvement juif de France qui célèbre en 1987 le dixième anniversaire de sa création. Avec la participation de Roger Benarroch, président du MJLF, des rabbins Daniel Fabri (Paris) et Albert Dahan (Bruxelles), du professeur Jean Halperin, d'Aïné Finkelstein, du grand rabbin André Chénouan (synagogue de la Victoire à Paris) et du rabbin Zoua de Jérusalem. Les conclusions seront établies par David Kessler, agrégé de philosophie. \* Les 4, 5, 6 avril, au centre Rachi (30, boulevard de Port-Royal, à Paris-9). Pour tout renseignement : MJLF, 45-75-38-01.

SOLIDARITÉ : vacances handicapés

Le Comité de liaison pour les handicapés recherche des familles pouvant accueillir pour les vacances des handicapés et assurer un encadrement pour les handicapés mentaux et moteurs. Les propositions sont reçues par le CNLFRH, 228, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 45-48-90-13. De même, l'Association de transport pour les handicapés parisiens recherche d'urgence des bénévoles pour certains week-ends. Elle fournit les véhicules. ATACH. Tél. : 42-46-37-51.

Le Monde CADRES advertisement for ETAP recruitment agency listing various job openings like 'DEUX INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES', 'DUT GESTION DU PERSONNEL', etc.

DEMANDES D'EMPLOIS

BATISSONS ENSEMBLE VOTRE INFORMATIQUE COMPTABLE ET FINANCIERE advertisement for a training and consulting firm.

L'AGENDA

Vacances Tourisme Loisirs. PAQUES CARAIRES/MUSTIQUE. COTE D'AZUR. JUAN-LES-PINS 06100.

L'IMMOBILIER

Real estate listings for apartments, houses, and offices in various locations like Paris, Laval, and Brittany.

# Economie

## SOCIAL

### La CGT réunit ses unions locales

## Les compagnons du recours

La CGT réunit le jeudi 2 et le vendredi 3 avril à Nanterre les V<sup>e</sup> rencontres nationales des unions locales (UL). Pour M. Michel Warcholek, secrétaire de la CGT, « le rôle fondamental de l'UL est d'aider les syndicats et sections syndicales à jouer leur rôle d'outils de lutte, de faire partager notre conception de l'activité syndicale à toutes les bases organisées de la localité et d'implanter la CGT là où elle n'existe pas ». La CGT compte 976 unions locales dont 90 se trouvent dans des villes de plus de 100 000 habitants. Au cours des trois dernières années, 550 unions locales ont tenu des congrès, rassemblant au total 23 000 délégués.

LE HAVRE  
Un envoyé spécial

« L'union locale (UL) est une roche », aime à dire M. Michel Warcholek, secrétaire de la CGT. La formule est joliment trouvée et elle prend tout son sens au Havre, une place forte de la centrale cégétiste (48,43 % aux élections provinciales de 1981 et 38,27 % aux élections de la Sécurité sociale en 1983).

Recours pour les syndicats auxquels l'UL apporte un précieux soutien pour « les luttes ». Recours pour l'élaboration d'activités non systématiques de cabiers de revendications locales. Recours pour les salariés syndiqués privés de moyens syndicaux, l'UL est aussi pour les délégués et les retraités qui, par définition, ne sont pas ou plus dans le syndicat. Avant de passer au syndicalisme la semaine ouverte le manifestant vient à travers les Compagnons du

devoir. Il a aujourd'hui dans les UL des compagnons du recours. Créée en 1977 par 13 adhérents des syndicats l'UL du Havre, dirigée par M. Jacques Defortescu, revendique aujourd'hui « environ 15 000 syndiqués » (pour 350 salariés), 170 bases syndicales et 1 100 élus et mandats. Son histoire se confond avec celle de la centrale Franklin, créée en 1977 « Bourse du travail », en 1978 « Maison des syndicats », avec entre-temps des réunions fermées. En l'inaugurant en 1976, Jules Siegfried, maire du Havre, avait voulu honorer l'illustre Américain « l'ami de l'ordre et de la liberté ». Aujourd'hui, les cégétistes y voient « l'endroit où l'on défend les travailleurs ».

### Une roche

Dirigée par une exécutive de 40 membres, un bureau de 14 membres et un secrétariat de 7 membres, l'UL est pourtant active et dynamique. Elle édite des publications et a organisé une quinzaine de stages de formation de mai 1986 avec 480 stagiaires. Telle qu'elle se présente aujourd'hui lors d'une réunion de journalistes de l'association des journalistes de la ruche. Une permanence juridique aide les syndicats CGT à se défendre, certains dossiers allant devant les prud'hommes, qui traitent 1 050 affaires par an. Un « comité des travailleurs privés d'emploi » (1), animé par deux membres de l'UL, lutte sur les causes du chômage et pour retrouver un emploi. Dans une ville qui compte, selon la CGT, 19 000 chômeurs, ses animateurs refusent, « à la différence des autres comités, l'assistance dans le chômage » ou l'assistanat.

Mais, derrière la roche, il y a, selon la formule de M. Warcholek appliquée au niveau national, « d'immenses déserts syndicaux ». L'UL reconnaît qu'il y a eu en 1986 « peu de bases nouvelles », un exploitant que « dès qu'un employé syndiqué de la CGT, il se soumet aux pressions des patrons ». L'effort est porté en priorité sur le tertiaire, qui représente 57,1 % des salariés havrais. Une UL syndicale est implantée en 1985 à la caisse d'allocations familiales. Ailleurs, l'UL met en place des « antennes » en zone industrielle ou recourt à « parrainage » d'entreprises où la CGT n'est pas « organisée ». Il en est ainsi de la Société générale, place Meyer, dont les 350 salariés ont l'objet de l'attention de l'UL. On leur distribue des journaux appelés le Grain au sel. Peu qu'il y ait récolté...

MICHEL NOBLECOURT.

logée chauffée gratuitement par la mairie, celle-ci étant dirigée depuis 1965, indique-t-on, par une « union démocratique ». Au Havre, les cégétistes chantent les louanges de M. André Duron, maire communiste depuis 1971, en ne citant jamais son nom. « Le sénateur-maire, avec lequel, pour M. Defortescu, les relations sont plus que correctes ». En dehors du sénateur-maire, assure-t-il, aucune personnalité politique n'a pris d'initiatives pour défendre la réparation navale. La mairie rembourse partiellement le téléphone, et les ventilateurs représentent « un budget alimenté aussi par une subvention de 3,97 F par syndiqué. On pense que c'est trop, commente-t-on, car si la mairie venait à changer... » Prévoyance.

Dirigée par une exécutive de 40 membres, un bureau de 14 membres et un secrétariat de 7 membres, l'UL est pourtant active et dynamique. Elle édite des publications et a organisé une quinzaine de stages de formation de mai 1986 avec 480 stagiaires. Telle qu'elle se présente aujourd'hui lors d'une réunion de journalistes de l'association des journalistes de la ruche. Une permanence juridique aide les syndicats CGT à se défendre, certains dossiers allant devant les prud'hommes, qui traitent 1 050 affaires par an. Un « comité des travailleurs privés d'emploi » (1), animé par deux membres de l'UL, lutte sur les causes du chômage et pour retrouver un emploi. Dans une ville qui compte, selon la CGT, 19 000 chômeurs, ses animateurs refusent, « à la différence des autres comités, l'assistance dans le chômage » ou l'assistanat.

Mais, derrière la roche, il y a, selon la formule de M. Warcholek appliquée au niveau national, « d'immenses déserts syndicaux ». L'UL reconnaît qu'il y a eu en 1986 « peu de bases nouvelles », un exploitant que « dès qu'un employé syndiqué de la CGT, il se soumet aux pressions des patrons ». L'effort est porté en priorité sur le tertiaire, qui représente 57,1 % des salariés havrais. Une UL syndicale est implantée en 1985 à la caisse d'allocations familiales. Ailleurs, l'UL met en place des « antennes » en zone industrielle ou recourt à « parrainage » d'entreprises où la CGT n'est pas « organisée ». Il en est ainsi de la Société générale, place Meyer, dont les 350 salariés ont l'objet de l'attention de l'UL. On leur distribue des journaux appelés le Grain au sel. Peu qu'il y ait récolté...

MICHEL NOBLECOURT.

## ÉTRANGER

### La polémique sur la dette

## Mise en garde des banques créancières du Brésil

Les banques américaines viennent d'envoyer un double signal au Brésil. La première est la mise en garde de bon aloi. Au moment même où le Brésil négocie avec les banques américaines, M. Dilsen Fuzaro, ambassadeur de soulagement que la dette brésilienne mardi 31 mars avait été passée sans difficultés et que les lignes de crédits à court terme toutes été renouvelées, les banques américaines déclarent de « déclasser » leurs prêts au Brésil. Ce déclassement, déjà utilisé l'année dernière par l'Argentine en 1985, équivaut à un rappel à l'ordre et le dernier pas avant que les créanciers ne soient en mesure de suspendre leurs engagements dans une réserve spéciale.

Le 10 avril aura lieu à Washington une réunion entre le gouverneur de l'Institut d'émission brésilien, M. Francisco Gros, et le comité de coordination représentant quelque 700 banques impliquées au Brésil. Les dirigeants brésiliens comptent pour le moment sur leurs positions. Le moratoire unilatéral imposé en février dernier sur les crédits à moyen et long terme pour une durée indéterminée — ce qui constitue une première dans la longue saga du Brésil — a été maintenu — a une signification précise. De passage à Paris, le ministre de la culture, M. Carlos Furtado plus connu comme économiste, le rappelle. Il s'agit de faire entendre aux créanciers du Brésil la nécessité d'accepter de nouvelles règles de jeu. Maintenir une croissance même

limitée à quelque 2 % contre 8 % depuis deux ans en représentant le contrôle de la consommation en favorisant la reprise urgente des investissements productifs, exige des choix. « C'est d'une réduction des remboursements de la dette à environ 2,5 % du produit intérieur brut, 4,5 % si rien n'est fait, s'impose. Brasília espère un autre obtenir une diminution des taux de marge appliquée sur ses échéances.

Cette attitude de quel inquiéter le Brésil. Avec un endettement extérieur de 109 milliards de dollars, ce géant de la dette latino-américaine a la force de ses faiblesses. D'autant que les banques, notamment américaines, bénéficient, au travers de leurs filiales brésiliennes, d'une source de bénéfices trop importante pour ne pas être vulnérables à des mesures éventuelles de représailles. Les banques ainsi à un danger. Nul n'exclut pourtant une négociation, même si les marchandages s'avèrent difficiles.

C'est que les créanciers privés du Brésil ont laissé entendre un renouvellement des lignes de crédits à court terme, à hauteur de 15 milliards de dollars, sans lesquelles le pays serait totalement paralysé. Certaines banques les ont reconduites pour cent quatre-vingt jours, d'autres pour soixante, les plus réticentes pour un délai limité à trente jours pour commencer la pression. Toutes s'accrochent avec impatience à la présentation d'un programme crédible de reprise en main d'une économie qui, dans le feu de la préparation des élections du printemps dernier, a gravement déstabilisé.

Une tâche difficile, dans la période de turbulences sociales que traverse le pays. Mais si l'hyperinflation — 400 % en système annuel — fait à nouveau des ravages, les premières ponctions décidées par le gouvernement ont commencé à porter leurs fruits : en mars, les ventes de détail étaient inférieures de quelque 30 % à leur niveau pour autant faire basculer le pays dans une récession inacceptable, en terme sociaux et politiques ? Le gouvernement brésilien refuse pour le moment ce dilemme.

Comme le souligne M. Furtado, il était relativement facile d'assurer la reprise sans dérapage inflationniste lorsque la production industrielle était utilisée à 60 % de sa capacité. Maintenant qu'elle tourne à 80 %, de nouvelles dépenses en capital fixe s'imposent. L'expérience du plan Cruzado, décevante à bien des égards, a coûté la vie à un million d'emplois. La mise en lumière de ses limites a prouvé la nécessité de financer l'appareil productif. Il reste aux Brésiliens à présenter d'ici à la fin du mois un plan suffisamment ferme pour que leurs créanciers envisagent de faire une part du chemin en acceptant un étalement dans le temps des échéances. Le temps presse. Le 15 avril, 9,6 milliards de crédits à moyen et long terme viendront à échéance et, en l'absence d'un compromis, les Américains seront amenés à considérer comme « non performants » leurs impayés de 20 milliards.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## Les bailleurs de fonds prêts à apporter 1,8 milliard de dollars au Sénégal

Impressionnés par les résultats des deux dernières années et par un programme de redressement à long terme (1985-1992), les bailleurs de fonds de la Banque mondiale, se sont déclarés prêts, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, à fournir à Dakar une enveloppe de quelque 1,8 milliard de dollars en trois ans. Les dirigeants sénégalais estiment, en effet, à environ 600 millions de dollars par an leurs besoins en capitaux extérieurs pour mener à bien un plan conjugué réformes et croissance.

L'expansion de 3,5 % enregistrée en 1985 et de 4,6 % en 1986 reste, pour le moment, exceptionnelle à bien des égards. De bonnes conditions climatiques après des années de sécheresse et l'allègement de la zone pétrolière ont largement contribué à ce résultat. Le consolidier et parvenir à une croissance moyenne de 3,5 % d'ici à 1992 exige un effort financier que le Sénégal ne peut, seul, fournir.

Le service de la dette absorbera cette année plus de 40 % des ressources budgétaires et près du quart des recettes à l'exportation. Une contrainte d'autant plus lourde que ce pays dépend encore pour l'essentiel d'une poignée de produits de base — arachide, phosphates, — dont les cours restent déprimés. Aussi les dirigeants sénégalais escomptent-ils un soutien à la balance des paiements, aussi essentiel à leurs yeux qu'une aide-projet évaluée à 320 millions de dollars par an d'ici à 1990.

Il leur faudra, en effet, poursuivre les réformes engagées dans l'agriculture comme dans l'industrie ou dans la fonction publique, tout en veillant à « amorcer le choc social » d'une transition vers une économie plus libérale. A cet effet, des fonds spéciaux ont notamment été créés pour faciliter la réinsertion dans le secteur productif — agricole ou industriel — de fonctionnaires privés d'emploi. En « passant le témoin du Fonds monétaire international à la Banque mondiale et au ministère des finances à celui du plan », comme l'indiquent les membres de la délégation sénégalaise, la preuve a en tout cas été apportée que Dakar était prêt à poursuivre un moment la stratégie d'« une économie d'ajustement ». Sans pour autant abandonner un volet essentiel du redressement, la sauvegarde d'une croissance supérieure à la poussée démographique, faite de quoi les sacrifices imposés aux Sénégalais se révéleront vite insoutenables.

F. Cr.

## Bonn arrête les modalités de la réforme fiscale

BONN  
de notre correspondant

Conformément aux engagements pris lors de la réunion des ministres des finances du groupe des Cinq au Louvre le 22 février, le gouvernement ouest-allemand a arrêté, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, en conseil des ministres, un nouvel effort de réduction fiscale pour relancer son économie. Les recettes du fisc seront diminuées de 13,7 milliards de DM (45 milliards de francs) au 1<sup>er</sup> janvier 1988, dont 8,5 milliards étaient déjà prévus par le premier plan de réduction de 1984. En application de ce même plan, les revenus fiscaux de l'Etat avaient déjà été amputés de 11 milliards des années 80.

Les 5,2 milliards supplémentaires ont un à-valoir sur le grand projet de réforme fiscale des années 90 dont les grandes lignes ont été arrêtées en mars dernier lors des négo-

ciations entre les partis de la coalition. Cette réforme, qui prévoit elle-même au total une diminution des impôts directs de 44 milliards de DM, doit encore faire l'objet d'ici à la fin de l'année d'arbitrages difficiles. Une partie (20 milliards de DM) doit être financée par une augmentation des impôts indirects ou une diminution des subventions à l'industrie.

Pour le moment, on n'en est pas là. Les 13,7 milliards prévus pour 1988 devront être compensés par le budget. Le nouvel effort annoncé profitera aux ménages, grâce à un relèvement du minimum imposable, grâce aussi à des dégrèvements supplémentaires en faveur des parents célibataires ou pour couvrir les frais de formation des enfants. D'autres mesures ont été prises en faveur des petites et moyennes entreprises.

H. de B.

## REPÈRES

### Bourse

#### La réforme est acceptée

Les agents de change ont dit « oui » à la fin de leur monopole. Invité, le mardi 31 mars, par leur syndic, M. Xavier Duron, à se prononcer sur le projet de réforme de la Bourse mise en chantier par M. Edouard Besson, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ils ont voté assez massivement en faveur de son adoption par 18 « oui » contre 23 « non ».

Cette réforme sera mise en œuvre par étapes, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1988. La première de ces étapes est fondée sur le 1<sup>er</sup> janvier 1980 avec la disparition de toute limitation dans les prises de participation. Enfin, le 1<sup>er</sup> janvier 1992, toute personne morale capable de présenter des garanties et d'avoir l'agrément du Conseil des Bourses françaises aura le droit d'opérer des transactions sur le marché.

### Croissance

#### Le FMI ramène ses prévisions à 2,5 % dans les pays industriels

La dépréciation du dollar et une demande dans l'ensemble faible ont poussé le Fonds monétaire interna-


### Prix de gros

tionnel à revoir en baisse ses prévisions de croissance dans les pays industriels. Après avoir envisagé une expansion de 3,1 % lors de ses estimations de l'automne, le FMI envisage désormais 2,5 % en 1987, contre 2,4 % en 1986. Le Japon demeurera le pays le plus dynamique, avec une progression de son produit national brut de 2,8 % cette année, contre 2,3 % en 1986.

En revanche, la désinflation se poursuivra à un rythme plus soutenu que ne l'envisageait initialement les experts du Fonds, et la hausse des prix devrait être limitée en 1987 à 2,8 %, et non 3,1 % comme ils le pensaient en novembre. Rappelons qu'en 1986 l'inflation moyenne des pays industriels s'était inscrite à 3,4 %. Faible croissance et faible inflation seront ainsi la toile de fond d'une conjoncture encore dominée par les déséquilibres profonds entre les excédents de balances des paiements japonais et allemands d'une part, les déficits américains d'autre part.

### Baisse en France en février

Les prix de gros hors taxe ont, dans leur ensemble, diminué en février en France, à l'exception de ceux des cuirs tannés et des corps gras industriels, selon les dernières données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Sur un mois, la baisse atteint 0,3 %, et sur douze mois 5 %. Les reculs les plus notables ont été enregistrés sur les combustibles solides à usage industriel (-1,9 %), les produits pétroliers (-3,6 %) et le gaz distribué par GDF (-1,7 %).



## الجزائر - ALGERIE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES  
CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

### ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE

DIRECTION ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

**AVIS DE PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES RELATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL POUR LA RÉALISATION D'UNITÉS DE PRODUCTION DE FIBRES ET FILAMENTS POLYESTER**

L'ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE (ENIP) lance un appel à la concurrence pour la présélection des entreprises nationales et internationales qui seront admises ultérieurement à participer à l'appel d'offres restreint pour la réalisation d'unités de production de fibres et filaments de polyéthylène téréphtalate (polyester).

La concurrence est ouverte aux entreprises spécialisées dans l'engineering, la fourniture des équipements et la construction, ayant une bonne expérience dans la réalisation d'installations pétrochimiques, à l'exclusion de tout intermédiaire ou assimilé.

Le dossier de candidature à la présélection devra comprendre :

1. - Une copie des documents légaux de constitution de l'entreprise.
2. - Le capital de la société.
3. - Les références détaillées de la société et de ses principaux responsables techniques.
4. - Bilan et montants des chiffres d'affaires de l'entreprise pendant les cinq (5) dernières années.
5. - CV et photo, le cas échéant, pour les candidats (s), pour lesquels la société est liée.
6. - La liste des réalisations de la société.

Les dossiers de candidature à la présente présélection établis conformément à la réglementation algérienne en vigueur, rédigés en langue française, seront adressés sous double enveloppe à :

M. le Directeur « Études et Développement »  
Entreprise nationale de la pétrochimie  
Zone industrielle de Skikda  
BP 07 - SKIKDA

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :  
- Avis de présélection d'entreprises d'unités de production - fibres et filaments polyester -  
CONFIDENTIEL - NE PAS OUVRIR.

L'enveloppe intérieure contenant les documents, comportera le sigle ou la raison sociale de l'entreprise candidate.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée à trente jours à compter de la date de parution du présent avis.

150-11-11



# Economie

## AFFAIRES

### Irritée d'être exclue du marché des télécommunications

## La Grande-Bretagne s'interroge à son tour sur des mesures de rétorsion commerciale contre le Japon

Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne va-t-elle prendre des mesures de rétorsion contre le Japon, accusé de pratiques commerciales « déloyales » ? Le gouvernement de M. Thatcher devait en discuter ce 2 avril à partir de propositions que lui a soumises M. Paul Channon, secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie. Les mesures envisagées concernent différents secteurs, comme l'aviation (départ forcé de Japan Airlines de l'aéroport d'Heathrow à celui de Gatwick, moins pratique), la santé, l'automobile, voire l'accès aux appels d'offre publics, mais l'essentiel serait constitué d'un blocage, plus ou moins complet, des installations de banques et de sociétés financières japonaises sur le marché de la City.

La Grande-Bretagne est inquiète de son lourd déficit commercial avec Tokyo (environ 36 milliards de francs), mais c'est surtout « l'affaire » Cable and Wireless qui a irrité Londres. Cette société britannique de télécommunications désire, en effet, profiter de la fin du monopole des PTT japonaises démantelées et prendre pied sur le marché des télécommunications internationales de ce pays.

Les communications extérieures japonaises, autrefois monopole de l'entreprise Kokusai Denhin Denwa (KDD), vont être ouvertes à la concurrence, et Cable and Wireless souhaite faire partie de l'un des groupes candidats, Digital Communication Planning. Il en posséderait 20 % aux côtés de l'américain Pacific Telecise (10 %) et de Merrill Lynch (3 %) ; ce qui, au total, donnerait 33 % pour des groupes étrangers, le reste, soit 66 %, étant détenu par des intérêts japonais, comme la nouvelle loi sur la concurrence l'impose.

Or, la semaine passée, M. Karasawa, ministre des PTT, a indiqué

que « l'atmosphère du marché » le forçait à limiter à un seul le nombre de concurrents de KDD. Il fallait fusionner les candidatures et, en conséquence, la part de Cable and Wireless serait ramenée à 3 %. Immédiatement, Londres réagissait, soutenu d'ailleurs par Washington qui multiplie des pressions dans le monde entier pour une ouverture des marchés de télécommunications.

M. Karasawa a porté les 3 % à 5 %, mais pas plus, expliquant que ATT, IBM, Control Data possèdent déjà des réseaux de données informatiques au Japon, que Hitachi et Motorola (autres firmes américaines) détient des parts dans des sociétés de satellite et de radio-téléphone, bref que l'ouverture des télécommunications japonaises aux étrangers est déjà suffisante.

Piètre consolation pour Londres de voir le marché ouvert à des Américains. Près d'une centaine de députés ont dénoncé l'éviction de Cable and Wireless, et les pressions sur le gouvernement se sont multipliées.

Cela étant, M. Thatcher ne peut qu'espérer. Si les marchés financiers sont le seul terrain de rétorsion où Londres se sent assez fort et libre (pour les autres secteurs, il faudrait une action commune des Douze), il n'en reste pas moins que la City s'inquiète de servir de normale d'échange. Les banques anglaises veulent profiter de la hausse des marchés financiers et des énormes liquidités japonaises, et Tokyo pourrait contre-attaquer. En outre, les vingt-neuf banques japonaises installées à Londres sont bien utiles. Elles ont consenti, en 1986, la moitié des prêts en devises étrangères de la City. Elles emploient cinq mille personnes, et Nomura, la principale maison de titres, a aidé l'an passé M. Thatcher à privatiser British Gas en plaçant 11 % des actions auprès des investisseurs japonais.

ERIC LE BOUCHER.

## TRANSPORTS

### La privatisation des chemins de fer japonais

## « Sayonara Kokutetsu »

TOKYO de notre correspondant

Depuis zéro heure, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, le rideau est tombé sur l'histoire plus que centenaire de la Compagnie nationale des chemins de fer japonais. La propriété d'un réseau de 20 000 kilomètres, comptant 200 lignes et 5 000 gares, de 45 500 wagons et locomotives, de 58 000 hectares de terrains, et d'avoirs se chiffraient à 41,5 milliards de yens, a été transférée à dix entreprises privées qui ont hérité aussi partiellement d'une dette cumulée colossale : 37 500 milliards de yens (soit plus de 1 500 milliards de francs !)

Pour beaucoup d'usagers, la privatisation des JNR (Japan National Railways), familièrement appelé « kokutetsu », introduira guère de changement dans leurs habitudes : la plupart ne s'en apercevront pas plus que ces passagers de trains de nuit qui hier ont embarqué sur des wagons d'une compagnie nationale et ce matin se sont réveillés dans ceux d'une compagnie privée.

Entre temps, les logos JNR des wagons, des pancartes d'affichage, des vendeurs automatiques de tickets et des gares ont simplement été remplacés par le nouvel emblème JR (Japan Railways) commun aux nouvelles compagnies. Certains cependant auront remarqué, dès ce matin, l'un des effets de cette privatisation : la suppression des lignes déficitaires. Les derniers trains qui sont partis de certaines petites gares portant à l'avant une couronne barrée d'un « Sayonara kokutetsu » (« Au revoir les chemins de fer nationaux »), n'y repasseront jamais plus. Avec la privatisation, la notion de service public dans les transports ferroviaires nippons a fait place à la rentabilité.

Des manifestations de cheminots à Tokyo, des grèves de la faim de certains d'entre eux devant la gare d'Osaka (Kyushu) pour protester contre la privatisation, des cérémonies d'une touchante ingénuité comme le spectacle d'une majeure sortie d'un œuf gigantesque en portant dans les bras un logo des JR, sous l'œil attendri de trois chefs de gare, lors de l'inauguration d'une nouvelle compagnie et une meute de photographes amateurs dans toutes les gares ont marqué la dernière journée des JNR. A la gare de Shimbashi, à Tokyo, on vendait à l'aveugle, en guise de souvenir, des accessoires (poignées de portes, plaques de locomotives, etc.) de la compagnie nationale qui allait disparaître.

Les Japonais avaient une certaine affection pour les JNR : les chemins de fer nationaux font partie de l'histoire de la modernisation entamée depuis l'époque Meiji (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle). La première ligne, d'une cinquantaine de kilomètres, reliant Shimbashi à Yokohama, a été construite en 1872, quelques années après la réouverture de l'archipel. Elle fut inaugurée par l'empereur Meiji au cours d'une cérémonie immortalisée par les estampes. Les wagons étaient équipés de *tatami* (nattes), comme c'est encore le cas de certaines voitures destinées aux voyages de groupes.

A l'âge d'or des trains japonais, du début du siècle à la deuxième guerre mondiale, le réseau « impérial » couvrait la Corée, la Mandchourie, Taiwan et Sakhaline (alors possessions nipponnes) et l'on pouvait acheter à la gare de Tokyo un billet pour Londres, soit un trajet de 14 000 kilomètres, en passant par Pusan en Corée, Dairen en Chine ou Vladivostok en URSS.

### Trains à grande vitesse

Les chemins de fer japonais sont restés jusqu'à leur disparition l'une des compagnies ferroviaires les plus efficaces du monde. Leur endettement était moins dû à l'exploitation du réseau qu'à une politique irresponsable du ministère des transports qui depuis le milieu des années 60 le jout des intérêts politiques (grands travaux au coût excessif dont les profits venaient en soutien grossir les caisses noires du parti gouvernemental, construction de lignes à vitesses électroniques, etc.). « C'est été un miracle que, dans ces conditions, les JNR soient restés viables », commente M. Sadao Kondo,

professeur de gestion des entreprises à l'université de Kanazawa. Proposé depuis 1982, la privatisation des JNR a été votée par la Diète le 28 novembre 1986.

Aujourd'hui, six compagnies régionales (trois pour l'île principale de Honshu, une pour le Shikoku, une pour Hokkaido et une autre pour Kyushu) plus une septième prenant en charge les trains à grande vitesse Shinkansen, et trois autres compagnies pour le fret, les télécommunications et la recherche, doivent exploiter le réseau ferroviaire nippon. Une dernière société, dont la vie est limitée, est chargée de la liquidation des JNR. Elle a commencé ce 1<sup>er</sup> avril à transférer plusieurs centaines de milliards de yens des coffres de la Banque du Japon sur les comptes des nouveaux propriétaires de chemins de fer afin qu'ils puissent faire face à leurs premières dépenses d'exploitation.

La privatisation des chemins de fer nippons pose plusieurs problèmes. Le premier est d'ordre financier. Les trois nouvelles compagnies de Honshu et celles assurant le fret et géant le Shinkansen se partageront une partie de la dette des JNR : 14 600 milliards de yens. Une autre partie de cette dette devrait être comblée par la vente de 3 350 hectares de terrains par la société de liquidation (celle-ci espère retirer de cette vente 8 000 milliards de yens). Les contribuables étant appelés à payer le reste (14 700 milliards) au cours des trente années à venir, selon des modalités qui restent à définir.

Sur le plan financier, la privatisation des JNR comporte aussi une inconnue : les nouvelles compagnies seront-elles rentables ? Depuis 1985, le gouvernement a présenté trois scénarios différents de l'avenir des chemins de fer. Les trois versions aboutissent à une conclusion commune : oui. Mais, pour certains experts, ces scénarios comportent surtout une manipulation des chiffres destinée à justifier la privatisation.

### Les purges « rouges »

En fait, la privatisation des chemins de fer nippons a aussi, sinon surtout, une dimension politique. Outre les opérations de ventes de terrains des JNR à un prix inférieur à celui du marché à certains acheteurs privilégiés qui feront ainsi d'excellentes affaires (dont il feront profiter en sous-main le Parti libéral démocrate) l'opération vise aussi à « casser » l'un des fers de lance du mouvement syndical, comme le révèle clairement un récent livre de l'ancien ministre des transports, M. Hiroshi Mitsuoka.

L'intransigence du syndicat de gauche Kokuro, qui, il y a quelques années, regroupait 70 % des cheminots, empêchait toute réforme : comme l'affirment les partisans de la privatisation ? En tout cas, ce que les syndicalistes appellent les « purges rouges », opérées à la faveur de la réduction des effectifs des JNR et de la réembauche par les nouvelles compagnies, semble avoir parfaitement réussi. De 277 000 en avril 1986, le nombre des cheminots est passé à 224 000 le 1<sup>er</sup> avril 1987, et aujourd'hui les nouvelles compagnies manquent de personnel. Elles embauchent 14 000 cheminots.

PHILIPPE PONS.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Rapprochement franco-britannique dans la publicité

Le groupe publicitaire Bèlier s'internationalise. Il vient de prendre une participation de 20 % dans la holding européenne d'origine britannique CDP (Collet, Dickinson, France), en échange de laquelle il lui apporte 50 % du capital d'Alice qui détenait aux côtés des fondateurs de cette agence. Avec l'agence Canard en France et le Grupo Barro en Espagne, se constitue ainsi un réseau d'agences européennes dont le chiffre d'affaires sera de 1,9 milliard de francs. Ce rapprochement franco-britannique est lié au projet de tunnel sous la Manche, puisque Alice en France et CDP en Grande-Bretagne avaient la charge du budget publicitaire d'Eurotunnel.

Le début de l'internationalisation de Bèlier avait été rendu possible à la suite de la restructuration financière interne du groupe Eurocor, numéro un français des agences de publicité, lequel au mai 1986 avait porté de 45 % à 95 % sa participation dans sa filiale Bèlier, lui permettant de s'associer à un réseau étranger sans que la holding mère en perde le contrôle.

### Les Chantiers navals de Saint-Malo en liquidation

Le tribunal de commerce de Rouen a prononcé, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, la mise en liquidation judiciaire des Chantiers navals de Saint-Malo, où travaillaient encore 220 salariés. Les mêmes juges, en revanche, ont mis en délibéré jusqu'au 14 avril le sort des Chantiers de Dieppe (130 personnes) ainsi que celui de la société mère, la SA Ateliers et chantiers de la Manche.

### Rhône-Poulenc Santé s'associe avec le pharmacien japonais Tanabe

Rhône-Poulenc et Tanabe Seiyaku, cinquième groupe pharmaceutique japonais, ont conclu un accord de principe en vue de créer une filiale commune chargée de développer, de fabriquer et de commercialiser sur le marché européen de nouveaux médicaments issus de la recherche de cette firme nipponne. Il s'agit surtout de produits cardiovasculaires. Tanabe Seiyaku a réalisé pour son dernier exercice clos le 30 avril 1986 un chiffre d'affaires de 184,52 milliards de yens (7,6 mil-

iards de francs) et dégagé un bénéfice net de 4,37 milliards de yens (179 millions de francs). Spécialisé aussi dans le traitement des maladies du système respiratoire, du tractus gastro-intestinal, la fabrication d'antibiotiques et d'antitumoraux, la firme japonaise cherche à s'internationaliser. Elle est déjà associée en France avec Synthelabo (L'Oréal), en Grande-Bretagne avec Glaxo et aux Etats-Unis avec Merck Laboratories.

### Mobil-France prend 10 % de Primagaz

Mobil-France cède ses activités de butane et de propane (petit et moyen vrac) à Primagaz et obtient en échange 10 % de son capital. Primagaz est un des premiers fournisseurs français de gaz de pétrole liquéfié GPL.

### Vente de Jacomo : feu vert

Les pouvoirs publics viennent de donner l'autorisation à la société canadienne Zaninob de racheter les parfums et cosmétiques Jacomo. Zaninob a déjà acquis ou pris des participations dans la maison Pierre Balmain et ses parfums, Diana Côte d'Azur, les collants Gerbe et Ted Lepitès.

## LOGEMENT

### M. Méhaignerie refuse de porter la responsabilité du dérapage des loyers HLM

M. Méhaignerie n'est pas content. Il l'a dit tout net lors de la première journée de l'assemblée générale de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM, le mercredi 1<sup>er</sup> avril à Paris : qu'on ne compte pas sur lui pour porter la responsabilité du dérapage des loyers.

« Quand j'ai vu, ces derniers mois, foisonner des circulaires d'organismes qui annonçaient que, à contre-cœur mais contraints et forcés à cause de la loi Méhaignerie, tel ou tel organisme augmenterait les loyers HLM de 3 % en janvier puis de 10 % en juillet, j'ai dû me rendre à l'évidence : certains ne sont malheureusement pas prêts à assumer des responsabilités, qu'ils ont pourtant réclamées à cor et à cri », a déclaré le ministre de l'équipement et du logement, qui a poursuivi : « Par son nom ne me fera jouer le rôle du bouc émissaire des politiques irrédigibles ou des décisions démesurées d'autant plus com-

modées à mettre en œuvre qu'on les impose sur le dos de l'Etat et sur le budget du contribuable. »

Rappelant qu'il n'est pas concevable que les loyers augmentent plus vite que l'inflation et les salaires, même s'ils ont pris du retard, il a justifié ainsi la circulaire envoyée aux préfets le 8 janvier dernier, leur ordonnant de ne pas autoriser des augmentations supérieures à 3 %, alors que la loi permettait des hausses maximales de 10 % par semestre.

Le ministre a toutefois reconnu qu'un accord préalable aurait pu être recherché avec le mouvement HLM. Comme il n'est pas trop tard, a indiqué M. Méhaignerie, il reconvoque, le 16 avril, M. Roger Quilliot, ancien ministre socialiste du logement, président de l'Union nationale des HLM, avec les représentants des deux fédérations, celle des Offices et celle des sociétés anonymes, pour examiner la question d'une discipline *interne* des loyers.

### M. Douffiagues entrouvre le ciel français aux charters domestiques

Le Conseil supérieur de l'aviation marchande a annoncé, le 2 avril, M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, lui présenter le cahier des charges qui sera imposé aux compagnies aériennes désireuses d'organiser des vols charters à l'intérieur du territoire français.

Le ministre a commenté en ces termes ce dispositif : « Il me paraît indispensable, a-t-il dit, d'habituer progressivement nos compagnies aériennes, et en particulier nos compagnies intérieures, à une situation de concurrence qui leur permette de tester leur politique commerciale, le niveau de leur coût de production et leur compétitivité face à une concurrence qui s'exercera de façon inévitable, y compris pour les liaisons intérieures. »

Pour être de mettre en définit les lignes exploitées par Air Inter, TAT, Britair et les autres compagnies, tout en démocratisant le transport aérien, M. Douffiagues a fixé des limites précises aux charters domestiques. Cette expérience, que seuls le voyageur Nouvelles Frontières et la compagnie Corse Air ont accepté de tenter, est prévue pour une durée de trois mois. Le nombre des vols heb-

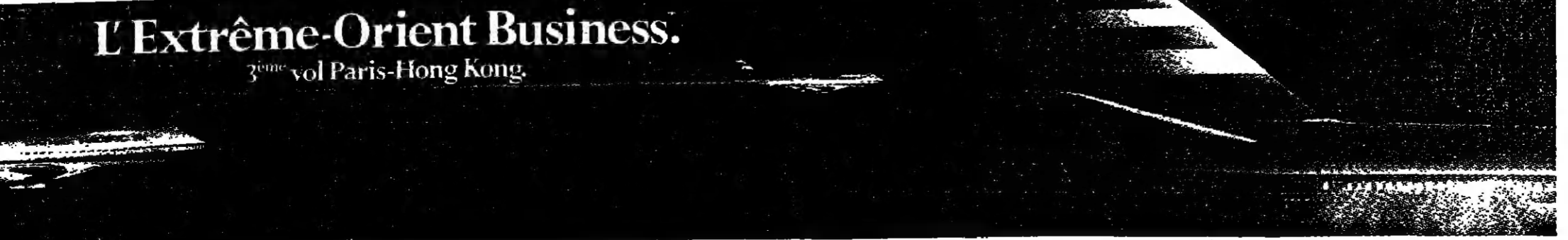
domadaires est limité à quatre sur chaque destination et aux heures creuses, c'est-à-dire de 9 heures à 17 heures et de 21 heures à 23 h 30. Aucune vente ne peut être directement effectuée par la compagnie, qui doit s'en remettre pour cela à l'affrètement. Le billet vendu est obligatoirement aller et retour. Le paiement est immédiat à la réservation. Des pénalités sont prévues en cas d'annulation par le passager. Les collectivités locales et les chambres consulaires n'ont pas le droit de subventionner ces vols charters.

D'ores et déjà, Nouvelles Frontières commerciale des vols, à partir du 10 avril, entre Paris et Toulouse (495 F + 50 F le vendredi et le dimanche à compter du 26 juin), Nice (690 F + 50 F), Ajaccio (690 F à partir du 13 mai), Bastia (690 F à partir du 18 juin), M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, a fixé des limites précises aux charters domestiques.

Cette expérience, que seuls le voyageur Nouvelles Frontières et la compagnie Corse Air ont accepté de tenter, est prévue pour une durée de trois mois. Le nombre des vols heb-

## L'Extrême-Orient Business.

3<sup>e</sup> vol Paris-Hong Kong.



A partir du 3 avril, Paris-Hong Kong 3 fois par semaine. Départs mercredi, vendredi et dimanche à 11 h d'Orly Sud. Une aubaine pour les hommes d'affaires.

Arrive in better shape

# CATHAY PACIFIC

The Swiss Group



سوق الأوراق المالية

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

1er AVRIL Cours relatifs à 18h 18

Main table of stock market data for Paris, including columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', and 'Différence'.

Règlement mensuel

Table of monthly settlement data for various companies, organized by industry sectors.

Comptant (selection)

Second marché (selection)

Tables for 'Comptant' and 'Second marché' sections, listing various financial instruments and their prices.

SICAV (selection)

1/4

Table for 'SICAV' section, listing investment funds and their performance metrics.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', providing exchange rates and gold market data.

MINITEL
La gestion en direct de votre portefeuille personnel

Vertical text on the left margin, including 's financiers', 'NEW-YORK', and 'ROPE'.

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL.

La mort du tennisman Henri Cochet

Henri Cochet est mort, dans la nuit de mercredi 1<sup>er</sup> au jeudi 2 avril, dans une clinique de Saint-Germain-en-Laye...

Le plus brillant des mousquetaires

Cet homme pratique un tennis que je ne connais pas. Pour l'Américain Bill Tilden, qui a la dent dure, le compliment a toute sa valeur...

Quelques mois après, les Français remportent le Challenge Round, et la Coupe Davis ne quitte plus la France jusqu'en 1933...

Le projet de référendum en Nouvelle-Calédonie

Les députés socialistes prêts à s'associer à une « solution transactionnelle »

La première réunion de la commission des lois de l'Assemblée nationale consacrée, le mercredi 1<sup>er</sup> avril, à l'examen du projet de référendum en Nouvelle-Calédonie a été vive et rapide...

En leur nom, M. Pierre Joxe soulignait que tout ce qui était envisagé pour essayer d'obtenir le retrait de ce projet, qu'ils jugent « inopportuniste », mais, si le gouvernement persiste dans ses intentions...

Sur le vif

Eclaboussures

Ce qu'ils sont gentils, au gouvernement! Ils savent pas quoi inventer pour pas paraître trop répressifs, trop méchants...

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 avril

L'avance des cours s'est poursuivie à pas comptés, jeudi 2 avril, dans la matinée, à la Bourse de Paris...

Table with columns: Valeurs françaises, Cours précédent, Premier cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Un sondage BVA-Paris-Match

Remontée de M. Jacques Chirac

Boudé depuis le mois de janvier, M. Jacques Chirac revient en grâce auprès des électeurs de droite en cas d'élection présidentielle anticipée...

En février, 43 % des électeurs de droite choisissaient le député du Rhône et 32,5 % se prononçaient en faveur de M. Chirac...

Au premier tour de cette éventuelle consultation, les candidats de droite réalisent entre 56 et 59 % des suffrages...

Au deuxième tour, M. Chirac est toujours victime d'un mauvais report des voix de droite...

(1) Sondage effectué du 13 au 18 mars auprès d'un échantillon représentatif de 991 personnes.

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1987 a été tiré à 464 724 exemplaires.

A « L'heure de vérité »

M. Bérégozoy fait l'éloge de M. Rocard

M. Pierre Bérégozoy, qui était mercredi soir 1<sup>er</sup> avril l'invité à « L'heure de vérité » d'Antenne 2...

Aux yeux de l'ancien ministre des finances, le congrès doit aussi permettre à M. Jospin de conforter son autorité à la tête d'un parti qui est, à-t-il dit, « le seul à avoir vocation majoritaire »...

En revanche, selon ce même sondage, M. Bérégozoy n'a guère convaincu au chapitre « les moyens de lutte contre la crise économique »...

Pour compenser la baisse des prix

Ottawa vole au secours des pétroliers

Le gouvernement canadien a décidé de venir en aide à l'industrie pétrolière gravement affectée par la baisse des prix du pétrole...

Le programme de 350 millions de dollars canadiens (1,6 milliard de francs) vise à encourager les dépenses d'investissement...

Les perspectives sont toutefois plus sombres pour cette année. Ainsi, en février dernier, 31 % seulement de plates-formes de forage étaient en activité...

Les mesures incitatives du gouvernement fédéral - les premières depuis la chute des prix du pétrole - étaient réclamées à cor et à cri...

La hausse des taux d'intérêt américains est « temporaire ». La hausse des taux d'intérêt bancaires, déclinés le mercredi 1<sup>er</sup> avril par la Citibank...

Les principaux banques américaines ont cependant suivi, jeudi, l'exemple de la Citibank et de la Chase Manhattan en relevant leur taux de base de 0,25 point...

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-1SLM

Duriez ouvrir 3.r. LaBoétie

MÉTRO SAINT-AUGUSTIN

Mécanisme à écrire de 500 à 12.000 F de 3 à 4 dictes, de poche ou bureau

cession d'activité Atighetchi 50% de remise de caisse sur leur merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans.

Cheveux : enfin un espoir de repousse

Il semblerait évident que les molécules de Trichoptéine Cx10 méritent d'être prises en compte...

alternatives ÉCONOMIQUES UN AN APRÈS : LA FIN DU LIBÉRALISME ? Dossier : Qui fixe les salaires ?

PROMOTION PRINTEMPS

Conditions Exceptionnelles sur tous les instruments en stock du samedi 28 mars au samedi 11 avril 1987.

hamm La Maison de la Musique 135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66

Handwritten signature or note at the bottom right of the page.